

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT  
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.  
Stukken van het Waalse Parlement 1151 (2022-2023) Nr. 3.  
Volledig verslag, openbare vergadering van 21 december 2022.  
Bespreking.  
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40424]

**21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'article 3, §§ 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, et 2, et les articles 4/3, § 1<sup>er</sup>, et 7bis/1, § 3, insérés par le décret du 12 novembre 2021 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, article 4, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, les articles 4, § 4, 7, § 5, 9, alinéa 9, 12, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, 14, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 15, § 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, et § 5, 17, §§ 3 et 4, 18, § 2, alinéa 3, 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, 21, alinéa 4, 22, alinéa 3, et 56, alinéas 1<sup>er</sup> et 3 ;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 1998 approuvant les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ainsi qu'au T—Service Intérim ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 portant exécution du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ;

Vu le rapport du 28 juin 2021, établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie du 25 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm du 16 novembre 2021 ;

Vu l'avis n° 94/2022 de l'autorité de protection des données du 13 mai 2022 ;

Vu l'avis 71.955/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en partie, une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en application de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 12 novembre 2021 : le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

2<sup>o</sup> le décret du 6 mai 1999 : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

3<sup>o</sup> le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

4<sup>o</sup> le chercheur d'emploi : le chercheur d'emploi défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 12 novembre 2021 ;

5<sup>o</sup> l'utilisateur : l'utilisateur particulier défini à l'article 1<sup>er</sup> bis, 1<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 ;

6<sup>o</sup> le dossier unique : le dossier unique de l'utilisateur visé à l'article 1<sup>er</sup> bis, 16<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 ;

7<sup>o</sup> l'accompagnement orienté coaching et solutions : l'accompagnement défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret du 12 novembre 2021 ;

8<sup>o</sup> le positionnement métier : le positionnement métier visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, du décret du 12 novembre 2021

9<sup>o</sup> la robustesse d'un positionnement métier : la correspondance entre le métier sur lequel le chercheur d'emploi se positionne et les compétences, diplômes et qualifications nécessaires ou attendues pour l'exercice du métier concerné ;

10° le projet professionnel : le processus évolutif, en plusieurs étapes, en vue de l'insertion durable du chercheur d'emploi sur le marché du travail, visant à assurer l'orientation adéquate du chercheur d'emploi et l'acquisition et la valorisation des compétences, diplômes et qualifications nécessaires ou attendues pour l'exercice du métier sur lequel le chercheur d'emploi souhaite se positionner ou est positionné ;

11° le dispositif d'orientation tout au long de la vie : le dispositif défini à l'article 1<sup>er</sup> bis, 11°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

12° le degré de proximité à l'emploi : la probabilité pour le chercheur d'emploi de s'insérer durablement sur le marché du travail ;

13° le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement :

a) le chercheur d'emploi défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du décret du 12 novembre 2021 ;

b) le jeune chercheur d'emploi défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 12 novembre 2021 ;

14° la disponibilité active : la disponibilité pour le marché de l'emploi visée à l'article 36/1, alinéa 3, 2°, et 58/1, alinéa 3, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

15° la disponibilité passive : la disponibilité pour le marché de l'emploi, visée à l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

16° le Service Contrôle : le service, visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999 ;

17° l'arrêté du 21 décembre 2022 : l'arrêté du 21 décembre 2022 portant exécution de l'article 35 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

18° le partenaire de l'accompagnement : le partenaire de l'accompagnement défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, du décret du 12 novembre 2021 ;

19° le tiers : le tiers défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, du décret du 12 novembre 2021 ;

20° adresser : le processus défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 14°, du décret du 12 novembre 2021 ;

21° l'arrêté du 25 novembre 1991 : l'arrêté du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Sauf disposition contraire précisant qu'il s'agit de jours ouvrables, lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en jours, il s'agit de jours calendaires.

Pour le calcul des délais exprimés en jours calendaires, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Pour le calcul des délais exprimés en jours ouvrables, le délai se compte à partir du premier jour ouvrable qui suit l'événement qui le fait courir.

Pour le calcul des délais exprimés en jours calendaires, tous les jours calendaires sont comptabilisés.

Pour le calcul des délais exprimés en jours ouvrables, tous les jours calendaires sont comptabilisés excepté le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

§ 2. Lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en mois, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

## CHAPITRE II. - Accompagnement orienté coaching et solution

### Section 1<sup>re</sup>. - Initialisation du parcours d'accompagnement

#### Sous-section 1<sup>ère</sup>. - Généralités

**Art. 4.** L'utilisateur peut s'inscrire en tant que chercheur d'emploi, soit en ligne, via le site web du FOREm, soit par téléphone, via un centre de contact du FOREm, soit en présentiel, en se présentant au sein d'une implantation du FOREm, accessible en service ouvert.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le chercheur d'emploi s'inscrit par téléphone, son inscription est validée dès que son identité est authentifiée selon les moyens visés à l'article 4, § 2, alinéa 2, du décret du 12 novembre 2021 et pour autant que cette authentification intervienne dans un délai de 15 jours après la date du contact téléphonique.

La date prise en compte pour l'inscription par téléphone du chercheur d'emploi est celle du jour du contact téléphonique par lequel le chercheur d'emploi a réalisé son inscription.

**Art. 5.** L'accompagnement orienté coaching et solutions est initié par le FOREm dès l'inscription du chercheur d'emploi. Le FOREm, sur base des données visées à l'article 4/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 4°, 6°, 7° à 12°, 14° et 17° à 19°, du décret du 6 mai 1999 dont il dispose, objective :

1° le degré de robustesse du positionnement métier du chercheur d'emploi ;

2° son degré d'autonomie numérique ;

3° son degré de proximité du marché du travail.

Dès l'inscription du chercheur d'emploi, le FOREm peut prévoir des actions génériques visant à renforcer l'objectivation des éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°.

Dès l'inscription du chercheur d'emploi et tout au long de son accompagnement, le FOREm lui transmet des offres d'emploi adaptées à son profil et son positionnement métier.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Au moment de l'inscription du chercheur d'emploi, le FOREm lui communique, par un canal de communication adapté à sa situation et à ses éventuelles difficultés à l'écrit, l'ensemble de ses droits et devoirs dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, comprenant notamment une information éclairée et complète de ses droits et devoirs lorsqu'il est soumis au contrôle de la disponibilité passive, active ou adaptée.

§ 2. Conformément aux dispositions prévues en vertu de l'article 4 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications entre les usagers et les administrations publiques wallonnes, lorsque le FOREm envisage de communiquer exclusivement par voie électronique, il recueille, préalablement à tout échange, le consentement éclairé et explicite du chercheur d'emploi à recevoir les communications du FOREm, tout au long de son parcours, de manière exclusive par la voie électronique.

Le FOREm informe le chercheur d'emploi qu'il peut, à tout moment, sur simple demande, retirer son consentement à recevoir les communications exclusivement par la voie électronique.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux communications pour lesquelles le présent arrêté impose qu'elles soient réalisées par envoi recommandé.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque le chercheur d'emploi a consenti, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à la communication de manière exclusive par la voie électronique, les communications visées à l'alinéa 3 peuvent lui être transmises par un recommandé électronique.

#### Sous-section 2. - Degré de robustesse du positionnement métier

**Art. 7.** Le FOREm analyse la qualité du positionnement métier du chercheur d'emploi et détermine, pour chaque métier sur lequel le chercheur d'emploi est positionné, le degré de robustesse du positionnement métier.

**Art. 8.** L'analyse du positionnement métier du chercheur d'emploi et de son degré de robustesse est affinée et adaptée tout au long du processus d'accompagnement, en concertation entre le chercheur d'emploi et son conseiller de référence, en fonction de l'évolution du projet professionnel du chercheur d'emploi, et des actions mises en œuvre dans le cadre de son parcours d'accompagnement.

Le FOREm peut vérifier la robustesse du positionnement métier en ayant recours à ses outils d'identification des compétences déclarées du chercheur d'emploi. Par outil d'identification des compétences, on entend les tests et méthodes d'évaluation développées par le FOREm en vue de s'assurer de l'adéquation entre les compétences du chercheur d'emploi et les compétences attendues ou nécessaires pour l'exercice du métier sur lequel celui-ci est positionné

Lorsqu'à la suite des vérifications visées à l'alinéa 2, le positionnement du chercheur d'emploi est incertain ou non-robuste, le chercheur d'emploi se voit proposer des actions d'orientation ou de formation professionnelle dans le cadre de son accompagnement orienté coaching et solutions.

**Art. 9.** Lorsque le chercheur d'emploi, lors de son inscription, ne se positionne pas sur au moins un métier, le FOREm lui propose une action d'orientation professionnelle.

**Art. 10.** Au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'inscription du chercheur d'emploi, le FOREm s'assure, dans le cadre du processus d'accompagnement, que le chercheur d'emploi est positionné, sur au moins un métier :

1° pour lequel il dispose des compétences, diplômes ou qualifications nécessaires ou attendues pour l'exercice du métier concerné ;

2° ou pour lequel des actions sont prévues dans le cadre du parcours d'accompagnement en vue de permettre au chercheur d'emploi de disposer des compétences, des diplômes ou qualifications nécessaires ou attendues pour l'exercice du métier concerné.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas :

1° pour le chercheur d'emploi très éloigné du marché du travail, confronté à des obstacles d'ordre majeur qui dépassent des obstacles d'ordre strictement professionnel, à condition que le FOREm s'assure que des actions sont mises en œuvre dans le cadre du parcours d'accompagnement afin de lever ces obstacles d'ordre majeur à l'insertion du chercheur d'emploi ;

2° pour le chercheur d'emploi qui n'est pas positionné sur un métier dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à condition que le FOREm s'assure que des actions sont mises en œuvre dans le cadre du parcours d'accompagnement afin de positionner le chercheur d'emploi sur au moins un métier.

A l'issue des actions mises en œuvre afin de lever les obstacles à l'insertion du chercheur d'emploi ou de le positionner sur au moins un métier, visées à l'alinéa 2, le FOREm s'assure que le chercheur d'emploi est positionné sur au moins un métier répondant aux conditions, visées au 1° ou 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Sous-section 3. - Degré d'autonomie numérique

**Art. 11.** Dès l'inscription du chercheur d'emploi, et à tout autre moment pertinent dans l'accompagnement, le FOREm évalue l'autonomie numérique du chercheur d'emploi.

Est considéré comme numériquement autonome, le chercheur d'emploi qui :

1° dispose d'un accès direct, stable et de qualité à une connexion internet et aux outils et équipements informatiques adéquats en vue de sa recherche d'emploi et de son insertion sur le marché du travail ;

2° dispose des savoirs de base et des capacités numériques suffisantes pour utiliser adéquatement les outils digitaux mis à disposition par le FOREm en vue de sa recherche d'emploi et de son insertion sur le marché du travail.

Le processus d'accompagnement proposé par le FOREm s'adapte au degré d'autonomie numérique du chercheur d'emploi.

**Art. 12.** Le FOREm peut vérifier les compétences numériques du chercheur d'emploi au moyen d'outils d'identification des compétences numériques.

Lorsque les compétences numériques du chercheur d'emploi sont insuffisantes, sous réserve d'autres actions jugées prioritaires, il peut se voir proposer par le FOREm des actions de formation permettant de le doter des compétences numériques nécessaires afin de lui permettre d'utiliser les outils digitaux de recherche d'emploi mis à disposition par le FOREm et de favoriser ses chances d'insertion sur le marché du travail.

#### Sous-section 4. - Degré de proximité du marché du travail

**Art. 13.** Dès l'inscription du chercheur d'emploi, le FOREm évalue son degré de proximité du marché du travail. Il est établi sur la base d'un modèle évolutif développé par le FOREm et prend en compte tous les éléments du dossier unique du chercheur d'emploi susceptibles d'influencer ses probabilités de s'insérer durablement sur le marché du travail.

L'évaluation du degré de proximité du marché du travail inclut notamment les opportunités offertes par le marché du travail pour les métiers sur lesquels le chercheur d'emploi est positionné.

Suite à l'évaluation du degré de proximité du marché du travail visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm détermine, parmi les catégories suivantes, celle à laquelle le chercheur d'emploi est estimé appartenir :

1° chercheur d'emploi très proche du marché du travail : il dispose d'une haute probabilité de s'insérer durablement sur le marché du travail à court terme ;

2° chercheur d'emploi proche du marché du travail : il dispose d'une bonne probabilité de s'insérer durablement sur le marché du travail à court terme, mais ses chances d'insertion pourraient être renforcées moyennant la levée d'obstacles d'ordre mineur en vue de son insertion durable sur le marché ;

3° chercheur d'emploi éloigné du marché du travail : il dispose d'une faible probabilité de s'insérer durablement sur le marché du travail à court terme en raison d'obstacles majeurs en termes de compétences nécessaires ou attendues pour les métiers sur lesquels il est positionné ;

4° chercheur d'emploi très éloigné du marché du travail : il dispose d'une très faible probabilité de s'insérer durablement sur le marché du travail à court terme en raison d'obstacles d'ordre majeur qui dépassent des obstacles d'ordre strictement professionnel et qui impactent son insertion durable sur le marché du travail.

**Art. 14.** Le processus d'accompagnement proposé et concerté avec le chercheur d'emploi par le FOREm est adapté à son degré de proximité du marché du travail et à l'évolution de ce degré de proximité au cours de l'accompagnement.

#### Sous-section 5. - Affectation.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans les plus brefs délais suivant l'inscription du chercheur d'emploi, le FOREm affecte le chercheur d'emploi vers la modalité d'accompagnement la plus adaptée à son profil et ses besoins, parmi les modalités suivantes :

1° un accompagnement à distance digital, conformément aux articles 20 et 21 ;

2° un accompagnement à distance en e-conseil, conformément aux articles 22 et 23 ;

3° un accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence sectoriel conformément aux articles 24 et 25 ;

4° un accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel, conformément aux articles 26 et 27.

L'affectation du chercheur d'emploi vers une modalité d'accompagnement, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est réalisée notamment sur base du degré de robustesse du positionnement métier ou, le cas échéant, de l'absence de positionnement métier du chercheur d'emploi, de son degré d'autonomie numérique et de son degré de proximité du marché du travail.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup> :

1° seul peut être affecté à un accompagnement à distance digital ou en e-conseil, le chercheur d'emploi numériquement autonome qui est proche ou très proche du marché du travail ;

2° le chercheur d'emploi qui est éloigné du marché du travail est affecté à un accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence ;

3° le chercheur d'emploi qui est très éloigné du marché du travail est affecté à un accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel ;

4° le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), ne peut pas être affecté à un accompagnement à distance digital.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, peut être affecté à un accompagnement à distance en e-conseil, le chercheur d'emploi dont les compétences numériques suffisantes pour bénéficier d'un accompagnement à distance peuvent être acquises moyennant une action intensive de remédiation à condition que celle-ci débute dans un délai maximal de deux mois à dater de l'affectation.

**Art. 16.** Conformément à l'article 11 du décret du 12 novembre 2021, le FOREm informe le chercheur d'emploi de la modalité de prise en charge vers laquelle il est affecté, des différentes modalités de prise en charge de l'accompagnement orienté coaching et solutions, des données utilisées dans le cadre du processus d'affectation et du résultat de l'affectation.

Le FOREm informe le chercheur d'emploi qu'il a la faculté de solliciter, à tout moment, un accompagnement en présentiel.

### Section 2. - Modalités d'accompagnement

#### Sous-section 1<sup>ère</sup>. - Généralités

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. À tout moment du parcours d'accompagnement, le FOREm peut, en fonction de ses interactions avec le chercheur d'emploi, de l'évolution de son parcours d'accompagnement ou de l'évolution de ses besoins, revoir d'initiative la modalité d'accompagnement à laquelle le chercheur d'emploi est affecté, sans préjudice des dispositions prévues par la présente sous-section.

En cas de changement d'affectation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm en informe le chercheur d'emploi selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 16.

Le chercheur d'emploi affecté à un accompagnement en présentiel ne peut pas être réaffecté à un accompagnement à distance.

L'alinéa 3 ne s'applique pas lorsque la réaffectation d'un accompagnement en présentiel vers un accompagnement à distance a lieu avant l'entretien de bilan visé à l'article 28.

§ 2. Lorsque le chercheur d'emploi est réaffecté d'un accompagnement à distance vers un accompagnement en présentiel, le FOREm réinitie l'accompagnement du chercheur d'emploi selon les modalités de l'accompagnement en présentiel, auprès d'un conseiller de référence sectoriel ou d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel.

**Art. 18.** Le FOREm assure un accompagnement en présentiel à tout chercheur d'emploi qui le sollicite.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le processus d'accompagnement en cours du chercheur d'emploi est considéré comme clôturé lorsque celui-ci se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé, au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 12 novembre 2021, pendant une période égale ou supérieure à 3 mois consécutifs

2° il n'est plus inscrit au FOREm en tant que chercheur d'emploi pendant une période égale ou supérieure à 3 mois consécutifs.

Dans les situations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas de réinscription ultérieure du chercheur d'emploi, un nouveau processus d'accompagnement est initié, conformément à la section 1.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsqu'une période de suspension, visée à l'article 31, § 2, du processus d'accompagnement d'un chercheur d'emploi prend fin, celui-ci se poursuit selon les mêmes modalités que celles applicables au moment de la suspension de l'accompagnement.

#### Sous-section 2. - Accompagnement à distance digital

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement à distance digital, qui est un accompagnement à distance en autonomie, s'adresse au chercheur d'emploi numériquement autonome et proche ou très proche du marché du travail.

L'accompagnement à distance digital est mis en œuvre au travers de conseils et d'actions génériques qui sont proposés au chercheur d'emploi via son espace personnel, en ce compris la mise à disposition d'outils digitaux de recherche d'emploi.

§2. Dans les deux mois de d'inscription en tant que chercheur d'emploi, le FOREm s'assure du bon déroulement de l'accompagnement à distance digital, en ce compris de la réalisation des actions génériques qui lui sont proposées et de ses démarches autonomes de recherche active d'emploi.

Si le FOREm constate, à la suite d'une prise de contact directe avec le chercheur d'emploi, que l'accompagnement à distance digital ne lui convient pas, il est réaffecté vers un accompagnement à distance en e-conseil ou vers un accompagnement en présentiel.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le chercheur d'emploi bénéficie d'un accompagnement à distance digital durant un délai maximum de quatre mois à dater de son inscription en tant que chercheur d'emploi.

Passé le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le chercheur d'emploi est réaffecté vers un accompagnement à distance avec l'appui d'un e-conseiller ou, lorsque le FOREm constate que l'accompagnement à distance ne convient pas au chercheur d'emploi, vers un accompagnement en présentiel.

§2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 20, § 2, les délais y visés peuvent être prolongés par le FOREm :

1° lorsque le chercheur d'emploi réalise, dans le cadre de son accompagnement, une action pour laquelle il dispose d'une dispense de disponibilité sur le marché du travail en vertu des articles 91 à 94 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, d'une durée maximale équivalente à la durée de la dispense de disponibilité dont bénéficie le chercheur d'emploi ;

2° lorsque le chercheur d'emploi n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé, au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 12 novembre 2021, pendant une période égale ou supérieure à 28 jours consécutifs, d'une durée maximale équivalente à la durée pendant laquelle il n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé ;

3° des périodes visées à l'article 31, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°.

#### Sous-section 3. - Accompagnement à distance en e-conseil.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement à distance en e-conseil s'adresse à tout chercheur d'emploi proche ou très proche du marché du travail et qui est numériquement autonome ou dont les compétences numériques suffisantes peuvent être acquises moyennant une action intensive de remédiation à condition que celle-ci débute dans un délai maximal de deux mois à dater de l'affectation.

L'accompagnement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mis en œuvre au travers de conseils et actions génériques qui sont proposés au chercheur d'emploi via son espace personnel, en ce compris la mise à disposition d'outils digitaux de recherche d'emploi.

§ 2. Au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'affectation du chercheur d'emploi dans le cadre d'un accompagnement à distance en e-conseil, le FOREm réalise un entretien de bilan à distance lors duquel il analyse les besoins du chercheur d'emploi en tenant compte, notamment, de la réalisation des actions génériques visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et de ses démarches autonomes de recherche active d'emploi.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le délai de quatre mois est réduit à deux mois lorsque le chercheur d'emploi a été réaffecté vers un accompagnement à distance en e-conseil à la suite d'un accompagnement à distance digital.

Sans préjudice du paragraphe 4, une feuille de route concertée est établie par l'e-conseiller, en concertation avec le chercheur d'emploi, en vue de son insertion sur le marché du travail. La feuille de route concertée intègre les démarches autonomes de recherche active d'emploi.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 4, au moins un entretien de suivi à distance entre le chercheur d'emploi et un e-conseiller est organisé par le FOREm entre l'entretien de bilan à distance et l'échéance de la durée maximale, fixée à l'article 23, de l'accompagnement à distance avec appui d'un e-conseiller.

§ 4. Durant son accompagnement à distance en e-conseil avec l'appui d'un e-conseiller, le chercheur d'emploi est réaffecté par le FOREm vers un accompagnement en présentiel, dans les cas suivants :

1° si lors d'un entretien, visé aux paragraphes 2 et 3, le FOREm constate que le chercheur d'emploi ne dispose pas d'un degré d'autonomie numérique suffisant, au sens de l'article 11, pour entreprendre les actions définies et mises en œuvre dans le cadre d'un accompagnement à distance ;

2° si le FOREm ne parvient pas à joindre le chercheur d'emploi affecté à un accompagnement à distance lors de l'entretien de bilan ou de suivi à distance, après au moins deux tentatives ;

3° lorsque, sur la base des informations dont il dispose dans le cadre de l'accompagnement, le FOREm ne peut pas s'assurer de la réalisation, par le chercheur d'emploi, de la feuille de route concertée dans le cadre son accompagnement à distance en e-conseil.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le chercheur d'emploi bénéficie d'un accompagnement à distance en e-conseil durant un délai maximum de huit mois à dater de son affectation dans cette modalité d'accompagnement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le délai de huit mois est réduit à six mois lorsque le chercheur d'emploi a été réaffecté dans le cadre d'un accompagnement en e-conseil à la suite d'un accompagnement à distance digital.

Passé le délai, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou 2, le chercheur d'emploi est réaffecté vers un accompagnement en présentiel.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 22, § 2, les délais y visés peuvent être prolongés par le FOREm :

1° lorsque le chercheur d'emploi réalise, dans le cadre de son accompagnement, une action pour laquelle il dispose d'une dispense de disponibilité sur le marché du travail en vertu des articles 91 à 94 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, d'une durée maximale équivalente à la durée de la dispense de disponibilité dont bénéficie le chercheur d'emploi ;

2° lorsque le chercheur d'emploi n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé, au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 12 novembre 2021, pendant une période égale ou supérieure à 28 jours consécutifs, d'une durée maximale équivalente à la durée pendant laquelle il n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé ;

3° des périodes visées à l'article 31, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°.

Sous-section 4. Accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence sectoriel

**Art. 24.** L'accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence sectoriel s'adresse :

1° au chercheur d'emploi éloigné du marché du travail ;

2° au chercheur d'emploi réaffecté d'un accompagnement à distance vers un accompagnement en présentiel, à sa demande ou à l'initiative du FOREm ;

3° au chercheur d'emploi très proche ou proche de l'emploi qui n'est pas numériquement autonome ;

4° au chercheur d'emploi très proche ou proche de l'emploi après un accompagnement à distance en e-conseil de six ou huit mois conformément à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 2.

Le chercheur d'emploi affecté à un accompagnement sectoriel est pris en charge par un conseiller de référence qui réalise des prestations d'accompagnement et de soutien en vue de son insertion et qui assure le suivi et la coordination de l'ensemble de son parcours d'accompagnement dans lequel peut intervenir une équipe pluridisciplinaire de conseillers et de formateurs.

**Art. 25.** L'accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence sectoriel vise à répondre aux besoins du chercheur d'emploi, notamment, en termes :

1° de remise à niveau pour intégrer des formations qualifiantes ou intégrer un emploi ;

2° de formation ;

3° d'aide pour la confirmation d'un projet professionnel à travers un positionnement métier qui tient compte des compétences objectivées ;

4° de réorientation professionnelle vers le même secteur ;

5° d'aide dans la recherche d'emploi, en identifiant des objectifs et des moyens visant à le rapprocher du marché de l'emploi ;

6° de validation et de certification des compétences et qualifications.

Sous-section 5. - Accompagnement en présentiel  
auprès d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel

**Art. 26.** L'accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel s'adresse au chercheur d'emploi très éloigné du marché du travail, affecté ou réaffecté par le FOREm à cette modalité d'accompagnement.

Le chercheur d'emploi affecté à un accompagnement socio-professionnel en présentiel est pris en charge par un conseiller de référence qui réalise des prestations d'accompagnement et de soutien du chercheur d'emploi en vue de son insertion et qui assure le suivi et la coordination de l'ensemble de son parcours d'accompagnement dans lequel peuvent notamment intervenir des assistants sociaux, des psychologues, et des formateurs.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement en présentiel auprès d'un conseiller de référence en accompagnement socio-professionnel vise à répondre à des obstacles majeurs rencontrés par le chercheur d'emploi en vue de son insertion professionnelle et qui dépassent des obstacles d'ordre strictement professionnel.

L'accompagnement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mis en œuvre au travers d'une offre de service spécifique à destination des chercheurs d'emploi très éloignés du marché du travail et reposant sur des actions en lien avec :

1° la santé du chercheur d'emploi, notamment la définition des aptitudes ou inaptitudes à l'exercice d'une profession ou d'une action de formation, d'orientation ou de recherche d'emploi en se soumettant à un examen médical ;

2° sa situation sociale, notamment des actions visant la rupture de l'isolement social, le travail sur les problèmes familiaux ou les assuétudes, la médiation de dettes, la recherche de logement avant expulsion ou pour les sans-abris, l'aide administrative et judiciaire ;

3° son insertion professionnelle, notamment des actions de remobilisation professionnelle, de formation professionnalisante et qualifiante, de réinsertion par le travail, de mise en situation professionnelle, de validation de compétences.

§ 2. Dans la mise en œuvre de l'accompagnement visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le FOREm s'appuie sur l'offre de services des tiers spécialisés dans les réponses aux obstacles à l'insertion professionnelle du chercheur d'emploi et, en priorité, sur l'offre de services disponible des partenaires de l'accompagnement.

*Section 3. — Entretien de bilan et entretien de suivi*

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dès son affectation dans le cadre d'un accompagnement en présentiel, un premier entretien de bilan en présentiel est organisé par le FOREm, au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de son affectation.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le chercheur d'emploi est réaffecté à un accompagnement en présentiel, après avoir été affecté à un accompagnement à distance, l'entretien de bilan, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est organisé au plus tard dans un délai de deux mois à dater de la réaffectation.

§ 2. A l'occasion du premier entretien de bilan en présentiel, le chercheur d'emploi et son conseiller de référence :

1° réalisent un bilan de la situation professionnelle du chercheur d'emploi qui vise notamment à déterminer les forces et faiblesses de ce dernier en vue de son insertion durable sur le marché du travail ;

2° identifient les besoins du chercheur d'emploi et les réponses à y apporter en vue de son insertion durable sur le marché du travail ;

3° construisent le projet professionnel du chercheur d'emploi et ses étapes progressives et identifient les besoins du chercheur d'emploi et les réponses à y apporter en vue de son insertion durable sur le marché du travail ;

4° élaborent, en concertation, un plan d'actions en vue de favoriser l'insertion socioprofessionnelle du chercheur d'emploi, conformément aux articles 34 et 35.

Lorsque le chercheur d'emploi a bénéficié d'un accompagnement à distance, les actions réalisées, ainsi que les entretiens menés à distance, sont capitalisées lors du premier entretien de bilan en présentiel.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. A partir de l'entretien de bilan visé à l'article 28, un accompagnement en présentiel régulier du chercheur d'emploi est assuré par le FOREm au travers d'entretiens de suivi entre le conseiller de référence et le chercheur d'emploi.

§ 2. Lors de chaque entretien de suivi, le conseiller de référence :

1° analyse avec le chercheur d'emploi l'évolution de son parcours d'accompagnement et sa progression au regard de ses forces et faiblesses ;

2° soutient et mobilise le chercheur d'emploi dans la réalisation et l'évolution progressive de son parcours d'accompagnement ;

3° évalue la mise en œuvre du parcours d'accompagnement et du plan d'actions et identifie avec le chercheur d'emploi les éventuelles difficultés auxquelles il est confronté ;

4° procède avec le chercheur d'emploi à l'actualisation de l'analyse de ses besoins et des réponses à y apporter dans le cadre de son parcours d'accompagnement ;

5° confirme, adapte ou actualise, en concertation avec le chercheur d'emploi, son plan d'actions, conformément aux articles 34 et 35.

§ 3. Le conseiller de référence, tout au long du parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi, s'appuie sur :

1° les échanges avec le chercheur d'emploi lors des entretiens et sur les informations communiquées par ce dernier, en ce compris ses démarches autonomes de recherche active d'emploi ;

2° les informations suivantes, relatives au parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi en vue de son insertion sur le marché de l'emploi, dont le FOREm dispose, depuis l'inscription du chercheur d'emploi :

a) les données relatives à la réalisation par le chercheur d'emploi de son plan d'actions et, pour les chercheurs d'emploi qui ont le statut de non-mobilisables, au sens de l'article 27, 19°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ou qui bénéficient d'un trajet d'accompagnement spécifique, les informations relatives au déroulement de la collaboration du chercheur d'emploi avec son assistant social ;

b) les données nécessaires et pertinentes relatives au parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi disponibles, via la banque-carrefour de la sécurité sociale, auprès des institutions de sécurité sociale qui assurent l'authenticité desdites informations et ce, en exécution de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale ;

c) les données centralisées par le FOREm parmi les catégories de données, visées à l'article 4/1, alinéa 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 6° à 14° et 17° à 19°, du décret du 6 mai 1999.

§ 4. A l'occasion de chaque entretien, le conseiller de référence assure l'évaluation formative du chercheur d'emploi. L'on entend par évaluation formative, l'évaluation, intervenant tout au long du parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi et qui a pour objet :

1° d'identifier avec le chercheur d'emploi, les freins et obstacles, quelles qu'en soient la nature, à l'insertion durable du chercheur d'emploi, ainsi que leurs origines ;

2° de mesurer avec le chercheur d'emploi l'évolution de son degré de proximité du marché du travail et de son parcours d'accompagnement en vue de son insertion durable sur le marché du travail ;

3° de proposer et mettre en place, en concertation avec le chercheur d'emploi, des pistes de solutions et des actions permettant de remédier aux difficultés qu'il rencontre en vue de son insertion durable sur le marché du travail.

Lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, l'évaluation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, inclut l'évaluation de ses obligations de disponibilité active, conformément à la section 7

Lors de chaque entretien de suivi, lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, le conseiller de référence établit un rapport d'entretien, conformément à l'article 43.

**Art. 30.** A l'issue de l'entretien de bilan visé à l'article 28 ou de chaque entretien de suivi visé à l'article 29, le chercheur d'emploi est informé du fait qu'il sera convoqué à un nouvel entretien de suivi au cours duquel le conseiller de référence procédera à l'évaluation formative du parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi et de la réalisation du plan d'actions élaboré lors du précédent entretien. L'évaluation formative comprend pour le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, l'évaluation de ses obligations en matière de disponibilité active, conformément à la section 7.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Les entretiens de suivi sont organisés par le FOREm dans un délai minimum de trois mois à six mois à dater de l'entretien de bilan visé à l'article 28 ou du dernier entretien de suivi visé à l'article 29.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, les délais y visés peuvent être prolongés par le FOREm :

1° lorsque le chercheur d'emploi réalise, dans le cadre de son accompagnement, une action pour laquelle il dispose d'une dispense de disponibilité sur le marché du travail en vertu des articles 91 à 94 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, d'une durée maximale équivalente à la durée de la dispense de disponibilité dont bénéficie le chercheur d'emploi ;

2° lorsque le chercheur d'emploi n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé, au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 12 novembre 2021, pendant une période égale ou supérieure à 28 jours consécutifs, d'une durée maximale équivalente à la durée pendant laquelle il n'est plus un chercheur d'emploi inoccupé ;

3° des périodes de suspension de l'accompagnement, visées au § 2.

§ 2. L'accompagnement du chercheur d'emploi, visé à l'article 2, 13°, peut être suspendu durant les périodes suivantes :

1° la période durant laquelle le chercheur d'emploi n'est pas inscrit en tant que tel auprès du FOREm ;

2° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement qui suit un trajet d'accompagnement spécifique est suspendue conformément aux articles 36/3, § 1<sup>er</sup>, ou 58/3, § 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

3° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active n'est pas applicable au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement qui est reconnu comme n'ayant aucune capacité de gain, tel que visée à l'article 36/2, alinéa 2, ou à l'article 58/2, alinéa 4, de l'arrêté du 25 novembre 1991 ;

4° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active n'est pas applicable à la chercheuse d'emploi inscrite obligatoirement qui est enceinte ou qui vient d'accoucher conformément à l'article 58/3, § 7, de l'arrêté du 25 novembre 1991 pendant la période de 3 mois qui précède la date présumée ou réelle de l'accouchement et pendant les 4 mois qui suivent la date réelle de l'accouchement ;

5° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active n'est pas applicable à la chercheuse d'emploi inscrite obligatoirement visée à l'article 2, 13°, b), qui est enceinte ou qui vient d'accoucher pendant les périodes de protection de la maternité telles que visées à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ;

6° la période durant laquelle le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement bénéficie d'une dispense de disponibilité octroyée par l'Office national de l'Emploi, institué par l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, dans le cadre de ses compétences ;

7° la période durant laquelle le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), suit des études de plein exercice qui invalident son stage d'insertion professionnelle préalable à son admission au bénéfice des allocations d'insertion ;

8° la période durant laquelle le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement est inapte au travail au sens de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité durant une période supérieure à un mois ;

9° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active est suspendue en vertu de l'article 58/3, § 6, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ;

10° la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active du chercheur d'emploi reconnu non mobilisable au sens de l'article 27, 19°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 est suspendue en vertu de l'article 58/3, §4bis, du même arrêté royal.

Le chercheur d'emploi, qui rencontre une situation de suspension de son accompagnement, peut demander que son accompagnement ne soit pas suspendu. Dans ce cas, les modalités et la fréquence d'accompagnement sont pour la période concernée, concertées entre le chercheur d'emploi et son conseiller de référence.

§3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, les délais y visés ne s'appliquent pas :

1° au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée ;

2° au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, qui bénéficie d'un trajet d'accompagnement adapté au sens des articles 36/3, § 2, ou 58/3, § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 pendant la période durant laquelle la procédure de contrôle de la disponibilité active ne lui est pas applicable.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° la fréquence des entretiens est adaptée selon les modalités concertées entre le conseiller de référence et le chercheur d'emploi, dans le respect des obligations qui incombent au FOREm de proposer un accompagnement au chercheur d'emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2° ;

2° le contenu des entretiens, visé aux articles 28, § 2, et 29, §§ 2 et 4, est adapté à la situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Tout au long de son accompagnement en présentiel, le chercheur d'emploi est, sauf motif valable, tenu de se présenter à l'entretien de bilan et aux entretiens de suivi auxquels il est convoqué par le FOREm, à la date, à l'heure et à l'endroit fixés par la convocation.

Dans la convocation à l'entretien, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, est informé par le FOREm des motifs d'absence admis et des conséquences de son absence sans motif admis.

§ 2. Le chercheur d'emploi est convoqué à l'entretien de bilan visé à l'article 28 ou aux entretiens de suivi, visés à l'article 29, par envoi simple.

L'entretien, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a lieu, au plus tôt, le septième jour qui suit l'envoi de la convocation.

L'alinéa 2 ne s'applique pas lorsque la date d'entretien est fixée de commun accord avec le chercheur d'emploi.

En cas d'absence du chercheur d'emploi à l'entretien de bilan ou à l'entretien de suivi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, justifiée, au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien auquel le chercheur d'emploi ne s'est pas présenté, par un motif valable admis par le FOREm, le chercheur d'emploi est reconvoqué par le FOREm, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

En cas d'absence du chercheur d'emploi à l'entretien de bilan ou à l'entretien de suivi, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, non justifiée, au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'entretien auquel le chercheur d'emploi ne s'est pas présenté par un motif valable admis par le FOREm, le chercheur d'emploi est reconvoqué par le FOREm par envoi recommandé. L'entretien a lieu, au plus tôt, le vingt-et-unième jour qui suit l'envoi recommandé de la convocation.

Le FOREm peut déroger à l'application de l'envoi recommandé, visé à l'alinéa 5, lorsque le chercheur d'emploi n'est pas un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.



Sans préjudice du paragraphe 3, à la suite d'une convocation par envoi recommandé, visé à l'alinéa 5, indépendamment de la présence ou de l'absence, avec ou sans motif valable admis, du chercheur d'emploi à l'entretien auquel il est convoqué par recommandé, la convocation suivante du chercheur d'emploi est envoyée, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 7, lorsque le chercheur d'emploi est convoqué à deux reprises par envoi recommandé, conformément au paragraphe 2, le chercheur d'emploi est systématiquement convoqué par envoi recommandé pour les entretiens suivants qui ont lieu au plus tôt le vingt-et-unième jour qui suit l'envoi de la convocation, jusqu'à ce que le conseiller de référence considère qu'un retour à la convocation par envoi simple, préalable à l'envoi recommandé, peut être à nouveau utilisé.

§ 4. Lorsque le chercheur d'emploi est absent à l'entretien de bilan, visé à l'article 28 ou à l'entretien de suivi, visé à l'article 29, il est convoqué par le FOREm, conformément aux paragraphes 2 et 3, dans les meilleurs délais, à un entretien qui a lieu, au plus tard, dans un délai de deux mois à dater de l'entretien au cours duquel le chercheur d'emploi était absent.

§ 5. Lorsque le chercheur d'emploi lui a communiqué le numéro de son téléphone portable, le FOREm, en complément de la convocation, visée aux paragraphes 1 à 4, envoie, à ce numéro, un message reprenant les informations reprises dans la convocation transmise par envoi simple ou recommandé.

**Art. 33.** Pour l'application de l'article 32, on entend par motif valable : l'absence du chercheur d'emploi, qui trouve son origine dans des circonstances indépendantes de sa seule volonté, sans devoir être impérieuses, à condition qu'elles soient attestées par des documents crédibles et vérifiables permettant d'apporter la preuve du motif valable invoqué, selon les modalités déterminées par le FOREm.

Au cours de son parcours d'accompagnement en présentiel, le chercheur d'emploi peut, à une seule reprise, sans devoir apporter la preuve du motif valable, justifier son absence, à un entretien de bilan ou de suivi auquel il est convoqué par le FOREm.

#### Section 4. - Plan d'actions

**Art. 34.** Lors de l'entretien de bilan et de chaque entretien de suivi, le conseiller de référence élabore en concertation avec le chercheur d'emploi, qui est étroitement associé à son élaboration et à ses évolutions, un plan d'actions en vue de favoriser son insertion durable sur le marché du travail.

Le plan d'actions, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est progressif et adapté à la situation du chercheur d'emploi, ainsi qu'à son évolution au cours de l'accompagnement. Il prend en compte :

1° les échanges intervenus entre le conseiller de référence et le chercheur d'emploi à l'occasion de l'entretien de bilan visé à l'article 28, des entretiens de suivi, visés à l'article 29, et des entretiens de coaching et de soutien, visés à l'article 36 ;

2° les actions réalisées par le chercheur d'emploi dans le cadre de son accompagnement et l'évolution de son parcours d'accompagnement ;

3° les aspirations professionnelles du chercheur d'emploi, son positionnement métier et son degré de robustesse pour les métiers sur lesquels il est positionné ;

4° les réalités du marché du travail, notamment les opportunités offertes par le marché du travail pour les métiers sur lesquels le chercheur d'emploi est positionné ;

5° l'autonomie numérique du chercheur d'emploi ;

6° le degré de proximité du marché du travail du chercheur d'emploi ;

7° les capacités du chercheur d'emploi afin d'assurer la faisabilité du plan d'actions, en tenant compte de la situation personnelle du chercheur d'emploi, de son profil, des aptitudes ou inaptitudes pour lesquelles le FOREm dispose d'un avis rendu par un médecin et de l'offre de services disponible.

Lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, le plan d'actions est établi en tenant compte de ses obligations en matière de disponibilité active. Il intègre les démarches autonomes de recherche active d'emploi.

Lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi éloigné ou très éloigné du marché du travail, le FOREm accorde, dans le plan d'actions, une priorité aux actions de nature à lever les obstacles majeurs auxquels est confronté le chercheur d'emploi et qui réduisent significativement les probabilités d'insertion durable du chercheur d'emploi sur le marché du travail.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup> Lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, à l'issue de l'entretien de bilan, visé à l'article 28, ou de chaque entretien de suivi, visé à l'article 29, le conseiller de référence soumet le plan d'actions, établi conformément à l'article 34, à la signature du chercheur d'emploi.

Avant de signer le plan d'actions, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, peut mentionner par écrit ses observations sur le contenu du plan d'actions dans la rubrique correspondante du plan d'actions. Si le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, présente des difficultés pour rédiger ses observations, le conseiller de référence peut les transcrire à sa place dans la rubrique du plan d'actions prévue à cet effet.

Par la signature du plan d'actions, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, accuse réception de son contenu.

Le plan d'actions est établi en deux exemplaires, datés et signés par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

Au terme de l'entretien, un exemplaire est communiqué au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°. L'autre exemplaire est conservé par le FOREm et est capitalisé dans le dossier unique du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

§ 2. Si le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, refuse de signer le plan d'actions pour en accuser réception, le conseiller de référence acte l'absence de signature sur le plan d'actions et y mentionne, le cas échéant, la raison invoquée par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

Le conseiller de référence informe le chercheur d'emploi obligatoirement inscrit que le plan d'actions qu'il refuse de signer pour accusé de réception, lui sera transmis par envoi recommandé et que lors de l'entretien de suivi à venir, le conseiller de référence procédera au suivi de la réalisation des actions prévues dans le plan d'actions transmis par envoi recommandé.

§ 3. Lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, refuse de collaborer à l'accompagnement proposé, le FOREm lui propose de signer un document par lequel il atteste, en connaissance de cause, ne pas souhaiter être accompagné par le FOREm.

Le FOREm informe le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, des conséquences de la signature du document au regard de ses obligations en termes de disponibilité sur le marché du travail.

Lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, signe le document, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'accompagnement du chercheur d'emploi prend fin jusqu'à ce que le chercheur d'emploi prenne l'initiative de solliciter, auprès du FOREm, un nouvel accompagnement.

Lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, refuse de signer le document, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, tout en maintenant son refus de collaboration à l'élaboration de son parcours d'accompagnement, le plan d'actions est élaboré, sans concertation, par le conseiller de référence.

Le plan d'actions, visé à l'alinéa 4, est soumis à la signature du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>. Si le chercheur d'emploi refuse de signer le plan d'actions, visé à l'alinéa 4, il est envoyé au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, conformément au paragraphe 2, alinéa 2.

#### Section 5. - Entretien de coaching et de soutien

**Art. 36.** Des entretiens de coaching et de soutien peuvent être organisés par le FOREm, à tout moment, à son initiative ou à celle du chercheur d'emploi.

Les entretiens de coaching et de soutien visent à :

1° s'assurer du bon déroulement du processus d'accompagnement, soutenir et mobiliser le chercheur d'emploi dans son parcours d'accompagnement et dans la réalisation de son plan d'actions ;

2° conseiller le chercheur d'emploi dans la mise en œuvre de son accompagnement, notamment au regard des difficultés qu'il rencontre dans la réalisation de son plan d'actions ;

3° réaliser des prestations d'accompagnement plus spécifiques, individuelles ou collectives, notamment en matière de recherche d'emploi, telles que la rédaction de curriculum vitae, l'information sur les métiers, la préparation d'entretien d'embauche.

Les entretiens de coaching et de soutien peuvent être réalisés par la voie digitale, par contact téléphonique ou en présentiel, selon les modalités déterminées par le FOREm, en fonction notamment de l'autonomie numérique du chercheur d'emploi.

**Art. 37.** Au moins un entretien de coaching et de soutien est organisé par le conseiller de référence du chercheur d'emploi entre l'entretien de bilan et l'entretien de suivi et entre chaque entretien de suivi.

**Dans les limites des moyens humains disponibles,** le FOREm organise des entretiens de coaching et de suivi plus réguliers à destination des chercheurs d'emploi éloignés du marché du travail et, tout particulièrement, à destination des chercheurs d'emploi très éloignés du marché du travail.

#### Section 6. - Dispenses.

**Art. 38.** Le FOREm évalue la pertinence du projet de formation, d'études ou de stage du chercheur d'emploi qui sollicite, dans le cadre de son accompagnement, une dispense de l'application des articles 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° à 6°, 56 et 58, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991.

**Art. 39.** L'évaluation de la pertinence du projet de formation, d'études ou de stage, visée à l'article 38, est réalisée en prenant en considération les critères d'analyse suivants :

1° les aspirations professionnelles du chercheur d'emploi et sa perception du métier visés par la reprise des études, d'une formation ou d'un stage ;

2° les aptitudes et compétences du chercheur d'emploi objectivées par le FOREm ;

3° les diplômes et attestations de suivi d'études, de formation ou de stage précédemment suivis par le chercheur d'emploi ;

4° les expériences professionnelles précédentes ;

5° les opportunités d'insertion durable sur le marché du travail liées au projet de reprise d'études, de formation ou de stage.

Les études, formations ou stages qui mènent à un métier en pénurie ou une fonction critique et les formations en alternance sont réputés, pour l'application de l'alinéa, 1<sup>er</sup>, 5°, offrir des opportunités d'insertion durable sur le marché du travail.

**Art. 40.** Sont réputées irréfragablement remplies lorsque le FOREm décide que le projet de formation, d'études ou de stage est pertinent dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, les conditions applicables en matière d'octroi des dispenses de disponibilité, visées :

- à l'article 92, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du 25 novembre 1991 ;

- à l'article 93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5° et 6°, du même arrêté, à condition que les études soient organisées, subventionnées ou reconnues par une communauté ;

- à l'article 94, § 4, alinéa 2, 3°, du même arrêté ;

- à l'article 94, § 6, alinéa 2, 1°, du même arrêté.

#### Section 7. - Evaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement

##### Sous-section 1<sup>ère</sup>. - Généralités

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, le conseiller de référence, dans le cadre de l'évaluation formative, visée à l'article 29, § 4, évalue, lors de chaque entretien de suivi, visé à l'article 29, le respect de ses obligations en matière de disponibilité active.

§ 2. L'évaluation, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, est assurée par le FOREm, sur la base des informations visées à l'article 29, § 3, au départ de l'analyse de la réalisation par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, de son plan d'actions.

Lorsque le conseiller de référence constate que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a réalisé l'ensemble des actions, telles que prévues par le plan d'actions, le résultat de l'évaluation, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, du chercheur d'emploi est positif.

Lorsque le chercheur d'emploi n'a pas réalisé l'ensemble des actions, telles que prévues par le plan d'actions, le conseiller de référence évalue le respect des obligations de disponibilité active du chercheur d'emploi en tenant compte :

1° des actions réalisées, telles que prévues par le plan d'actions du chercheur d'emploi, en tenant compte, le cas échéant, des actions identifiées par le conseiller de référence comme étant prioritaires en vue de l'insertion durable du chercheur d'emploi sur le marché du travail ;

2° des démarches pertinentes, en ce compris ses démarches autonomes de recherche d'emploi, en vue de son insertion durable sur le marché du travail, réalisées par le chercheur d'emploi en dehors de son plan d'actions.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Le résultat de l'évaluation formative de la disponibilité active, visée à l'article 41 est établi par le conseiller de référence et est communiqué au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, lors de l'entretien de suivi. Il est consigné dans le rapport d'entretien conformément à l'article 43.

§ 2. Lorsque le résultat de l'évaluation formative de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), est positif, ses obligations en matière de disponibilité active sont automatiquement considérées comme étant respectées.

Lorsque le chercheur d'emploi est un jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), le résultat positif de l'évaluation formative de sa disponibilité active prend la forme d'un avis favorable du conseiller de référence quant au respect par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), de ses obligations en matière de disponibilité active. L'avis favorable est communiqué au Service contrôle.

§ 3. Lorsque, sur base de l'accompagnement, conformément à l'article 41, le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, remplit ses obligations en matière de disponibilité active, l'évaluation formative de sa disponibilité active bascule d'une évaluation formative non formalisée vers une évaluation formative formalisée, conformément aux articles 45 à 48.

**Art. 43.** Lors de chaque entretien de suivi, le conseiller de référence établit un rapport d'entretien portant sur l'évaluation formative de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

Le conseiller de référence mentionne, dans le rapport d'entretien visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ses constats sur l'évaluation visée aux articles 41, 45, § 2, ou 47, § 2, notamment par rapport à la réalisation du plan d'actions du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

Le rapport d'entretien mentionne le résultat de l'évaluation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et informe le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, des effets de ce résultat sur le processus d'évaluation formative du respect de ses obligations en matière de disponibilité active.

Le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, est également informé par écrit dans le rapport d'entretien du fait qu'il doit poursuivre ses efforts en vue de respecter ses obligations en matière de disponibilité active, et que ceux-ci seront évalués ultérieurement lors d'un prochain entretien de suivi.

Le rapport d'entretien visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remis au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, à l'issue de l'entretien et soumis à sa signature pour qu'il en accuse réception. S'il refuse de signer le rapport d'entretien, le conseiller de référence le lui transmet par envoi recommandé.

**Art. 44.** Le FOREm informe l'organisme de paiement, visé à l'article 17, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ou la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage visée à l'article 18 du même arrêté royal, à laquelle le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, est, le cas échéant, affilié, du basculement de ce dernier vers une évaluation formative formalisée, ainsi que de son maintien ou non dans une évaluation formative formalisée.

L'échange de données, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, se réalise conformément à la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

#### Sous-section 2. Evaluation formative formalisée

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Lors de l'entretien de suivi, visé à l'article 41, au cours duquel, sur base de l'accompagnement, conformément à l'article 41, § 2, le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, remplit ses obligations en matière de disponibilité active, tel que visée à l'article 42, § 3, le conseiller de référence établit un plan d'actions formel, selon les mêmes modalités que celles applicables au plan d'actions, conformément aux articles 34 et 35.

§ 2. Lors de l'entretien de suivi qui suit l'entretien de suivi au cours duquel le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, bascule vers une évaluation formative formalisée, le conseiller de référence réévalue la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°.

Par dérogation à l'article 31, l'entretien de suivi, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est organisé dans un délai minimum de trois mois et un délai maximum de quatre mois à compter de l'entretien de suivi visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'évaluation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est assurée par le FOREm, sur la base des informations visées à l'article 29, § 3, au départ de l'analyse de la réalisation par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, de son plan d'actions formel, selon les mêmes modalités que celles, visées par l'article 41, § 2, alinéas 2 et 3.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Le résultat de l'évaluation visée à l'article 45, § 2, est établi par le conseiller de référence et est consigné dans le rapport d'entretien visé à l'article 43.

§ 2. Lorsque le résultat de l'évaluation visée à l'article 45, § 2, est positif, les obligations en matière de disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, sont automatiquement considérées comme étant respectées. Le processus d'évaluation formative de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, se poursuit conformément à l'article 41 dans le cadre d'une évaluation formative non formalisée. Le conseiller de référence et le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, élaborent, au cours de l'entretien de suivi, visé à l'article 45, § 2, un plan d'actions, conformément aux articles 34 et 35.

Lorsque le chercheur d'emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), le résultat positif visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend la forme d'un avis favorable du conseiller de référence quant au respect par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), de ses obligations en matière de disponibilité active. L'avis favorable est communiqué au Service contrôle.

§ 3. Lorsqu'à la suite de l'évaluation visée à l'article 45, § 2, le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, remplit ses obligations en matière de disponibilité active, l'évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi se poursuit dans le cadre d'une évaluation formative formalisée, conformément aux articles 47 et 48.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le chercheur d'emploi est un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, b), l'évaluation de la disponibilité active de ce dernier continue dans le cadre d'une évaluation formative formalisée, conformément à l'article 45 et au présent article.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Lors de l'entretien de suivi visé à l'article 45, § 2, au cours duquel, sur base de l'accompagnement, conformément à l'article 41, §2, le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), remplit ses obligations en matière de disponibilité active tel que visé à l'article 46, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le conseiller de référence établit un ultime plan d'actions formel, selon les mêmes modalités que celles applicables au plan d'actions, conformément aux articles 34 et 35.

§ 2. Lors de l'entretien de suivi qui suit l'entretien de suivi, visé au § 1<sup>er</sup>, le FOREm réévalue la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a).

Par dérogation à l'article 31, l'entretien de suivi, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est organisé dans un délai minimum de trois mois et un délai maximum de quatre mois à compter de l'entretien de suivi visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'évaluation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est assurée par le FOREm, sur la base des informations visées à l'article 29, § 3, au départ de l'analyse de la réalisation par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), de son ultime plan d'actions formel, selon les mêmes modalités que celles visées par l'article 41, § 2, alinéas 2 et 3.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Le résultat de l'évaluation visée à l'article 47, § 2, est communiqué par le conseiller de référence au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), et est consigné dans le rapport d'entretien visé à l'article 43.

§ 2. Lorsque le résultat de l'évaluation visée à l'article 47, § 2, est positif, les obligations de disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), sont automatiquement considérées comme étant respectées. Le processus d'évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), se poursuit conformément à l'article 41 dans le cadre d'une évaluation formative non formalisée.

Le conseiller de référence et le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), élaborent, au cours de l'entretien de suivi visé à l'article 47, § 2, un plan d'actions conformément aux articles 34 et 35.

§ 3. Lorsqu'à la suite de l'évaluation visée à l'article 47, § 2, le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), remplit ses obligations en matière de disponibilité active, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, le dossier du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), est transmis au service contrôle.

#### Sous-section 3. - Demande de modification de l'ultime plan d'actions formel

**Art. 49.** §1<sup>er</sup>. Lorsqu'un ultime plan d'actions formel est établi, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), peut introduire une demande de modification de son ultime plan d'actions formel dans les quinze jours qui suivent l'entretien de suivi au cours duquel l'ultime plan d'actions est concerté.

La demande de modification est introduite par écrit par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), auprès de son conseiller de référence.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), présente des difficultés par rapport au caractère écrit de la procédure de demande de modification de l'ultime plan d'actions formel, il peut communiquer sa demande de modification oralement à son conseiller de référence dans le délai, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Lors de sa demande de modification, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), présente les raisons pour lesquelles il estime que tout ou partie des actions, pour lesquelles une modification est sollicitée, ne sont pas adaptées à sa situation ou manquent de pertinence dans le cadre de son parcours d'accompagnement orienté coaching et solutions.

§ 3. Lorsque la demande n'est pas introduite endéans le délai, visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la demande est déclarée non recevable.

**Art. 50.** Lorsque la demande est introduite endéans le délai visé à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, le conseiller analyse si les éléments invoqués par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), justifient une modification de son ultime plan d'actions formel.

En cas de demande introduite conformément à l'article 49, le délai entre les entretiens de suivi, visé à l'article 47, est interrompu jusqu'à la notification de la décision relative à la modification de l'ultime plan d'actions formel.

En cas d'accord, le conseiller de référence communique dans les sept jours qui suivent la réception de la demande de modification, par envoi recommandé, au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), sa décision positive ainsi que l'ultime plan d'actions formel modifié, en l'informant que le suivi de ce dernier aura lieu lors du prochain entretien de suivi.

En cas de désaccord du conseiller de référence, il transmet la demande de modification, dans les 15 jours qui suivent sa réception, au Directeur général adjoint de la Direction territoriale du ressort dans lequel le conseiller de référence exerce sa fonction ou à son délégué.

Dans le même délai que celui prévu à l'alinéa 4, le conseiller de référence communique au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), par envoi recommandé, la transmission de sa demande au Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou à son délégué.

La communication, visée à l'alinéa 5, contient au moins les informations suivantes :

1° les motifs de désaccord émis par le conseiller de référence par rapport à la demande de modification de l'ultime plan d'actions formel ;

2° la possibilité pour le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, a), d'être entendu par le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou par son délégué avant que celui-ci ne statue sur la demande de modification ;

3° les modalités selon lesquelles il doit informer le FOREm de sa volonté d'être entendu par le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou par son délégué.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas visé à l'article 50, alinéa 4, le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué analyse la demande de modification sur la base du dossier écrit transmis par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), au conseiller de référence.

Dans les 14 jours qui suivent la transmission de la demande de modification visée à l'article 50, alinéa 4, le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué prend une décision et la communique, par envoi recommandé, au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a).

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), peut demander, dans les 7 jours qui suivent l'envoi de la communication visée à l'article 50, alinéa 5, à être entendu par le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué. Dans ce cas, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), est convoqué par envoi recommandé à un entretien avec le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué, qui est fixé au plus tôt le 15<sup>ième</sup> jour qui suit l'envoi de la convocation à l'audition. Le chercheur d'emploi peut se faire assister ou représenter par son administrateur de biens ou de personne ou assister par un avocat ou un délégué d'un organisme de paiement privé créé par une organisation représentative des travailleurs.

Le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué prend une décision et la communique, par envoi recommandé, au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), dans les 7 jours qui suivent son audition.

En cas d'absence du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), à l'audition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, justifiée par un motif valable, au sens de l'article 33, admis par le FOREm, au plus tard dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'audition, il est reconvoqué, par envoi recommandé, à une nouvelle audition.

En cas d'absence du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), à l'audition, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, non justifiée par un motif admis par le FOREm, dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'audition, il n'est pas reconvoqué à une nouvelle audition et le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué prend une décision sans l'entendre, dans les 7 jours qui suivent la date de l'audition manquée.

Si, à la suite de la deuxième convocation, par envoi recommandé, visée à l'alinéa 3, le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), ne se présente pas à l'audition, que son absence soit justifiée ou non, il n'est pas reconvoqué à une nouvelle audition et le Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué prend une décision sans l'entendre, dans les 7 jours qui suivent la date de l'audition manquée.

§ 3. La communication de la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou au paragraphe 2, alinéa 2, 4 ou 5, comprend l'envoi de l'ultime plan d'actions formel, inchangé ou modifié à la suite de la décision du Directeur général adjoint de la Direction territoriale ou son délégué.

#### Sous-section 4. - Transmission au service contrôle et impact sur l'accompagnement

**Art. 52.** Le dossier du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), est transmis au service contrôle, en vue du contrôle du respect de sa disponibilité active, uniquement au terme du processus formalisé fixé par les articles 45 à 48.

**Art. 53.** Par dérogation à l'article 52, si, à la suite d'au moins trois absences, successives ou non, justifiées ou injustifiées, à l'entretien de bilan ou aux entretiens de suivi, le conseiller de référence constate, au plus tôt au dixième mois de la période annuelle d'évaluation du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), qu'il ne dispose pas de suffisamment d'éléments lui permettant d'évaluer la disponibilité active du chercheur d'emploi, il transmet le dossier au Service contrôle.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, une absence est comptabilisée lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), est absent, de manière justifiée ou injustifiée.

Par dérogation à l'alinéa 2, une seule absence est comptabilisée lorsque le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), est absent, de manière justifiée ou injustifiée, à deux convocations consécutives.

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transmission du dossier du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), au service contrôle, conformément aux articles 52 et 53, le processus d'évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), se poursuit conformément aux articles 41 et 42 dans le cadre d'une évaluation formative non formalisée. Le conseiller de référence et le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), élaborent, au cours de l'entretien de suivi visé à l'article 47, § 2, un plan d'actions conformément aux articles 34 et 35.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, à partir de la transmission du dossier du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), au service contrôle, conformément aux articles 52 et 53 et jusqu'à ce que le service contrôle notifie une décision d'évaluation positive de la disponibilité active au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a) ou déclare son dossier inéligible ou irrecevable conformément à l'article 16, §§ 2 et 3, de l'arrêté du 21 décembre 2022 :

1<sup>o</sup> par dérogation à l'article 42, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'évaluation positive par le conseiller de référence de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), lors des entretiens de suivi qui suivent la transmission du dossier de ce dernier au service contrôle, l'évaluation positive du conseiller de référence prend la forme d'un avis favorable quant au respect par le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), de ses obligations en matière de disponibilité active, qui est communiqué au service contrôle ;

2<sup>o</sup> par dérogation à l'article 42, § 3, lorsque le conseiller de référence ne peut pas considérer automatiquement que le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, a), remplit ses obligations en matière de disponibilité active lors de l'entretien de suivi qui suit la transmission du dossier de ce dernier au service contrôle, l'évaluation formative de la disponibilité active du chercheur d'emploi reste non formalisée.

#### Section 8. - Suspension de l'accompagnement.

**Art. 55.** La présente section s'applique au chercheur d'emploi qui n'est ni un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13<sup>o</sup>, ni un chercheur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de la disponibilité adaptée.

Le FOREm peut suspendre l'accompagnement du chercheur d'emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> le chercheur d'emploi ne collabore pas suffisamment au parcours d'accompagnement proposé par le FOREm ou refuse d'être accompagné ;

2° en cas d'absence du chercheur d'emploi à l'entretien de bilan ou à l'entretien de suivi auquel il est convoqué, non justifiée par un motif valable admis par le FOREm dans les 5 jours ouvrables qui suivent la date de l'entretien.

**Art. 56.** § 1er. Dans le cas visé à l'article 55, alinéa 2, 1°, le FOREm notifie une décision de suspension de l'accompagnement sous condition suspensive au chercheur d'emploi et invite ce dernier à faire valoir, par écrit, dans un délai de quinze jours, ses arguments s'il estime que la suspension n'est pas justifiée.

Le chercheur d'emploi dispose d'un délai de quinze jours à compter de la communication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour faire valoir ses arguments par écrit ou solliciter d'être entendu par le conseiller de référence.

Après avoir examiné les éventuelles observations du chercheur d'emploi recueillies en audition ou par écrit, le FOREm notifie sa décision au chercheur d'emploi.

Si, dans le délai visé à l'alinéa 2, le chercheur d'emploi ne fournit pas d'arguments et ne sollicite pas d'être entendu, la condition suspensive de la suspension de l'accompagnement est levée et la suspension de l'accompagnement sort ses effets de plein droit.

§ 2. Lorsque le chercheur d'emploi est convoqué à un entretien par courrier recommandé, le FOREm informe le chercheur d'emploi que s'il ne se présente pas à l'entretien sans justifier son absence par un motif valable admis par le FOREm, au plus tard dans les 5 jours ouvrables qui suivent la date de l'entretien manqué, son accompagnement sera suspendu de plein droit.

**Art. 57.** Lorsque l'accompagnement est suspendu, conformément aux articles 55 et 56, le chercheur peut solliciter la reprise de son accompagnement du FOREm à partir du septième mois qui suit la décision de suspension.

### CHAPITRE III. - Dispositif de collaboration avec les partenaires de l'accompagnement

#### Section 1<sup>ère</sup>. - Commission régionale

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. La commission régionale est composée de :

1° un représentant du Ministre en charge de l'Emploi et de la Formation ou d'un représentant du Ministre en charge de l'Emploi et d'un représentant du Ministre en charge de la formation lorsque ces compétences ne sont pas réunies au sein d'un même portefeuille ministériel ;

2° un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche, Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

3° cinq représentants du FOREm dont trois représentants de la Direction Générale Stratégie et deux représentants de la Direction Générale Produits et Services ;

4° un représentant de l'Institut de formation en alternance, des indépendants et des petites et moyennes entreprises ;

5° un représentant des Structures d'accompagnement à l'Autocréation d'emploi ;

6° un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale ;

7° un représentant de l'association sans but lucratif qui fédère les régies des quartiers, reconnue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2020 ;

8° un représentant de l'Agence pour une Vie de Qualité ;

9° un représentant de l'association sans but lucratif visée à l'article 13 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

10° un représentant de l'Union des villes et des communes, Fédération des Centres publics d'Action sociale ;

11° un représentant de l'association sans but lucratif visée à l'article 12bis du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des Missions régionales pour l'emploi ;

12° un représentant des Centres régionaux d'intégration ;

13° un représentant des agences locales pour l'emploi ;

14° un représentant de la Fédération des partenaires de l'emploi, en tant que représentant des opérateurs privés d'insertion et de formation ;

15° un représentant du Consortium de validation des compétences ;

16° un représentant du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Le ou les Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation sont habilités à modifier ou compléter la composition de la commission au regard de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux membres devant être représentés au sein de cette commission.

§ 2. Les membres sont désignés par les organismes qu'ils représentent. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Le membre suppléant siège uniquement en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en l'absence d'accord d'entités juridiques distinctes, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, quant à leur représentation, un membre effectif et un membre suppléant sont désignés par le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions, sur proposition de l'administration, au terme d'un appel à manifestation d'intérêt organisé par cette dernière.

La commission régionale peut inviter toute personne dont elle considère la participation pertinente au regard des thématiques abordées. Un membre suppléant peut participer aux réunions de la commission régionale, malgré la présence du membre effectif, lorsqu'il y participe en tant qu'invité, en raison des thématiques abordées à la réunion.

La commission régionale est présidée par le représentant du Ministre qui a l'emploi dans ses attributions.

Le secrétariat de la commission régionale est assuré par la Direction Générale Stratégie, Direction des Relations partenariales du FOREm.

La commission régionale élabore un règlement d'ordre intérieur qui précise les modalités de fonctionnement dont les modalités relatives aux convocations, à la participation d'invités et à la procédure d'adoption des avis préalables visés à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 12 novembre 2021. Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Ministre ayant l'emploi et la formation dans ses attributions ou par le Ministre en charge de la formation et le Ministre en charge de l'emploi lorsque ces compétences ne sont pas réunies au sein d'un même portefeuille ministériel.

La commission régionale se réunit chaque fois que la nécessité l'impose, à la demande l'un de ses membres et, au minimum, huit fois par an.

**Art. 59.** Pour la mise en œuvre des missions visées à l'article 19, § 1er, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 novembre 2021, la commission régionale :

1° organise la concertation entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement en vue de remettre les avis préalables visés à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 12 novembre 2021 ;

2° fournit un modèle de plan d'actions annuel aux commissions sous-régionales et définit les critères sur base desquels elle approuve les plans d'actions ;

3° détermine le canevas commun minimal de la convention de collaboration à décliner dans chaque territoire des commissions sous-régionales ;

4° établit les critères nécessaires à l'évaluation des plans d'actions annuels en concertation avec les commissions sous-régionales et détermine les informations à transmettre par ces dernières afin de permettre l'évaluation des plans d'actions annuels ;

5° élabore une procédure de communication et d'écoute pour diffuser les informations utiles et récolter les demandes des commissions sous-régionales.

La commission régionale de concertation exécute ses missions par voie de consensus.

En cas de désaccord subsistant entre les membres de la commission régionale, dans la mise en œuvre des missions visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, la commission régionale transmet pour décision, au Ministre qui a l'emploi dans ses attributions, les avis divergents de membres de la commission régionale.

#### Section 2. - Commissions sous-régionales

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Une commission sous-régionale est organisée pour le territoire de chaque Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi, ci-après « bassin EFE », visé à l'article 3, de l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la communauté française, la Région wallonne et la commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation - Emploi. Chaque commission sous-régionale de concertation est composée des membres suivants :

1° cinq représentants du FOREm dont le Directeur général adjoint de la Direction territoriale du FOREm active sur le ressort territorial de la commission sous-régionale ou son délégué ;

2° un représentant de l'Institut de formation en alternance, des indépendants et des petites et moyennes entreprises ;

3° un représentant des Structures d'accompagnement à l'Autocréation d'emploi ;

4° un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale ;

5° un représentant des régies des quartiers actives sur le territoire de la commission sous-régionale ;

6° un représentant de l'Agence pour une Vie de Qualité ;

7° un représentant des centres d'insertion socioprofessionnelle actifs sur le territoire de la commission sous-régionale ;

8° un représentant de l'Union des villes et des communes, Fédération des Centres publics d'Action sociale ;

9° un représentant des Missions régionales pour l'emploi actives sur le territoire de la commission sous-régionale ;

10° un représentant des Centres régionaux d'intégration actifs sur le territoire de la commission sous-régionale ;

11° un représentant des agences locales pour l'emploi ;

12° un représentant des partenaires de l'emploi, en tant que représentant des opérateurs privés d'insertion et de formation actifs sur le territoire de la commission sous-régionale ;

13° un représentant de la Plate-forme Alpha/FLE ;

14° un représentant des CFISPA actifs sur le territoire de la commission sous-régionale.

Le ou les Ministre(s) en charge de l'Emploi et de la Formation sont habilités à modifier ou compléter la composition de la commission au regard de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux membres devant être représentés au sein de cette commission.

§ 2. Les membres sont désignés par les organismes qu'ils représentent. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Le membre suppléant siège uniquement en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en l'absence d'accord d'entités juridiques distinctes, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, quant à leur représentation, un membre effectif et un membre suppléant sont désignés par le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions, sur proposition de l'administration, au terme d'un appel à manifestation d'intérêt organisé par cette dernière.

La commission sous-régionale peut inviter toute personne dont elle considère la participation pertinente au regard des thématiques abordées. Un membre suppléant peut participer aux réunions de la commission sous-régionale, malgré la présence du membre effectif, lorsqu'il y participe en tant qu'invité, en raison des thématiques abordées à la réunion.

La commission sous-régionale est présidée par le Directeur général adjoint de la Direction territoriale du FOREm visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ou son délégué. Le secrétariat est assuré par la Direction territoriale du FOREm active sur le ressort territorial de la commission sous-régionale, service des relations avec les opérateurs. La commission sous-régionale élabore un règlement d'ordre intérieur qui précise les modalités de fonctionnement dont les modalités relatives aux convocations et à la participation d'invités. Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Ministre ayant l'emploi et la formation dans ses attributions ou par le Ministre en charge de la formation et le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions lorsque ces compétences ne sont pas réunies au sein d'un même portefeuille ministériel.

Les commissions sous-régionales se réunissent chaque fois que la nécessité l'impose, à la demande de l'un de ses membres et au moins quatre fois par an.

**Art. 61.** Pour la mise en œuvre des missions visées à l'article 19, § 1er, alinéa 2, du décret du 12 novembre 2021, chaque commission sous-régionale :

1° favorise les échanges et la communication entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement de manière à fluidifier le parcours du chercheur d'emploi et faciliter le passage d'une prestation à l'autre ;

2° organise la manière dont le FOREm et les partenaires de l'accompagnement saisissent la commission en cas de différends dans l'exécution de la convention de collaboration ;

3° utilise le canevas de la convention de collaboration proposé par la commission régionale et le décline en fonction des réalités locales ;

4° détermine en matière de collaboration entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement :

a) la manière dont s'organise une éventuelle passerelle entre le partenaire de l'accompagnement et un autre partenaire ou tiers ;

b) les modalités de collaboration avec les Services aux Entreprises du FOREm concernant l'envoi personnalisé d'offres d'emploi vers un partenaire et le travail collaboratif entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement lors d'un recrutement ;

5° transmette les informations déterminées par la commission régionale pour procéder à l'évaluation des plans d'actions annuels.

#### Section 3. - Dialogue opérationnel

**Art. 62.** Le dialogue opérationnel, visé à l'article 17, § 3, du décret du 12 novembre 2021, entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement, notamment par l'intermédiaire des conseillers du FOREm et des autres intervenants dans le parcours d'insertion du chercheur d'emploi, concerne la prise en charge du chercheur d'emploi et le déroulement de son parcours d'insertion en vue d'assurer la qualité des réponses apportées à ses besoins.

Le dialogue opérationnel a pour objet d'améliorer :

1° la connaissance du FOREm sur l'offre de services du partenaire de l'accompagnement

2° la connaissance du partenaire de l'accompagnement sur le rôle du FOREm et ses modalités de gestion des parcours des chercheurs d'emploi ;

3° la prise en charge et le suivi des chercheurs d'emploi en ce compris après l'intervention du partenaire de l'accompagnement ;

4° la mise en œuvre fluide des parcours des chercheurs d'emploi et l'articulation entre les étapes de ceux-ci.

**Art. 63.** Le dialogue opérationnel s'organise dans un cadre bilatéral entre le partenaire de l'accompagnement et le FOREm, selon les modalités du dialogue opérationnel concertées au sein de la commission sous-régionale et fixées dans la convention de collaboration.

Le dialogue opérationnel prend la forme d'actions concrètes notamment d'actions conjointes d'examen de situations de chercheurs d'emploi, ou toute autre action favorisant une mise en œuvre fluide et intégrée du parcours du chercheur d'emploi.

#### Section 4. - Convention de collaboration

**Art. 64.** La convention de collaboration porte notamment sur les éléments suivants :

1° en matière d'adressage :

a) les volumes attendus d'adressage concertés entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement avec les éventuelles particularités propres au partenaire, aux périodes concernées et autres éventuels éléments spécifiques ;

b) les manières d'améliorer l'interconnaissance entre le partenaire de l'accompagnement et les conseillers du FOREm

c) les informations minimales attendues par le partenaire de l'accompagnement lors de l'adressage du chercheur d'emploi aux prestations d'accueil qu'il organise, conformément à la section 6 ;

2° en matière de suivi des parcours pour les chercheurs d'emploi intégrant la prestation du partenaire :

a) les moments auxquels un point de situation est attendu par les conseillers sur le parcours du chercheur d'emploi auprès du partenaire ;

b) le contenu des informations attendues sur le parcours du chercheur d'emploi auprès du partenaire, conformément à la section 6 ;

3° les modalités relatives aux échanges d'information, à l'adressage et au dialogue opérationnel

Le FOREm et le partenaire de l'accompagnement sont tenus de signer une convention de collaboration. Si, au terme de la concertation, les parties ne parviennent pas à un accord, le différend est évoqué en commission sous-régionale, en présence des parties, afin de parvenir à un accord. Si le désaccord persiste, le différend est évoqué en commission régionale.

#### Section 5. - Adressage

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Le FOREm peut adresser le chercheur d'emploi à un partenaire de l'accompagnement. Le processus de mise en relation s'organise selon les modalités, visées aux alinéas suivants.

Le FOREm adresse un chercheur d'emploi à une séance d'information, individuelle ou collective, chez le partenaire de l'accompagnement, mise en visibilité dans l'outil d'échange d'informations mis à disposition par le FOREm. Le partenaire de l'accompagnement inscrit dans l'outil mis à disposition par le FOREm, les séances d'information et les prestations en rapport avec son offre de services.

Le FOREm sélectionne avec le chercheur d'emploi la prestation la plus pertinente au regard de son profil, de ses aspirations professionnelles, de l'analyse de ses besoins, de son degré de proximité du marché du travail, de son environnement socio-économique et des réalités du marché du travail.

§ 2. Lorsque le FOREm adresse un chercheur d'emploi à un partenaire de l'accompagnement, celui-ci l'accueille et analyse, en tenant compte des informations communiquées par le FOREm, la pertinence de la prestation dans le cadre du projet d'insertion sur le marché du travail du chercheur d'emploi.

Après la séance d'information à laquelle le chercheur d'emploi a été adressé, le partenaire de l'accompagnement transmet via l'outil mis à disposition par le FOREm, la présence ou l'absence du chercheur d'emploi à la séance d'information, les informations relatives à une éventuelle autre séance au cours de laquelle l'opportunité d'entrée en prestation a été analysée, ainsi que l'information d'admission ou non du chercheur d'emploi à la prestation et, le cas échéant, les raisons du refus d'admission du chercheur d'emploi.

Le délai dans lequel s'opère le retour d'informations du partenaire de l'accompagnement est concerté en commission régionale entre les partenaires et le FOREm. Si aucun accord n'est trouvé en commission régionale, le FOREm décide du délai et le mentionne dans la convention de collaboration.



§ 3. Durant la prestation chez le partenaire de l'accompagnement, le FOREm poursuit son suivi du chercheur d'emploi. Le partenaire de l'accompagnement peut, à tout moment, contacter d'initiative le conseiller de référence.

§ 4. En cas d'adressage non pertinent récurrent par le FOREm ou en cas de refus récurrent de prise en charge par le partenaire de l'accompagnement, la question est traitée lors du dialogue opérationnel entre le partenaire de l'accompagnement et le FOREm ou en commission sous-régionale.

Des modalités particulières d'adressage peuvent être concertées entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement et définies dans la convention de collaboration.

#### Section 6. - Communication et échanges d'informations

**Art. 66.** Le partenaire de l'accompagnement communique les éléments suivants, conformément à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 12 novembre 2021, via l'outil mis à disposition par le FOREm et selon les modalités concertées avec le partenaire de l'accompagnement :

- 1<sup>o</sup> son offre de prestations ;
- 2<sup>o</sup> les objectifs visés par les prestations ;
- 3<sup>o</sup> les résultats attendus et délivrables ;
- 4<sup>o</sup> la localisation des prestations ;
- 5<sup>o</sup> la durée des prestations ;
- 5<sup>o</sup> le calendrier des prestations ;
- 6<sup>o</sup> le cas échéant, les groupes-cibles concernés par les prestations ;
- 7<sup>o</sup> la disponibilité des places donnant accès aux prestations que le partenaire de l'accompagnement offre en ce compris pour les séances d'information et leur mise à jour.

**Art. 67.** § 1er. Pour chaque chercheur d'emploi adressé par le FOREm ou pris en charge spontanément par le partenaire de l'accompagnement, le FOREm communique au partenaire de l'accompagnement, les données suivantes :

- 1<sup>o</sup> le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
- 2<sup>o</sup> les noms et prénoms ;
- 3<sup>o</sup> le genre, l'adresse et la date de naissance lorsque l'âge constitue un critère de détermination du public-cible du partenaire de l'accompagnement ;
- 4<sup>o</sup> tout élément appartenant aux catégories de données de l'article 4/1, §1er, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> à 13<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup> et 19<sup>o</sup> du décret du 6 mai 1999 dans la mesure de ce qui est nécessaire, pour la prise en charge adéquate du chercheur d'emploi par le partenaire de l'accompagnement.

Concernant les données d'ordre psycho-médico-social seules sont communiquées les données ayant un impact sur le parcours d'insertion du chercheur d'emploi, dans le respect de l'article 9, alinéa 7, du décret du 12 novembre 2021.

Le partenaire de l'accompagnement conserve pendant la durée nécessaire à l'exécution de ses missions les données, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le partenaire de l'accompagnement communique au FOREm les données suivantes :

- 1<sup>o</sup> pour le chercheur d'emploi adressé par le FOREm :
  - a) le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
  - b) la présence ou l'absence du chercheur d'emploi à la séance d'information et, le cas échéant, le motif d'absence invoqué ;
  - c) la suite réservée à l'adressage, la date d'entrée en prestation du chercheur d'emploi et la durée prévue de la prestation ou, en cas d'absence d'entrée en prestation, les motifs pour lesquels le partenaire de l'accompagnement estime que ces prestations ne sont pas pertinentes au regard du profil du chercheur d'emploi, de ses aspirations professionnelles, de l'analyse de ses besoins, de son degré de proximité du marché du travail, de son environnement socio-économique et des réalités du marché du travail ;
  - d) au terme de la prestation, l'évolution de la situation du chercheur d'emploi par rapport à son degré d'éloignement du marché du travail, les résultats atteints, les nouveaux acquis et, le cas échéant, les autres besoins identifiés et les pistes de solution proposées pour y répondre ;
  - e) tout autre élément qui a, selon le partenaire de l'accompagnement, une incidence sur la prise en charge et le parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi ;
- 2<sup>o</sup> pour le chercheur d'emploi pris en charge par le partenaire de l'accompagnement de manière spontanée :
  - a) le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
  - b) préalablement à l'entrée effective en prestation du chercheur d'emploi, la date de début et la durée de la prestation ;
  - c) la présence ou l'absence du chercheur d'emploi à la prestation et, le cas échéant, le motif d'absence invoqué ;
  - d) au terme de la prestation, l'évolution de la situation du chercheur d'emploi par rapport à son degré d'éloignement du marché du travail, les résultats atteints et les nouveaux acquis ainsi que, le cas échéant, les autres besoins identifiés et les pistes proposées pour y répondre ;
  - e) tout autre élément que le partenaire de l'accompagnement estime avoir une incidence sur la prise en charge et le parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 2<sup>o</sup>, les séances d'accueil, individuelles ou collectives, réalisées par le partenaire de l'accompagnement avec le chercheur d'emploi qui s'est adressé spontanément à lui, ne constituent pas une prestation.

A l'exception des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b) et 2<sup>o</sup>, c), les données communiquées par le partenaire de l'accompagnement au FOREm sont exclusivement destinées à l'amélioration de l'accompagnement du chercheur d'emploi, à l'exclusion du contrôle de sa disponibilité.

Les modalités de l'échange d'information sont concertées au sein de la commission régionale et fixées dans les conventions de collaboration.

#### CHAPITRE IV. – Intervention des tiers

##### *Section 1<sup>ère</sup>.* - Dispositions générales relatives aux communications et échanges d'informations

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque chercheur d'emploi adressé par le FOREm ou sélectionné de manière concertée avec l'opérateur, pour les actions que ce dernier réalise dans le cadre de la section 2 du présent chapitre ou de la section 5 du chapitre 2 du décret du 6 mai 1999, le FOREm communique à l'opérateur les données suivantes :

- 1° le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
- 2° les noms et prénoms ;
- 3° le genre, l'adresse et la date de naissance lorsque l'âge constitue un critère de détermination du public-cible de l'opérateur ;
- 4° tout élément appartenant aux catégories de données de l'article 4/1, § 1er, alinéa 1er, 5°, 7° à 13°, 18° et 19°, du décret du 6 mai 1999 dans la mesure de ce qui est nécessaire, pour la prise en charge adéquate du chercheur d'emploi par l'opérateur.

Concernant les données d'ordre psychomédicosocial, seules sont communiquées les données ayant un impact sur le parcours d'insertion du chercheur d'emploi, dans le respect de l'article 9, alinéa 7, du décret du 12 novembre 2021.

L'opérateur conserve pendant la durée nécessaire à l'exécution de ses missions les données, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le FOREm s'assure que le tiers communique les données suivantes :

1° pour chaque chercheur d'emploi adressé par le FOREm ou sélectionné de manière concertée avec l'opérateur, pour les actions que ce dernier réalise dans le cadre de la section 2 du présent chapitre ou de la section 5 du chapitre 2 du décret du 6 mai 1999 :

- a) le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
- b) la présence ou l'absence du chercheur d'emploi à la séance d'accueil, individuelle et, le cas échéant, le motif d'absence invoqué ;
- c) la suite réservée à l'adressage ou à la sélection concertée dans le cadre d'un dialogue entre l'opérateur et le FOREm, la date d'entrée en prestation du chercheur d'emploi et la durée prévue de la prestation ou, en cas d'absence d'entrée en prestation, les raisons de non-admissibilité du chercheur d'emploi au regard de l'action subsidiée et du public éligible à cette action défini dans l'appel à projets ;
- d) au terme de la prestation, l'évolution de la situation du chercheur d'emploi par rapport à son degré d'éloignement du marché du travail, les résultats atteints, les nouveaux acquis et, le cas échéant, les autres besoins identifiés et les pistes proposées pour y répondre ;

e) tout autre élément qui a, selon l'opérateur, une incidence sur la prise en charge et le parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi ;

2° pour chaque chercheur d'emploi pris en charge de manière spontanée par l'opérateur en vertu de la section 2 du présent chapitre ou de la section 5 du Chapitre 2 du décret du 06 mai 1999 :

- a) le numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale si le chercheur d'emploi n'est pas inscrit au Registre national ;
- b) la prise en charge spontanée et, préalablement, la date de prise en charge du chercheur d'emploi et la durée prévue ;
- c) la présence ou l'absence du chercheur d'emploi à la prestation et, le cas échéant, le motif d'absence invoqué ;
- d) au terme de la prestation, l'évolution de la situation du chercheur d'emploi par rapport à son degré d'éloignement du marché du travail, les résultats atteints et les nouveaux acquis ainsi que, le cas échéant, les autres besoins identifiés et les pistes proposées pour y répondre ;

e) tout autre élément qui a, selon l'opérateur, une incidence sur la prise en charge et le parcours d'accompagnement du chercheur d'emploi.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 2°, les séances d'accueil, individuelles ou collectives, réalisés par le partenaire de l'accompagnement avec le chercheur d'emploi qui s'est adressé spontanément à elle, ne constituent pas une prestation.

A l'exception des informations visées à l'alinéa 1er, 1°, b), et 2°, c), les données communiquées par l'opérateur au FOREm sont exclusivement destinées à l'amélioration de l'accompagnement du chercheur d'emploi, à l'exclusion du contrôle de sa disponibilité.

§ 3. L'utilisation du numéro d'identification au registre national ou le numéro d'identification à la Banque Carrefour de la sécurité sociale des chercheurs d'emploi par les opérateurs, se fait uniquement à des fins d'identification univoque des chercheurs d'emploi lors des échanges de données avec le FOREm dans le cadre de la prise en charge par les opérateurs des chercheurs d'emploi qui bénéficient d'action d'accompagnement auprès de ces opérateurs.

##### *Section 2* - Subventionnement de prestations à destination des chercheurs d'emploi inoccupés

**Art. 69.** La subvention octroyée par le FOREm en vertu de l'article 7bis/1 du décret du 6 mai 1999 et de l'article 23 du décret du 12 novembre 2021 soutient financièrement exclusivement la réalisation d'une action relevant de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et remplissant les conditions suivantes :

- 1° elle se déroule sur le territoire de langue française ;
- 2° elle est destinée aux chercheurs d'emploi inoccupés ;
- 3° elle est gratuite pour les chercheurs d'emploi ;
- 4° elle répond à un besoin non rencontré en termes qualitatif, quantitatif ou géographique par l'offre de services existante dans le bassin EFE où elle se déroule ;
- 5° elle met en œuvre les orientations définies par l'appel à projets lancé par le FOREm conformément à l'article 72 ;
- 6° elle est additionnelle aux activités habituelles de l'opérateur ;

7° elle n'est pas entamée à la date de la décision d'octroi de la subvention.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. La subvention peut être octroyée à un partenaire de l'accompagnement dont l'agrément n'est pas suspendu, ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale menant, à titre principal ou accessoire, une activité d'insertion socio-professionnelle qui remplit les conditions suivantes :

- 1° il dispose d'une unité d'établissement sur le territoire de langue française ;
- 2° il remplit les conditions auxquelles la prestation de service d'insertion est subordonnée par la réglementation des agences de placement ;
- 3° il dispose des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de l'action ;
- 4° il dispose de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir son activité pendant la période de réalisation de l'action et pour participer au financement de celle-ci ;
- 5° il ne se trouve pas en situation de concours de créanciers ou de toute autre situation de nature à compromettre la réalisation de l'action ;
- 6° il n'est pas redevable d'arriérés d'impôts ni d'arriérés de cotisations sociales ;
- 7° il n'a pas d'antécédent spécifique, d'ordre administratif ou pénal, en matière d'emploi des subventions.

Les conditions, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception du 2°, sont remplies préalablement à la demande et durant toute la durée de la programmation.

La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, doit être remplie préalablement au début de la réalisation de l'action subventionnée et le rester pendant toute la durée de la programmation.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, la subvention ne peut pas être octroyée :

- 1° aux institutions juridiquement distinctes visées par l'article 7bis, § 3, du décret du 6 mai 1999 ;
- 2° aux opérateurs dont le financement est soumis à un régime juridique incompatible avec celui qui est organisé par le présent chapitre.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la subvention demandée au FOREm pour l'ensemble des actions portées par un même opérateur ne peut pas excéder vingt pourcents des recettes de l'opérateur pendant un nombre d'années égal à la durée de la programmation ou pendant une durée inférieure si l'opérateur exerce son activité depuis une période inférieure à la durée de la programmation.

Cette condition est remplie préalablement à la demande, pendant la période de référence fixée par l'alinéa 1<sup>er</sup>, et doit le rester pendant toute la programmation.

§ 2. La subvention est uniquement octroyée à la condition que l'action pour la réalisation de laquelle elle est demandée ne soit pas financée en tout ou en partie par une autre subvention de projet, à l'exception des subventions couvrant seulement un type de dépenses particulier, pour autant que la demande les renseigne explicitement et précisément.

§ 3. Le montant total des subventions demandées par un même opérateur pour l'ensemble des actions se déroulant dans un même bassin EFE ne peut pas excéder le plafond fixé par l'appel à projets pour ce bassin. A défaut, l'octroi de toutes les subventions demandées est refusé.

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Selon une périodicité qui ne peut être inférieure à un an ni supérieure à trois ans, le FOREm lance un ou plusieurs appels à des projets d'action spécifiquement orientés vers la satisfaction des besoins des chercheurs d'emploi, identifiés notamment par le Gouvernement en vertu de l'article 16, § 2, du décret du 12 novembre 2021.

Un appel à projets peut couvrir un champ global ou un champ limité à certains publics, certains types d'actions ou certains besoins.

§ 2. Tout appel à projets précise :

- 1° le public qu'il cible ;
- 2° le type et l'intensité des obstacles à l'insertion durable du public concerné ;
- 3° le type et les objectifs des actions incitées par l'octroi d'une subvention ;
- 4° les déclinaisons par bassin EFE des éléments visés au 3°, le cas échéant ;
- 5° si l'action peut être réalisée en partenariat ;
- 6° les modalités organisationnelles permises, telles que l'existence de stages, la planification des sessions, la prise en charge individuelle ou collective du chercheur d'emploi ;
- 7° la période pendant laquelle les actions doivent se dérouler ;
- 8° la période pendant laquelle les dépenses doivent être exposées pour être couvertes par la subvention ;
- 9° le cas échéant, le nombre de places que l'opérateur met à disposition du FOREm dans la plateforme d'échange d'informations ;
- 10° le plafond visé par l'article 71, §3, pour chacun des bassins EFE ;
- 11° la date de liquidation de chaque tranche de la subvention annuelle.

Le plafond, visé par l'article 71, § 3, est destiné à assurer la diversité des actions se déroulant dans un même Bassin. Il peut varier en considération de l'importance relative du budget affecté par le FOREm à chaque Bassin, en proportion du nombre de chercheurs d'emploi inoccupés qui y résident par rapport au nombre total de chercheurs d'emploi inoccupés en Région wallonne.

§ 3. L'appel à projets ne peut pas modifier les conditions d'octroi de subventions fixées par les articles 69 à 71.

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subvention est introduite auprès du FOREm par un formulaire dont le modèle est établi par celui-ci. Le formulaire est renvoyé de manière électronique, selon les modalités définies par le FOREm.

§ 2. Dans un premier temps, le FOREm vérifie l'accomplissement des conditions préalables à l'octroi visées par les articles 69 à 71.

Lorsque l'une de ces conditions n'est pas remplie, le FOREm refuse l'octroi de la subvention. Il notifie sa décision et les motifs de celle-ci au demandeur.

L'accomplissement des conditions d'octroi ne crée pas un droit à la subvention.

§ 3. Le FOREm poursuit l'examen de la demande par l'analyse approfondie du projet et son appréciation discrétionnaire sur base des critères suivants :

1° la cohérence du projet, c'est-à-dire l'adéquation entre les moyens mis en œuvre, les objectifs poursuivis, le public visé et les résultats attendus ;

2° la pertinence du projet dans le bassin EFE où l'action se déroule, c'est-à-dire la plus-value du projet, son articulation avec les autres acteurs de l'insertion, son ancrage dans le tissu socio-économique et sa complémentarité à l'offre de services existante.

L'appréciation du FOREm est formulée selon un système de cotation qu'il publie dans l'appel à projets.

Les projets sont classés par ordre de cote globale décroissante.

§ 4. Dans un troisième temps, le FOREm détermine le montant de la subvention comme suit :

1° les coûts présentés par la demande sont d'abord pris en considération selon l'alinéa 2 ;

2° ce montant est ajusté au budget disponible selon les alinéas 3 et suivants.

Le montant total des coûts présentés par la demande est réduit à concurrence d'éventuelles subventions couvrant un type de dépenses particulier conformément à l'article 70, § 2.

Lorsqu'il s'avère que le total des montants demandés pour l'ensemble des projets remplissant les conditions posées par les articles 69 à 71 est supérieur au budget total affecté à l'appel à projets, le FOREm peut réduire les montants demandés pour ces projets et qui excèdent un coût maximal par participant ou par heure.

Ce coût maximal est fixé par une méthode statistique, telle que la médiane des coûts, l'écart-type ou une autre méthode objective.

Le FOREm choisit le coût maximal dont l'application permet de subventionner le plus grand nombre d'actions et d'assurer la diversité de celles-ci. Le cas échéant, il peut ne pas appliquer le coût maximal, ou appliquer un coût maximal plus élevé, aux montants demandés pour la réalisation d'actions présentant des caractéristiques objectives rendant inévitable un coût plus élevé en fonction des modalités prévues par l'appel à projets, notamment une prise en charge individuelle plutôt que collective ou des parcours plus intensifs.

§ 5. Le FOREm décide de l'octroi de la subvention en suivant le classement des projets et, le cas échéant, jusqu'à épuisement du crédit budgétaire par type d'actions et par bassin EFE.

L'octroi ne donne pas lieu à la conclusion d'une convention. La décision du FOREm est notifiée au demandeur et mentionne :

1° l'approbation du projet ;

2° le nombre de sessions et de participants ;

3° le montant de la subvention ;

4° les modalités de liquidation de la subvention.

§6. Le bénéficiaire de la subvention est libre de l'accepter ou de la refuser. Il informe le FOREm de sa position en lui renvoyant le formulaire spécifique joint à la décision d'octroi.

Lorsque la subvention est refusée, le FOREm retire la décision qu'il a octroyée. Il peut utiliser le crédit rendu ainsi disponible pour décider d'un nouvel octroi conformément au § 5.

**Art. 74.** La subvention est liquidée en une ou plusieurs tranches annuelles, selon la durée de la période de programmation.

L'appel à projets précise la date d'échéance de chaque tranche.

Les paiements sont effectués en totalité au crédit du seul opérateur, à l'exclusion de tout intermédiaire ou partenaire ainsi que d'un cessionnaire en dehors du cadre de l'article 76, § 4.

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. L'action est réalisée sous la responsabilité exclusive de l'opérateur. Elle est réalisée par l'opérateur lui-même, à moins que l'appel à projets ne permette une réalisation en partenariat.

Sans préjudice des paragraphes 2 à 5, l'opérateur réalise l'action en toute indépendance vis-à-vis du FOREm. Il est libre de renoncer à tout moment à la réalisation de l'action.

§ 2. L'action est réalisée conformément :

1° aux conditions d'octroi relatives à l'action posées par l'article 69 ;

2° aux modalités générales portées par les paragraphes 3 et 4 ;

3° aux modalités générales définies par l'appel à projets ;

4° aux modalités particulières définies par le projet et fixées par la décision d'octroi.

Le non-respect des modalités d'utilisation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> entraîne la réduction du montant de la subvention et le remboursement immédiat de la partie induue.

§ 3. L'octroi de la subvention est subordonné au respect, par le bénéficiaire et pendant toute la durée de la programmation, des modalités prescrites par le présent paragraphe :

1° l'action est menée dans des locaux réservés à un usage professionnel et mis à disposition par l'opérateur ou ses partenaires ;

2° la promotion de l'action est assurée notamment par sa mise en visibilité via la plateforme d'échange d'information du FOREm en collaboration avec le Carrefour Emploi Formation Orientation et par le soutien des Carrefours Emploi Formation Orientation, des Maisons de l'Emploi et des conseillers du FOREm, dans la limite de leurs missions respectives et de leurs possibilités ;

3° l'opérateur de projet accueille et inscrit les chercheurs d'emploi qui sont envoyés vers le projet par le FOREm, dans le cadre d'un adressage ou selon les modalités de sélection prévues dans l'appel à projets ; dans tous les cas, l'opérateur de projet devra effectuer un retour d'information vers le FOREm sur cet accueil ;

4° l'opérateur de projet fait établir un contrat de formation par le FOREm pour tous les participants, il contribue au suivi administratif de ces contrats et effectue un retour d'information sur l'action ;

5° il respecte les dispositions applicables du Règlement général sur la protection du travail en matière d'hygiène, de bien-être, de prévention et de sécurité ;

6° pour toute promotion des actions, ainsi qu'à l'occasion de l'information donnée à la presse, à la radiotélévision ainsi qu'à tout autre média, l'opérateur fait mention du soutien du FOREm.

§ 4. L'opérateur communique au FOREm les informations visées à l'article 68, §2.

§ 5. Le respect des modalités prescrites par le présent article conditionne le droit du bénéficiaire à conserver la partie de la subvention prévisionnelle déjà liquidée ou à obtenir la liquidation du solde.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. La subvention doit être utilisée exclusivement pour supporter les coûts nécessaires à la réalisation de l'action et ne peut servir directement ni indirectement à d'autres activités.

Le montant de la subvention ne peut pas présenter un excédent par rapport aux coûts admissibles et justifiés par le bénéficiaire.

§ 2. La subvention ne peut pas couvrir une dépense couverte par une autre subvention quelle que soit la portée de celle-ci et la date à laquelle elle est octroyée.

§ 3. La subvention ne peut pas servir de part publique belge dans le cadre d'un cofinancement européen.

§ 4. Sans préjudice des dispositions légales applicables aux cessions de créances universelles et à titre universel, le FOREm peut marquer son accord sur la cession, à titre gratuit ou onéreux, d'une créance de subvention, uniquement à la condition que cette opération ne risque pas de compromettre la réalisation de l'action subventionnée.

**Art. 77.** Sans préjudice de l'article 76, le montant de la subvention octroyée est réduit si les conditions de réalisation de l'action ne sont pas remplies, conformément au paragraphe 2.

En aucun cas, le montant de la subvention ne peut excéder le coût de la réalisation de l'action, l'éventuel solde étant supporté par le bénéficiaire ou couvert par des contributions autres que la subvention.

§ 2. Lorsque l'action n'est pas mise en œuvre dans la période de programmation par la volonté de l'opérateur, la subvention est retirée dans son intégralité.

Lorsque la réalisation de l'action est abandonnée par la volonté de l'opérateur, le montant de la subvention est réduit aux seules dépenses admissibles selon l'article 76 et qui sont directement afférentes aux seuls modules entièrement réalisés, à l'exclusion de tout coût antérieur ou postérieur aux prestations effectives, notamment ceux relatifs à la conception ou à la préparation.

Dans le cas où la réalisation de tout ou partie de l'action est rendue absolument impossible en raison d'événements qui ne sont pas imputables à l'opérateur, le montant de la subvention est réduit au montant total des seules dépenses admissibles selon l'article 76 que l'opérateur a supporté :

1° jusqu'à la date à laquelle l'action a été réalisée, lorsqu'il s'agit de dépenses qui ne sont pas spécifiques à l'action, tels les frais généraux ;

2° jusqu'à la date la plus proche à laquelle l'opérateur peut mettre fin, de manière anticipée mais régulière, à la cause juridique de la dépense, lorsqu'il s'agit de dépenses que l'opérateur a engagées spécifiquement pour réaliser l'action.

§ 3. Le montant de la subvention inclut toute taxe quelconque qui pourrait s'appliquer.

La subvention constitue une aide financière à concurrence de son montant et n'implique aucune aide matérielle complémentaire

#### CHAPITRE V. - Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 78.** A l'article 91 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , sauf si les cours sont dispensés principalement le samedi ou après 17 heures » sont abrogés ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le chômeur suit régulièrement la formation pendant toute la durée la dispense. Le FOREm peut retirer la dispense lorsqu'il apparaît que le chômeur ne suit pas régulièrement les activités de formations. ».

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup> A l'article 92, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , sauf si les cours sont dispensés principalement le samedi ou après 17 heures » sont abrogés ;

2° un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 2 et l'ancien alinéa 3, devenu alinéa 4 :

« La dispense n'est accordée que si la formation a une durée minimale de 4 semaines et qu'elle répond à l'une des conditions suivantes :

1° elle présente un volume hebdomadaire moyen minimum de 16 heures, organisés du lundi au vendredi avant 18 heures ;

2° elle présente un volume hebdomadaire moyen minimum de 24 heures, quelle que soit l'organisation de la formation. » ;

3° l'ancien alinéa 3, devenu alinéa 4, est remplacé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 3, 1°, s'il s'agit d'un travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenus dont l'allocation de référence, visée à l'article 131bis, § 2, de l'arrêté royal, est une allocation d'insertion, le volume hebdomadaire moyen ne peut être inférieur à huit heures, organisées du lundi au vendredi avant 18 heures, ou 12 heures, quelle que soit l'organisation des études ou de la formation. » ;

4° l'ancien alinéa 4, devenu alinéa 5, est remplacé comme suit :

« Par dérogation aux conditions visées à l'alinéa 2, le chômeur doit seulement avoir droit aux allocations comme chômeur complet au moment du début de sa formation dans laquelle la dispense est demandée, si cette formation prépare à des professions dans lesquelles il y a pénurie significative de main-d'œuvre. La liste des formations menant à ces professions est établie annuellement par le FOREm. Il est tenu compte de la liste telle qu'elle existe à la date du début de la formation ».

5° à l'ancien alinéa 6, devenu alinéa 7, les mots « bureau du chômage » sont remplacés par le mot « FOREm ».

§ 2. A l'article 92, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 2 et 3 sont remplacés comme suit :

« Le chômeur suit régulièrement la formation pendant toute la durée de la dispense. Le FOREm peut retirer la dispense lorsqu'il apparaît que le chômeur ne suit pas régulièrement les activités de la formation. Le FOREm est habilité à obtenir, directement auprès de l'opérateur de formation, une attestation de présence. A défaut, le FOREm peut la demander au chômeur. » ;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf dérogation octroyée par le FOREm, sur demande motivée du chômeur, celui-ci ne peut bénéficier qu'une seule fois de la dispense. ».

**Art. 80.** §1<sup>er</sup> A l'article 93, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 2° est remplacé comme suit :

« 2° les études :

a) comprennent un minimum 27 crédits ECTS, organisés du lundi au vendredi avant 18 heures ou de 40 crédits ECTS quelle que soit l'organisation des études ;

b) ou présentent un volume hebdomadaire moyen de 16 heures organisées du lundi au vendredi avant 18 heures ou de 24 heures par semaine quelle que soit l'organisation des études. » ;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « Le directeur peut, à cette fin, demander l'avis du service régional de l'emploi » sont abrogés ;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « La liste de ces professions est établie par l'Office » sont remplacés par les mots « La liste de ces études qui mènent à ces professions est établie annuellement par le FOREm ; il est tenu compte de la liste telle qu'elle existe à la date du début des études ».

4° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« "Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, s'il s'agit d'un travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenus dont l'allocation de référence, visée à l'article 131bis, §2, de l'arrêté royal, est une allocation d'insertion, le volume hebdomadaire moyen ne peut être inférieur à huit heures, organisées du lundi au vendredi avant 18 heures, ou 12 heures, quelle que soit l'organisation des études ou de la formation. » ;

5° à l'alinéa 4, les mots « bureau du chômage » sont remplacés par le mot « FOREM ».

§ 2 A l'article 93, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le chômeur suit régulièrement la formation pendant toute la durée de la dispense. Le FOREm peut retirer la dispense lorsqu'il apparaît que le chômeur ne suit pas régulièrement les activités de la formation. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Sauf dérogation octroyée par le FOREm, sur demande motivée du chômeur, celui-ci ne peut bénéficier qu'une seule fois de la dispense. »

**Art. 81.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 94, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « directeur » est remplacé par le mot « FOREm » ;

b) les mots « de manière discrétionnaire » sont insérés entre les mots « décide » et « en prenant » ;

c) les mots « Le directeur peut demander à cette fin l'avis du service régional de l'emploi » sont abrogés ;

2° l'alinéa 2 est abrogé ;

3° à l'ancien alinéa 3, devenu alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup> » ;

b) le 1° est remplacé comme suit :

« 1° le volume hebdomadaire moyen des études ou de la formation est inférieur à 16h heures, organisés du lundi au vendredi avant 18 heures, ou à 24 heures, quelle que soit l'organisation des études ou de la formation » ;

c) l'alinéa est complété par les 4°, 5° et 6°, rédigés comme suit :

« 4° si la durée des études ou de la formation est inférieure à 4 semaines ;

5° lorsque la durée des études ou de la formation est supérieure à 9 mois, si le chômeur n'a pas bénéficié d'au moins 312 allocations comme chômeur complet au cours des deux années précédant le début des études ou de la formation ;

6° s'il s'agit d'une formation en alternance telle que visée à l'article 27, 16°. » ;

4° il est inséré trois nouveaux alinéa, rédigés comme suit, entre l'ancien alinéa 2 et l'ancien alinéa 3, devenu alinéa 2 :

« Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, s'il s'agit d'un travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenus dont l'allocation de référence, visée à l'article 131bis, §2, de l'arrêté royal, est une allocation d'insertion, le volume hebdomadaire moyen ne peut être inférieur à huit heures, organisées du lundi au vendredi avant 18 heures, ou 12 heures, quelle que soit l'organisation des études ou de la formation. ».

L'alinéa 2, 5°, ne s'applique pas aux études ou formations qui mènent à des professions dans lesquelles il existe une pénurie significative de main-d'œuvre. La liste des études et formations menant à ces professions est établie annuellement par le FOREm. Il est tenu compte de la liste telle qu'elle existe à la date du début des études ou de la formation. ».

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2, 5°, et sans préjudice des autres dispositions prévues au présent paragraphe, la demande de dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est automatiquement acceptée lorsque la formation ou les études ont été évaluées comme pertinentes en vertu de l'article 14 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi. » ;

5° à l'ancien alinéa 5, devenu alinéa 7, les mots « bureau de chômage » sont remplacés par le mot « FOREM ».

§ 2. L'article 94, § 2, du même arrêté, est remplacé comme suit :

« § 2. Le chômeur suit régulièrement les études ou la formation pendant toute la durée de la dispense. Le FOREm peut retirer la dispense lorsqu'il apparaît que le chômeur ne suit pas régulièrement les activités des études ou de la formation. Le FOREm est habilité à obtenir, directement auprès de l'opérateur de formation ou d'enseignement, une attestation de présence. A défaut, le FOREm peut la demander au chômeur. ».

§ 3. A l'article 94, §4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé comme suit :

« 1° dans un centre d'insertion socioprofessionnelle agréé en vertu du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ; » ;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1° et 2° sont remplacés comme suit :

« 1° le chômeur est au début de la formation âgé de 18 ans au moins ;

2° le chômeur est au début de la formation inscrit comme demandeur d'emploi ; » ;

b) le 4° est abrogé ;

3° les alinéa 3 et 4 sont abrogés ;

4° à l'alinéa 5, devenu alinéa 3 les mots « alinéa 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 1° et 4°, et alinéa 6, ».

§ 4. A l'article 94, §5, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéa 3 et 4 sont abrogés ;

2° à l'alinéa 5, devenu alinéa 3, les mots « alinéa 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 1° et 4°, et alinéa 6, et du § 2 ».

§ 5 A l'article 94, §6, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui est lié par un contrat d'apprentissage tel que visée à l'article 27, 15°, » sont remplacés par les mots « qui suit une formation en alternance » ;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° soit, au début du contrat conclu dans le cadre de la formation en alternance, avoir bénéficié d'au moins 156 allocations au cours des deux années précédant le début de la formation en alternance ;

2° soit suivre une formation en alternance qui prépare à des professions dans lesquelles il y a pénurie significative de main-d'œuvre et avoir droit aux allocations comme chômeur complet au moment du début de la formation pour laquelle la dispense est demandée. La liste des formations qui mènent à ces professions est établie annuellement par le FOREm. » ;

b) au 3°, les termes « le contrat d'apprentissage » sont remplacés par « la formation en alternance » et les termes « de contrat d'apprentissage » sont remplacés par les termes « de formation en alternance » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « du contrat d'apprentissage » sont remplacés par les mots « de la formation en alternance » ;

4° l'alinéa 4 est remplacé comme suit : « Sans préjudice de l'octroi de la dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les formations en alternance peuvent être suivies avec maintien des allocations sans dispense de disponibilité pour le marché de l'emploi, sans qu'une décision individuelle soit prise. » ;

5° dans l'alinéa 5, les mots « alinéas 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 1° et 4°, et alinéa 6, et du §2 » ;

6° à l'alinéa 5, les termes « contrats d'apprentissage » sont remplacés par les termes « formation en alternance » ;

7° à l'alinéa 6, les termes « du contrat d'apprentissage » sont remplacés par les termes « du contrat conclu dans le cadre de la formation en alternance ».

**Art. 82.** L'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle est abrogé.

**Art. 83.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 portant exécution du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion est abrogé.

**Art. 84.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 1998 approuvant les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ainsi qu'au T-Service Intérim est abrogé.

**Art. 85.** L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle est complété par un alinéa 3 et un alinéa 4, rédigés comme suit :

« Le contrat de formation peut être signé manuscritement, par voie électronique ou par un autre procédé par lequel chaque partie s'identifie et manifeste sa volonté. »

#### CHAPITRE VI. - Dispositions d'entrée en vigueur et transitoires

**Art. 86.** Le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions entre en vigueur selon les modalités suivantes :

1° les chapitres 1<sup>er</sup> et 2 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

2° le chapitre 3 entre en vigueur :

a) au 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour tout chercheur d'emploi qui n'était pas inscrit en tant que chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, au 30 juin 2022 ;

b) pour les personnes qui étaient chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, au 30 juin 2022 et qui ont une procédure de contrôle de leur disponibilité active en cours au 30 juin 2022, à dater :

- du lendemain de la première évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

- ou du lendemain de la clôture de la procédure de contrôle de la disponibilité active en cours, suite à une décision d'inéligibilité du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

c) pour les personnes qui n'étaient pas chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, au 30 juin 2022 et qui se réinscrivent en tant que chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, après le 30 juin 2022, sans que cette réinscription génère une nouvelle date Eurostat au sens de l'article 16, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2021, à dater :

- du lendemain de la première évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du décret du 12 novembre 2021 ;

- du lendemain de la clôture de la procédure de contrôle de la disponibilité active en cours, suite à une décision d'inéligibilité du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, visé à l'article 2, 13°, concerné, conformément aux modalités applicables avant l'entrée en vigueur du décret du 12 novembre 2021 ;

3° par dérogation au 2°, l'article 14 du décret du 12 novembre 2021 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

4° le chapitre 4 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022, à l'exception de la section 2 qui entre en vigueur selon les modalités suivantes :

a) les dispositions relatives à la commission régionale de concertation entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

b) les dispositions relatives aux commissions sous-régionales de concertation entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

c) les autres dispositions de la section 2 entrent en vigueur, pour le FOREm et chaque partenaire de l'accompagnement concerné, à compter de la conclusion de la convention de collaboration ou de coopération visée à l'article 19, §1<sup>er</sup>, alinéa 3 ou 5, du décret du 12 novembre 2021 et, au plus tard, le 31 décembre 2023 ;

5° le chapitre 5 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, à l'exception des articles 36 à 40 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2022 et de l'article 41 qui entre en vigueur selon les mêmes modalités que celles applicable au chapitre 3 du décret du 12 novembre 2021, visées au 2° ;

6° le chapitre 6 entre en vigueur :

a) au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour l'article 42 du décret du 12 novembre 2021 ;

b) au 1<sup>er</sup> septembre 2022 pour les articles 43 à 48 du décret du 12 novembre 2021 ;

c) au 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour les articles 49 à 54 du décret du 12 novembre 2021 ;

7° l'article 55 du décret du 12 novembre 2021 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b) et c), lorsque l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b) ou c), est négative, l'évaluation formative de disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13°, a), débute selon les modalités visées à l'article 53.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, c), les conventions actuelles de collaboration conclues par ou en vertu du décret du 12 janvier 2012 continuent à produire leurs effets jusqu'à la signature entre les parties concernées de la convention de collaboration ou de coopération visée à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ou 5, du décret du 12 novembre 2021, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives au traitement des données qui seraient contraires aux dispositions des articles 16 et 17 du décret du 12 novembre 2021.

**Art. 87.** Le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion et l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 portant exécution du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion continuent à produire leurs effets :

1° pour les chercheurs d'emploi accompagnés inscrits au 30 juin 2022, jusqu'à ce que le chapitre 3 du décret du 12 novembre 2021 s'applique à ces personnes conformément à l'article 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

2° pour le dispositif de coopération avec les opérateurs jusqu'à l'entrée en vigueur du chapitre 4 du décret du 12 novembre 2021 conformément à l'article 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

**Art. 88.** Le présent arrêté entre en vigueur selon les modalités déterminées suivantes :

1° le chapitre 1<sup>er</sup> produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

2° le chapitre 2, à l'exception de la section 6 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; pour toute demande de dispense relative à des formations, stages ou études qui commencent après le 31 décembre 2022, entre en vigueur selon les mêmes modalités que celles applicables à l'entrée en vigueur du chapitre 3 du décret du 12 novembre 2022, conformément à l'article 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

3° le chapitre 3 entre en vigueur selon les mêmes modalités que celles applicables à la section 2 du chapitre 4 du décret du 12 novembre, conformément à l'article 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° ;

4° le chapitre 4 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

5° le chapitre 5 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2022, à l'exception des articles 78 à 81 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour toute demande de dispense relative à des formations, stages ou études introduites après le 31 décembre 2022.

Pour l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le chapitre 4 ne s'applique pas aux appels à projets lancés dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions par le FOREm avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Pour le chercheur d'emploi, visée à l'article 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b) ou c), l'évaluation à la suite de laquelle il bascule dans l'accompagnement orienté coaching et solutions est, pour l'application du présent arrêté, considéré comme une nouvelle inscription.



**Art. 89.** La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40424]

### 21 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 21 november 2022 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi", artikel 3, §§ 1, 2° en 7°, en 2, en de artikelen 4/3, § 1, en 7bis/1, § 3, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2021;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 4, eerste lid;

Gelet op het decreet van 21 november 2022 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden, inzonderheid op de artikelen 4, § 4, 7, § 5, 9, lid 9, 12, lid 2, 1°, 14, lid 1 en lid 2, 15, § 3, lid 1, lid 2 en lid 4, en § 5, 17, §§ 3 en 4, 18, § 2, lid 3, 19, § 1, lid 6, 21, lid 4, 22, lid 3, en 56, lid 1 en lid 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 1998 tot goedkeuring van de boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) en op de T-Service Intérim;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 tot uitvoering van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het rapport van 28 juni 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 25 oktober 2021;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Forem, gegeven op 16 november 2021;

Gelet op advies nr. 94/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 13 mei 2022;

Gelet op advies nr. 57.867/2/71.955/2/VV van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. – Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

2° het decreet van 6 mei 1999: het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

3° "Forem" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

4° de werkzoekende: de werkzoekende bepaald in artikel 2, eerste lid, 4°, van het decreet van 12 november 2021;

5° de gebruiker: de particuliere gebruiker bepaald in artikel 1bis, 1°, van het decreet van 6 mei 1999;

6° het enkel dossier: het enkel dossier van de gebruiker bedoeld in artikel 1bis, 16°, van het decreet van 6 mei 1999;

7° de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding: de begeleiding bepaald in artikel 2, eerste lid, 13°, van het decreet van 12 november 2021;

8° de beroepspositionering: de beroepspositionering bedoeld in artikel 2, eerste lid, 9°, van het decreet van 12 november 2021;

9° de robuustheid van een beroepspositionering: de overeenstemming tussen het beroep waarvoor de werkzoekende zich positioneert en de vaardigheden, diploma's en kwalificaties die voor de uitoefening van het betrokken beroep noodzakelijk zijn of worden verwacht;

10° het beroepsproject: het ontwikkelingsproces, in verschillende fasen, met het oog op de duurzame integratie van de werkzoekende op de arbeidsmarkt, gericht op een passende oriëntatie van de werkzoekende en op de verwerving en ontwikkeling van de vaardigheden, diploma's en kwalificaties die noodzakelijk zijn of verwacht worden voor de uitoefening van het beroep waarop de werkzoekende zich wenst te positioneren of wordt gepositioneerd;

11° de voorziening voor levenslange loopbaanoriëntering: de voorziening bepaald in artikel 1*bis*, 11°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

12° de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt: de kans dat de werkzoekende duurzaam tot de arbeidsmarkt toetreedt;

13° de verplicht ingeschreven werkzoekende:

a) de werkzoekende bepaald in artikel 2, eerste lid, 5°, van het decreet van 12 november 2021;

b) de jonge werkzoekende bepaald in artikel 2, eerste lid, 6°, van het decreet van 12 november 2021;

14° de actieve beschikbaarheid: de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt bedoeld in artikel 36/1, derde lid, 2°, en 58/1, derde lid, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

15° de passieve beschikbaarheid: de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

16° de controledienst: de dienst bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999;

17° het besluit van 21 december 2022: het besluit van 21 december 2022 houdende uitvoering van artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

18° de begeleidingspartner: de begeleidingspartner bepaald in artikel 2, eerste lid, 10°, van het decreet van 12 november 2021;

19° de derde: de derde bepaald in artikel 2, eerste lid, 11°, van het decreet van 12 november 2021;

20° doorverwijzen: proces bepaald in artikel 2, eerste lid, 14°, van het decreet van 12 november 2021;

21° het besluit van 25 november 1991: het besluit van 21 november 25 houdende de werkloosheidsreglementering.

**Art. 3. § 1.** Tenzij anders vermeld als werkdagen, zijn in dit besluit termijnen die in dagen zijn uitgedrukt, kalenderdagen.

Voor de berekening van in kalenderdagen uitgedrukte termijnen wordt de termijn gerekend vanaf de dag die volgt op de gebeurtenis die de termijn doet ingaan.

Voor de berekening van in werkdagen uitgedrukte termijnen wordt de termijn gerekend vanaf de eerste werkdag na de gebeurtenis die de termijn doet ingaan.

Voor de berekening van in kalenderdagen uitgedrukte termijnen worden alle kalenderdagen meegeteld.

Voor de berekening van de in werkdagen uitgedrukte termijnen worden alle kalenderdagen geteld, behalve zaterdag, zondagen en feestdagen.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

§ 2. Wanneer dit besluit in termijnen voorziet die in maanden worden uitgedrukt, wordt de termijn berekend vanaf daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

## HOOFDSTUK II.- Coaching- en oplossingsgerichte begeleiding

### Afdeling 1.- Begin van het begeleidingstraject

#### Onderafdeling 1.- Algemeen

**Art. 4.** De gebruiker kan zich inschrijven als werkzoekende, hetzij online, via de website van FOREm, hetzij telefonisch, via een contactcentrum van FOREm, hetzij persoonlijk, door naar een vestiging van FOREm die in open dienst toegankelijk is te gaan.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de inschrijving van de werkzoekende, wanneer hij zich telefonisch inschrijft, gevalideerd zodra zijn identiteit is geauthentiseerd volgens de middelen bedoeld in artikel 4, § 2, tweede lid, van het decreet van 12 november 2021 en op voorwaarde dat deze authenticatie plaatsvindt binnen 15 dagen na de datum van het telefonisch contact.

De datum die in aanmerking wordt genomen voor de telefonische inschrijving van de werkzoekende is die van de dag van het telefonisch contact waarmee de werkzoekende zijn inschrijving heeft gedaan.

**Art. 5.** De coaching- en oplossingsgerichte begeleiding wordt door FOREm in gang gezet zodra de werkzoekende zich inschrijft. Op basis van de gegevens bedoeld in artikel 4/1, § 1, eerste lid, 2°, 4°, 6°, 7° tot 12°, 14° en 17° tot 19°, van het decreet van 6 mei 1999, waarover hij beschikt, beoogt FOREm:

1° de mate van robuustheid van de beroepspositionering van de werkzoekende;

2° zijn mate van digitale autonomie;

3° de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt.

Zodra de werkzoekende is ingeschreven, kan FOREm voorzien in generieke acties ter versterking van de objectivering van de elementen bedoeld in paragraaf 1, 1° tot en met 3°.

Zodra de werkzoekende zich inschrijft en gedurende zijn begeleiding, stuurt FOREm hem werkaanbiedingen die aangepast zijn aan zijn profiel en zijn beroepspositionering.

**Art. 6. § 1.** Bij de inschrijving van de werkzoekende deelt FOREm hem via een aan zijn situatie en eventuele moeilijkheden aangepast communicatiekanaal schriftelijk al zijn rechten en plichten mee in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, waaronder met name geïnformeerde en volledige informatie over zijn rechten en plichten wanneer hij aan de controle op de passieve, actieve of aangepaste beschikbaarheid wordt onderworpen.

§ 2. In overeenstemming met de bepalingen van artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, verzamelt FOREm, wanneer hij voornemens is uitsluitend langs elektronische weg te communiceren, voorafgaand aan elke uitwisseling, de geïnformeerde en uitdrukkelijke toestemming van de werkzoekende om gedurende zijn hele loopbaan uitsluitend langs elektronische weg communicatie van FOREm te ontvangen.

FOREm informeert de werkzoekende dat hij te allen tijde, op eenvoudig verzoek, zijn toestemming om uitsluitend langs elektronische weg mededelingen te ontvangen, kan intrekken.

Lid 1 is niet van toepassing op mededelingen waarvoor dit besluit vereist dat zij per aangetekende post worden verzonden.

In afwijking van lid 3 kunnen de in lid 1 bedoelde mededelingen, wanneer de werkzoekende overeenkomstig lid 1 heeft ingestemd met communicatie uitsluitend langs elektronische weg, hem per aangetekende elektronische post worden toegezonden.

#### Onderafdeling 2. - Mate van robuustheid van de beroepspositionering

**Art. 7.** FOREm analyseert de kwaliteit van de beroepspositionering van de werkzoekende en bepaalt voor elk beroep waarop de werkzoekende wordt gepositioneerd de mate van robuustheid van de beroepspositionering.

**Art. 8.** De analyse van de beroepspositionering van de werkzoekende en de mate van robuustheid ervan wordt gedurende het begeleidingsproces, in overleg tussen de werkzoekende en zijn referentieadviseur, verfijnd en aangepast naargelang de evolutie van het beroepsproject van de werkzoekende en de acties die in het kader van zijn begeleidingstraject worden uitgevoerd.

FOREm kan de robuustheid van de beroepspositionering controleren door gebruik te maken van zijn instrumenten voor de identificatie van de opgegeven vaardigheden van de werkzoekende. Onder instrument voor de identificatie van vaardigheden verstaan wij de tests en evaluatiemethoden die FOREm heeft ontwikkeld om na te gaan of de vaardigheden van de werkzoekende overeenstemmen met de vaardigheden die worden verwacht of nodig zijn voor de uitoefening van het beroep waarop hij is gepositioneerd.

Wanneer na de in lid 2 bedoelde verificaties de positionering van de werkzoekende onzeker of onbewezen is, wordt de werkzoekende in het kader van zijn coaching- en oplossingsgerichte begeleiding beroepskeuzevoorlichting of opleidingsacties voorgesteld.

**Art. 9.** Wanneer de werkzoekende zich bij inschrijving niet op ten minste één beroep positioneert, stelt FOREm een beroepsoriëntatieactie voor.

**Art. 10.** Uiterlijk binnen vier maanden na de datum van inschrijving van de werkzoekende zorgt FOREm er in het kader van het begeleidingsproces voor dat de werkzoekende op ten minste één beroep wordt gepositioneerd:

1° waarvoor hij over de nodige of verwachte vaardigheden, diploma's of kwalificaties beschikt voor de uitoefening van het betrokken beroep ;

2° of waarvoor in het kader van het begeleidingsprogramma acties zijn gepland om de werkzoekende in staat te stellen te beschikken over de vaardigheden, diploma's of kwalificaties die nodig zijn of verwacht worden voor de uitoefening van het betrokken beroep.

Lid 1 is niet van toepassing:

1° voor de werkzoekende die zeer ver van de arbeidsmarkt staat en geconfronteerd wordt met belangrijke obstakels die verder gaan dan de strikt professionele obstakels, op voorwaarde dat FOREm ervoor zorgt dat in het kader van het begeleidingstraject acties worden uitgevoerd om deze belangrijke obstakels voor de integratie van de werkzoekende weg te werken;

2° voor de werkzoekende die niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn op een beroep wordt gepositioneerd, op voorwaarde dat FOREm ervoor zorgt dat in het kader van het begeleidingsprogramma acties worden ondernomen om de werkzoekende op ten minste één beroep te positioneren.

Na afloop van de in lid 2 bedoelde acties die zijn uitgevoerd om de belemmeringen voor de integratie van de werkzoekende weg te nemen of om hem in ten minste één beroep te positioneren, zorgt FOREm ervoor dat de werkzoekende in ten minste één beroep wordt gepositioneerd dat voldoet aan de voorwaarden, bedoeld in 1° of 2° van lid 1.

#### Onderafdeling 3. - Mate van digitale autonomie

**Art. 11.** Zodra de werkzoekende zich inschrijft, en op elk ander relevant moment in de begeleiding, beoordeelt FOREm de digitale autonomie van de werkzoekende.

Al als digitaal autonoom beschouwd wordt, de werkzoekende die :

1° directe, stabiele en goede toegang heeft tot een internetaansluiting en tot adequate computerhulpmiddelen en -apparatuur voor zijn zoektocht naar werk en integratie in de arbeidsmarkt;

2° beschikt over de basiskennis en voldoende digitale vaardigheden om de door FOREm ter beschikking gestelde digitale instrumenten adequaat te gebruiken met het oog op zijn zoektocht naar werk en integratie in de arbeidsmarkt.

Het door FOREm voorgestelde begeleidingproces is aangepast aan de mate van digitale autonomie van de werkzoekende.

**Art. 12.** FOREm kan de digitale vaardigheden van de werkzoekende verifiëren met behulp van instrumenten voor de identificatie van digitale vaardigheden.

Wanneer de digitale vaardigheden van de werkzoekende onvoldoende zijn, kan FOREm, onder voorbehoud van andere prioritair geachte acties, de werkzoekende opleidingsacties aanbieden om hem de nodige digitale vaardigheden bij te brengen, zodat hij de door FOREm ter beschikking gestelde digitale instrumenten voor het zoeken naar werk kan gebruiken en zijn kansen op integratie op de arbeidsmarkt worden bevorderd.

## Onderafdeling 4. - Mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt

**Art. 13.** Zodra de werkzoekende zich inschrijft, beoordeelt FOREm zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt. De mate wordt vastgesteld op basis van een door FOREm ontwikkeld evolutiemodel en houdt rekening met alle elementen van het enig dossier van de werkzoekende die van invloed kunnen zijn op zijn kansen op duurzame integratie op de arbeidsmarkt.

De evaluatie van de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt omvat met name de mogelijkheden die de arbeidsmarkt biedt voor de beroepen waarop de werkzoekende wordt gepositioneerd.

Na de evaluatie van de in lid 1 bedoelde mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt bepaalt FOREm onder de volgende categorieën tot welke de werkzoekende wordt geacht te behoren:

1° werkzoekende zeer dicht bij de arbeidsmarkt: hij heeft een grote kans om op korte termijn duurzaam in de arbeidsmarkt te worden geïntegreerd;

2° werkzoekende dicht bij de arbeidsmarkt: hij heeft een goede kans om op korte termijn duurzaam in de arbeidsmarkt te integreren, maar zijn kansen op integratie zouden kunnen worden vergroot als kleine belemmeringen voor duurzame integratie in de markt worden weggenomen;

3° werkzoekende ver van de arbeidsmarkt: hij heeft weinig kans om op korte termijn duurzaam in de arbeidsmarkt te integreren wegens grote belemmeringen wat betreft de vaardigheden die nodig zijn of verwacht worden voor de beroepen waarop hij wordt gepositioneerd;

4° werkzoekende met een zeer grote afstand tot de arbeidsmarkt: hij heeft een zeer geringe kans om op korte termijn duurzaam in de arbeidsmarkt te integreren wegens belangrijke belemmeringen die verder gaan dan de strikt professionele belemmeringen en die zijn duurzame integratie in de arbeidsmarkt beïnvloeden.

**Art. 14.** Het door FOREm voorgestelde en met de werkzoekende overeengekomen begeleidingsproces wordt aangepast aan de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt en aan de ontwikkeling van deze mate van nabijheid tijdens de begeleiding.

## Onderafdeling 5.- Toewijzing

**Art. 15.** § 1. Zo spoedig mogelijk na de inschrijving van de werkzoekende wijst FOREm de werkzoekende toe aan de meest aan zijn profiel en behoeften aangepaste begeleidingsmodaliteit, onder de volgende modaliteiten:

1° een digitale begeleiding op afstand, overeenkomstig de artikelen 20 en 21;

2° een e-advies begeleiding op afstand, overeenkomstig de artikelen 22 en 23;

3° een face-to-face begeleiding door een sectorale referentieadviseur, overeenkomstig de artikelen 24 en 25;

4° een face-to-face begeleiding door een referentieadviseur in de socioprofessionele begeleiding, overeenkomstig de artikelen 26 en 27.

De toewijzing van de werkzoekende aan een begeleidingsmodaliteit, bedoeld in het eerste lid, vindt met name plaats op basis van de mate van robuustheid van de beroepspositionering of, in voorkomend geval, het ontbreken van beroepspositionering van de werkzoekende, zijn mate van digitale autonomie en zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt.

§ 2. Voor de toepassing van lid 1:

1° wordt alleen de digitaal autonome werkzoekende die dicht of zeer dicht bij de arbeidsmarkt staat, toegewezen aan digitale begeleiding op afstand of e-advies;

2° wordt de werkzoekende met een grote afstand tot de arbeidsmarkt toegewezen aan een face-to-face begeleiding door een referentieadviseur;

3° wordt de werkzoekende met een grote afstand tot de arbeidsmarkt toegewezen aan een face-to-face begeleiding door een referentieadviseur in de socioprofessionele begeleiding;

4° kan de in artikel 2, 13°, b) bedoelde jonge werkzoekende die verplicht is ingeschreven, niet worden toegewezen aan digitale begeleiding op afstand.

In afwijking van het eerste lid, 1°, kan een werkzoekende wiens digitale vaardigheden voldoende zijn om te profiteren van begeleiding op afstand en die door intensieve remediëring kunnen worden verworven, worden toegewezen aan een e-advies-begeleiding op afstand, op voorwaarde dat deze begint binnen maximaal twee maanden na de datum van toewijzing.

**Art. 16.** Overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 12 november 2021 informeert FOREm de werkzoekende over de begeleidingsmodaliteit waaraan hij wordt toegewezen, over de verschillende begeleidingsmodaliteiten van de coaching- en de oplossingsgerichte begeleiding, over de gegevens die in het kader van het toewijzingsproces worden gebruikt en over het resultaat van de toewijzing.

FOREm informeert de werkzoekende dat hij de mogelijkheid heeft om te allen tijde face-to-face begeleiding aan te vragen.

## Afdeling 2. - Begeleidingsmodaliteiten

## Onderafdeling 1. - Algemeen

**Art. 17.** § 1. Op elk moment van het begeleidingstraject kan FOREm, afhankelijk van zijn interacties met de werkzoekende, de evolutie van zijn begeleidingstraject of de evolutie van zijn behoeften, op eigen initiatief de begeleidingsmodaliteit waaraan de werkzoekende is toegewezen, herzien, onverminderd de bepalingen van deze onderafdeling.

In geval van wijziging van de in lid 1 bedoelde opdracht zal FOREm de werkzoekende informeren volgens dezelfde modaliteiten als bedoeld in artikel 16.

De werkzoekende die face-to-face begeleiding krijgt, kan wordt overgeschakeld naar een begeleiding op afstand.

Lid 3 is niet van toepassing wanneer het overstappen van face-to-face begeleiding naar begeleiding op afstand plaatsvindt vóór het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek.

§ 2. Wanneer de werkzoekende van een begeleiding op afstand naar een face-to-face begeleiding wordt overgeschakeld, start FOREm de begeleiding van de werkzoekende opnieuw volgens de modaliteiten van de face-to-face begeleiding door een sectorale referentieadviseur of een referentieadviseur in de socioprofessionele begeleiding.

**Art. 18.** FOREm biedt face-to-face begeleiding aan elke werkzoekende die daarom vraagt.

**Art. 19. § 1.** Het begeleidingsproces van de werkzoekende wordt als afgesloten beschouwd wanneer de werkzoekende zich in een van de volgende situaties bevindt:

1° hij is niet langer een niet-werkende werkzoekende, in de zin van artikel 2, eerste lid, 8°, van het decreet van 12 november 2021, gedurende een periode gelijk aan of langer dan 3 opeenvolgende maanden

2° hij is gedurende een periode van 3 of meer opeenvolgende maanden niet meer als werkzoekende bij FOREm is ingeschreven.

In de in lid 1 bedoelde situaties wordt in geval van latere herinschrijving van de werkzoekende een nieuw begeleidingstraject gestart, overeenkomstig punt 1.

§ 2. Wanneer een periode van opschorting, als bedoeld in artikel 31, lid 2, van het begeleidingsproces voor een werkzoekende eindigt, wordt het begeleidingsproces, onverminderd lid 1, voortgezet volgens dezelfde regelingen als die welke golden op het ogenblik van de opschorting van de begeleiding.

#### Onderafdeling 2. - Digitale begeleiding op afstand

**Art. 20. § 1.** Digitale begeleiding op afstand, die is zelfsturende begeleiding op afstand, is gericht op de digitaal autonome werkzoekende die dicht of zeer dicht bij de arbeidsmarkt staat.

De digitale begeleiding op afstand wordt uitgevoerd door middel van advies en generieke acties die aan de werkzoekende worden aangeboden via zijn persoonlijke ruimte, waaronder het aanbieden van digitale hulpmiddelen voor het zoeken naar werk.

§ 2. Binnen twee maanden na de inschrijving als werkzoekende ziet FOREm toe op de correcte uitvoering van de digitale begeleiding op afstand, met inbegrip van de voltooiing van de aan de werkzoekende voorgestelde generieke acties en zijn autonome stappen van actief zoeken naar werk.

Als FOREm na een rechtstreeks contact met de werkzoekende vaststelt dat de digitale begeleiding op afstand voor hem niet geschikt is, wordt hij overgeschakeld naar een e-advies-begeleiding op afstand of naar een face-to-face-begeleiding.

**Art. 21. § 1.** De werkzoekende ontvangt gedurende maximaal vier maanden vanaf de datum van inschrijving als werkzoekende digitale begeleiding op afstand.

Na de in lid 1 bedoelde periode wordt de werkzoekende overgeschakeld naar een begeleiding op afstand met ondersteuning van een e-adviseur of, wanneer FOREm vaststelt dat de begeleiding op afstand niet geschikt is voor de werkzoekende, naar een face-to-face begeleiding.

§ 2. In afwijking van § 1 en artikel 20, § 2, kunnen de daarin genoemde termijnen door FOREm worden verlengd:

1° wanneer de werkzoekende in het kader van zijn begeleiding een handeling verricht waarvoor hij krachtens de artikelen 91 tot en met 94 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 is vrijgesteld van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, voor een maximale duur die gelijk is aan de duur van de vrijstelling van beschikbaarheid die de werkzoekende geniet;

2° wanneer de werkzoekende niet langer onbezet is in de zin van artikel 2, eerste lid, 8°, van het decreet van 12 november 2021, gedurende een periode gelijk aan of langer dan 28 opeenvolgende dagen, gedurende een maximale periode gelijk aan de periode waarin hij niet langer een niet-werkende werkzoekende is;

3° met periodes bedoeld in artikel 31, § 2, eerste lid, 1°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°.

#### Onderafdeling 3. - E-advies-begeleiding

**Art. 22. § 1.** E-advies-begeleiding op afstand is bedoeld voor elke werkzoekende die dicht of zeer dicht bij de arbeidsmarkt staat en digitaal autonoom is of wiens digitale vaardigheden voldoende kunnen worden verworven door intensieve remediëring, mits deze begint binnen maximaal twee maanden na de datum van toewijzing.

De in lid bedoelde begeleiding wordt uitgevoerd door middel van advies en generieke acties die aan de werkzoekende worden aangeboden via zijn persoonlijke ruimte, waaronder het aanbieden van digitale hulpmiddelen voor het zoeken naar werk.

§ 2. Uiterlijk binnen vier maanden na de toewijzing van de werkzoekende in het kader van het e-advies voert FOREm een evaluatiegesprek op afstand waarin het de behoeften van de werkzoekende analyseert, met name rekening houdend met de verwezenlijking van de in lid 1, tweede alinea, bedoelde generieke acties en zijn autonome stappen om actief naar werk te zoeken.

In afwijking van lid 1 wordt de termijn van vier maanden teruggebracht tot twee maanden wanneer de werkzoekende na digitale begeleiding op afstand overgeschakeld naar een e-advies-begeleiding op afstand.

Onverminderd paragraaf 4 stelt de e-adviseur in overleg met de werkzoekende een overeengekomen stappenplan op voor zijn integratie op de arbeidsmarkt. Het overeengekomen stappenplan omvat autonome stappen voor het actief zoeken naar werk.

§ 3. Onverminderd paragraaf 4 wordt tussen het evaluatiegesprek op afstand en het verstrijken van de maximale duur van de begeleiding op afstand met ondersteuning van een e-adviseur, zoals bepaald in artikel 23, door FOREm ten minste één follow-upgesprek op afstand tussen de werkzoekende en een e-adviseur georganiseerd.

§ 4. Tijdens zijn e-advies-begeleiding op afstand met ondersteuning van een e-adviseur wordt de werkzoekende door FOREm overgeschakeld naar een face-to-face begeleiding, in de volgende gevallen:

1° indien FOREm tijdens een gesprek, bedoeld in het tweede en derde lid, vaststelt dat de werkzoekende niet beschikt over een voldoende mate van digitale autonomie, in de zin van artikel 11, om de in het kader van een begeleiding op afstand omschreven en uitgevoerde acties te ondernemen;

2° indien FOREm er na minstens twee pogingen niet in slaagt de aan een begeleiding op afstand toegewezen werkzoekende te bereiken tijdens het evaluatiegesprek of het follow-upgesprek op afstand;

3° indien FOREm op basis van de informatie waarover hij in het kader van de begeleiding beschikt, niet kan garanderen dat de werkzoekende het in het kader van zijn e-advies-begeleiding op afstand overeengekomen stappenplan heeft uitgevoerd.

**Art. 23.** § 1. De werkzoekende geniet e-advies-begeleiding op afstand gedurende een periode van maximaal acht maanden vanaf de datum van toewijzing aan deze begeleidingsmodaliteit .

In afwijking van lid 1 wordt de termijn van acht maanden teruggebracht tot zes maanden wanneer de werkzoekende na digitale begeleiding op afstand overgeschakeld aan een e-advies-begeleiding.

Na de in lid 1 of 2 bedoelde termijn wordt de werkzoekende overgeschakeld naar een face-to-face begeleiding.

§ 2. In afwijking van § 1 en artikel 22, § 2, kunnen de daarin genoemde termijnen door FOREm worden verlengd:

1° wanneer de werkzoekende in het kader van zijn begeleiding een handeling verricht waarvoor hij krachtens de artikelen 91 tot en met 94 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 is vrijgesteld van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, voor een maximale duur die gelijk is aan de duur van de vrijstelling van beschikbaarheid die de werkzoekende geniet;

2° wanneer de werkzoekende niet langer onbezet is in de zin van artikel 2, eerste lid, 8°, van het decreet van 12 november 2021, gedurende een periode gelijk aan of langer dan 28 opeenvolgende dagen, gedurende een maximale periode gelijk aan de periode waarin hij niet langer een niet-werkende werkzoekende is;

3° met periodes bedoeld in artikel 31, § 2, eerste lid, 1°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°.

#### Onderafdeling 4. Face-to-face begeleiding door een sectorale referentieadviseur

**Art. 24.** De face-to-face begeleiding door een sectorale referentieadviseur is gericht op:

1° de werkzoekende die ver van de arbeidsmarkt staat;

2° de werkzoekende die op zijn verzoek of op initiatief van FOREm van een begeleiding op afstand naar een persoonlijke begeleiding wordt overgeschakeld;

3° een werkzoekende die zeer dicht of dicht bij een baan staat en die niet numeriek zelfstandig is;

4° een werkzoekende die na zes of acht maanden e-advies op afstand zeer dicht bij een baan staat, overeenkomstig artikel 23, § 1, eerste en tweede lid.

De werkzoekende die aan een sectorale begeleiding wordt toegewezen, wordt begeleid door een referentieadviseur die ondersteunende diensten verleent met het oog op zijn integratie en die zorgt voor de follow-up en de coördinatie van zijn volledige begeleidingstraject, waarbij een multidisciplinair team van begeleiders en opleiders kan optreden.

**Art. 25.** De face-to-face begeleiding door een sectorale referentieadviseur heeft tot doel tegemoet te komen aan de behoeften van de werkzoekende, met name op het gebied van :

1° herhalingsstraining om kwalificerende opleidingen te integreren of een functie te integreren ;

2° opleiding ;

3° hulp bij het vestigen van een beroepsproject door middel van een beroepspositionering die rekening houdt met geobjectiveerde vaardigheden;

4° professionele heroriëntatie op dezelfde sector;

5° hulp bij het vinden van een baan, door het vaststellen van doelstellingen en middelen om hen dichterbij de arbeidsmarkt te brengen;

6° validering en certificering van vaardigheden en kwalificaties.

#### Onderafdeling 5. - Face-to-face begeleiding door een referentieadviseur in de socio-professionele begeleiding

**Art. 26.** De face-to-face begeleiding door een referentieadviseur in de socio-professionele begeleiding is gericht op werkzoekenden met een zeer grote afstand tot de arbeidsmarkt, die door FOREm aan deze begeleidingsmodaliteit zijn toegewezen of naar deze overgeschakeld.

De werkzoekende die aan een face-to-face socio-professionele begeleiding wordt toegewezen, wordt begeleid door een referentieadviseur die de werkzoekende ondersteunt en begeleidt met het oog op zijn integratie en die zorgt voor de follow-up en de coördinatie van het hele begeleidingstraject waarin maatschappelijk werkers, psychologen en opleiders kunnen interveniëren.

**Art. 27.** § 1. De face-to-face begeleiding door een referentieadviseur in de socio-professionele begeleiding heeft tot doel een antwoord te bieden op de belangrijkste belemmeringen die de werkzoekende ondervindt met het oog op zijn integratie op de arbeidsmarkt en die verder gaan dan belemmeringen van strikt professionele aard.

De in lid 1 bedoelde steun wordt uitgevoerd door middel van een specifiek dienstenaanbod voor werkzoekenden die zeer ver van de arbeidsmarkt af staan en is gebaseerd op acties in verband met :

1° de gezondheid van de werkzoekende, met name de vaststelling van de geschiktheid of ongeschiktheid voor de uitoefening van een beroep of een opleiding, oriëntatie of het zoeken naar werk door het ondergaan van een medisch onderzoek;

2° zijn sociale situatie, met name acties gericht op het doorbreken van sociaal isolement, het werken aan gezinsproblemen of verslaving, schuldbemiddeling, het vinden van huisvesting vóór uitzetting of voor daklozen, administratieve en juridische bijstand;

3° zijn professionele integratie, met name professionele re-mobilisatie, beroeps- en kwalificatieopleiding, herintegratie door werk, werkervaring, validatie van vaardigheden.

§ 2. Bij de uitvoering van de in lid 1 bedoelde begeleiding steunt FOREm op het dienstenaanbod van derden die gespecialiseerd zijn in de antwoorden op de belemmeringen voor de professionele integratie van de werkzoekende en in de eerste plaats op het dienstenaanbod van de begeleidingspartners.

#### Afdeling 3. - Evaluatiegesprek en follow-upgesprek

**Art. 28.** § 1. Zodra de werkzoekende aan een face-to-face begeleiding wordt toegewezen, organiseert FOREm een eerste face-to-face evaluatiegesprek, uiterlijk binnen vier maanden na de datum van toewijzing.

In afwijking van lid 1 wordt het in lid 1 bedoelde evaluatiegesprek uiterlijk binnen twee maanden na de datum van het overstappen georganiseerd wanneer de werkzoekende, na te zijn toegewezen aan begeleiding op afstand, overgeschakeld naar een face-to-face begeleiding.

§ 2. Tijdens het eerste face-to-face evaluatiegesprek zullen de werkzoekende en zijn referentieadviseur:

1° een evaluatie maken van de beroepssituatie van de werkzoekende, met name om zijn sterke en zwakke punten te bepalen met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt;

2° de behoeften van de werkzoekende en de te verstrekken antwoorden met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt vaststellen;

3° het beroepsproject van de werkzoekende en de opeenvolgende fasen ervan opbouwen en de behoeften van de werkzoekende en de te verstrekken antwoorden met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt vaststellen;

4° in overleg een actieplan opstellen ter bevordering van de socio-professionele integratie van de werkzoekende, overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

Wanneer de werkzoekende begeleiding op afstand heeft gekregen, worden de uitgevoerde acties en de op afstand gevoerde gesprekken gekapitaliseerd tijdens het eerste face-to-face evaluatiegesprek.

**Art. 29.** § 1. Vanaf het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek wordt de werkzoekende regelmatig face-to-face begeleid door FOREm door middel van follow-upgesprekken tussen de referentieadviseur en de werkzoekende.

§ 2. Tijdens elk follow-upgesprek zal de referentieadviseur :

1° met de werkzoekende de evolutie van zijn begeleidingstraject en zijn vooruitgang met betrekking tot zijn sterke en zwakke punten analyseren;

2° de werkzoekende ondersteunen en mobiliseren bij de uitvoering en de geleidelijke evolutie van zijn begeleidingstraject;

3° de uitvoering van het begeleidingstraject en het actieplan evalueren en met de werkzoekende de moeilijkheden die hij eventueel ondervindt, identificeren;

4° met de werkzoekende de analyse van zijn behoeften en de te verstrekken antwoorden in het kader van zijn begeleidingstraject bijwerken;

5° in overleg met de werkzoekende zijn actieplan bevestigen, aanpassen of actualiseren, overeenkomstig de artikelen 34 en 35

§ 3. De referentieadviseur baseert zich gedurende het gehele begeleidingstraject van de werkzoekende op:

1° de uitwisselingen met de werkzoekende tijdens de gesprekken en over de door deze verstrekte informatie, met inbegrip van zijn autonome stappen om actief naar werk te zoeken;

2° de volgende informatie met betrekking tot het begeleidingstraject van de werkzoekende met het oog op zijn integratie in de arbeidsmarkt, waarover FOREm beschikt sinds de inschrijving van de werkzoekende:

a) de gegevens betreffende de verwezenlijking door de werkzoekende van zijn actieplan en, voor werkzoekenden die het statuut hebben van niet-toeleidbaar, in de zin van artikel 27, 19°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 of die een specifiek begeleidingstraject genieten, de gegevens betreffende de voortgang van de samenwerking van de werkzoekende met zijn sociaal assistent;

b) de noodzakelijke en relevante gegevens betreffende het begeleidingstraject van de werkzoekende die via de kruispuntbank van de sociale zekerheid beschikbaar zijn bij de socialezekerheidsinstellingen die de authenticiteit van deze gegevens waarborgen, in uitvoering van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

c) de door FOREm gecentraliseerde gegevens onder de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 4/1, eerste lid, § 1, 6° tot en met 14° en 17° tot en met 19° van het decreet van 6 mei 1999.

§ 4. Bij elk gesprek voert de referentieadviseur een formatieve evaluatie van de werkzoekende uit. Onder formatieve evaluatie wordt verstaan de evaluatie die plaatsvindt tijdens het begeleidingstraject van de werkzoekende en die tot doel heeft:

1° samen met de werkzoekende de belemmeringen en obstakels, van welke aard ook, voor de duurzame integratie van de werkzoekende en hun oorsprong te identificeren;

2° samen met de werkzoekende de evolutie van zijn nabijheid tot de arbeidsmarkt en zijn begeleidingstraject te meten met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt;

3° in overleg met de werkzoekende, mogelijke oplossingen en acties voor te stellen en uit te voeren om de moeilijkheden die hij ondervindt te verhelpen met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt

Wanneer de werkzoekende een verplicht ingeschreven werkzoekende is, zoals bedoeld in artikel 2, 13°, omvat de in het eerste lid bedoelde evaluatie, de evaluatie van zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen, overeenkomstig afdeling 7.

Bij elk vervolgesprek stelt de referentieadviseur, wanneer de werkzoekende een in artikel 2, 13° bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende is, een gespreksverslag op, overeenkomstig artikel 43.

**Art. 30.** Aan het einde van het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek of van elk follow-upgesprek als bedoeld in artikel 29, wordt de werkzoekende meegedeeld dat hij zal worden uitgenodigd voor een nieuw follow-upgesprek waarin de referentieadviseur een formatieve evaluatie maakt van het begeleidingstraject van de werkzoekende en de uitvoering van het tijdens het vorige gesprek opgestelde actieplan.

**Art. 31.** § 1. De follow-upgesprekken worden door FOREm georganiseerd binnen een periode van ten minste drie tot zes maanden na het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek of na het laatste follow-upgesprek als bedoeld in artikel 29.

In afwijking van het eerste lid en van artikel 28, § 1, kunnen de daarin genoemde termijnen door FOREm worden verlengd:

1° wanneer de werkzoekende in het kader van zijn begeleiding een handeling verricht waarvoor hij krachtens de artikelen 91 tot en met 94 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 is vrijgesteld van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, voor een maximale duur die gelijk is aan de duur van de vrijstelling van beschikbaarheid die de werkzoekende geniet;

2° wanneer de werkzoekende niet langer onbezet is in de zin van artikel 2, eerste lid, 8°, van het decreet van 12 november 2021, gedurende een periode gelijk aan of langer dan 28 opeenvolgende dagen, gedurende een maximale periode gelijk aan de periode waarin hij niet langer een niet-werkende werkzoekende is;

3° met periodes waarin de begeleiding wordt geschorst, zoals bedoeld in § 2.

§ 2. De begeleiding van de werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, kan worden geschorst gedurende de volgende periodes:

1° de periode waarin de werkzoekende niet als zodanig bij FOREm is ingeschreven;

2° de periode waarin de procedure voor de controle op de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende die een specifiek begeleidingstraject volgt, wordt opgeschort overeenkomstig de artikelen 36/3, § 1, of 58/3, § 3, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de periode gedurende welke de procedure van controle op actieve beschikbaarheid niet van toepassing is op een verplicht ingeschreven werkzoekende die erkend wordt als zonder verdienvermogen, bedoeld in artikel 36/2, tweede lid, of artikel 58/2, vierde lid, van het decreet van 25 november 1991;

4° de periode waarin de procedure voor de controle op de actieve beschikbaarheid niet van toepassing is op de verplicht ingeschreven werkzoekende die zwanger is of pas bevallen is overeenkomstig artikel 58/3, § 7, van het decreet van 25 november 1991 gedurende de periode van drie maanden vóór de vermoedelijke of werkelijke bevallingsdatum en gedurende de 4 maanden die volgen op de werkelijke bevallingsdatum;

5° de periode gedurende welke de procedure van controle op actieve beschikbaarheid niet van toepassing is op de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, b), die zwanger is of pas bevallen is tijdens de periodes van moederschapsbescherming bedoeld in artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971;

6° de periode gedurende welke de verplicht ingeschreven werkzoekende geniet van een vrijstelling van beschikbaarheid verleend door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, ingesteld bij artikel 7 van het besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, in het kader van zijn vaardigheden;

7° de periode gedurende welke de in artikel 2, 13°, b) bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende een voltijdse studie volgt die zijn stage voor inschakeling in het arbeidsproces ongeldig maakt voordat hij in aanmerking komt voor een inschakelingsuitkering;

8° de periode gedurende welke de verplicht ingeschreven werkzoekende meer dan een maand arbeidsongeschikt is in de zin van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering tegen ziekte of invaliditeit;

9° de periode waarin de procedure voor de controle op de actieve beschikbaarheid wordt opgeschort overeenkomstig artikel 58/3, § 6, van het koninklijk besluit van 25 november 1991;

10° de periode gedurende welke de procedure voor het nagaan van de actieve beschikbaarheid van een werkzoekende die als niet-toeleidbaar is erkend in de zin van artikel 27, 19°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 wordt opgeschort krachtens artikel 58/3, §4bis, van hetzelfde koninklijk besluit.

De werkzoekende die geconfronteerd wordt met een situatie waarin zijn begeleiding wordt geschorst, kan verzoeken zijn begeleiding niet op te schorten. In dat geval worden de modaliteiten en de frequentie van de begeleiding voor de betrokken periode overeengekomen tussen de werkzoekende en zijn referentieadviseur.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, en artikel 28, § 1, zijn de daarin bedoelde termijnen niet van toepassing op:

1° de verplicht ingeschreven werkzoekenden die onderworpen is aan een verplichting van aangepaste beschikbaarheid;

2° de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, die geniet van een aangepaste begeleiding in de zin van de artikelen 36/3, § 2, of 58/3, § 4, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 gedurende de periode waarin de procedure van toezicht op de actieve beschikbaarheid niet op hem van toepassing is.

In de in lid 1 bedoelde gevallen:

1° wordt de frequentie van de gesprekken aangepast volgens de modaliteiten die tussen de referentieadviseur en de werkzoekende zijn overeengekomen, met inachtneming van de verplichtingen van FOREm om de werkzoekende begeleiding te bieden als bedoeld in het eerste lid, 1° of 2°;

2° wordt de inhoud van de gesprekken, bedoeld in de artikelen 28, § 2, en 29, §§ 2 en 4, aangepast aan de situatie van de personen, bedoeld in het eerste lid, 1° of 2°.

**Art. 32.** § 1. Gedurende de gehele face-tot-face begeleiding is de werkzoekende, behoudens geldige reden, verplicht het evaluatiegesprek en de follow-upgesprekken waarvoor hij door FOREm wordt opgeroepen, bij te wonen op de datum, het tijdstip en de plaats die in de oproeping zijn vastgesteld.

In de uitnodiging voor het gesprek wordt de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende door FOREm geïnformeerd over de redenen van zijn afwezigheid en over de gevolgen van zijn afwezigheid zonder geldige reden.

§ 2. De werkzoekende wordt per gewone post uitgenodigd voor het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek of voor de in artikel 29 bedoelde follow-upgesprekken.

Het in lid 1 bedoelde gesprek vindt ten vroegste plaats op de zevende dag na de verzending van de oproeping.

Lid 2 is niet van toepassing wanneer de datum van het gesprek met de werkzoekende is overeengekomen.

In geval van afwezigheid van de werkzoekende bij het in lid 1 bedoelde evaluatiegesprek of het follow-upgesprek, gerechtvaardigd uiterlijk binnen vijf werkdagen na het gesprek waaraan de werkzoekende niet heeft deelgenomen, door een door FOREm aanvaarde geldige reden, wordt de werkzoekende door FOREm overeenkomstig lid 1 opnieuw opgeroepen.

In geval van afwezigheid van de werkzoekende bij het in lid 1 bedoelde evaluatiegesprek of het follow-upgesprek, niet-gerechtvaardigd uiterlijk binnen vijf werkdagen na het gesprek waaraan de werkzoekende niet heeft deelgenomen, door een door FOREm aanvaarde geldige reden, wordt de werkzoekende door FOREm per aangetekende brief opnieuw opgeroepen. Het gesprek vindt ten vroegste plaats op de eenentwintigste dag na de aangetekende verzending van de oproeping.

FOREm kan afwijken van de toepassing van de in lid 5 bedoelde aangetekende brief, wanneer de werkzoekende geen verplicht ingeschreven werkzoekende is, zoals bedoeld in artikel 2, 13°.

Onverminderd paragraaf 3 wordt na een oproeping bij aangetekende brief, als bedoeld in lid 5, ongeacht de aan- of afwezigheid, met of zonder geldige reden, van de werkzoekende bij het gesprek waarvoor hij bij aangetekende brief is opgeroepen, de volgende oproeping van de werkzoekende verzonden, overeenkomstig lid 1.



§ 3. In afwijking van paragraaf 2, zevende lid, wordt de werkzoekende, indien hij overeenkomstig paragraaf 2 tweemaal per aangetekende brief is opgeroepen, systematisch per aangetekende brief opgeroepen voor de volgende gesprekken, die ten vroegste plaatsvinden op de eenentwintigste dag na de verzending van de oproeping, totdat de referentieadviseur van oordeel is dat opnieuw gebruik kan worden gemaakt van een terugzending van de oproeping per gewone brief, voorafgaand aan de aangetekende brief.

§ 4. Wanneer de werkzoekende afwezig is bij het in artikel 28 bedoelde evaluatiegesprek of bij het in artikel 29 bedoelde follow-upgesprek, wordt hij overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 zo spoedig mogelijk door FOREm opgeroepen voor een gesprek dat uiterlijk twee maanden na de datum van het gesprek tijdens hetwelk de werkzoekende afwezig was, plaatsvindt.

§ 5. Wanneer de werkzoekende zijn gsm-nummer heeft meegedeeld, zendt FOREm, naast de in de paragrafen 1 tot 4 bedoelde oproeping, naar dit nummer een bericht met de informatie uit de per gewone of aangetekende brief verzonden oproeping.

**Art. 33.** Voor de toepassing van artikel 32 wordt onder geldige reden verstaan: de afwezigheid van de werkzoekende, die voortvloeit uit omstandigheden buiten zijn wil, zonder dat er sprake hoeft te zijn van dwingende redenen, mits deze worden gestaafd door geloofwaardige en controleerbare documenten waarmee de aangevoerde geldige reden kan worden aangetoond, volgens de door FOREm vastgestelde modaliteiten.

In de loop van de face-to-face begeleiding kan de werkzoekende eenmalig, zonder het bewijs van een geldige reden te moeten leveren, zijn afwezigheid rechtvaardigen bij een evaluatie- of follow-upgesprek waarvoor hij door FOREm wordt opgeroepen.

#### Afdeling 4. - Actieplan

**Art. 34.** Tijdens het evaluatiegesprek en elk follow-upgesprek stelt de referentieadviseur een actieplan op in overleg met de werkzoekende, die nauw wordt betrokken bij de opstelling en de uitwerking ervan, teneinde zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt te bevorderen.

Het in lid 1 bedoelde actieplan is progressief en aangepast aan de situatie van de werkzoekende en aan zijn ontwikkeling tijdens de begeleiding. Het houdt rekening met :

1° de uitwisselingen tussen de referentieadviseur en de werkzoekende tijdens het evaluatiegesprek bedoeld in artikel 28, de follow-upgesprekken bedoeld in artikel 29 en de coaching- en begeleidingsgesprekken bedoeld in artikel 36 ;

2° de acties van de werkzoekende in het kader van zijn begeleiding en de evolutie van zijn begeleidingstraject;

3° de beroepsaspiraties van de werkzoekende, zijn beroepspositionering en zijn mate van robuustheid voor de beroepen waarop hij wordt gepositioneerd;

4° de realiteit van de arbeidsmarkt omvat met name de mogelijkheden die de arbeidsmarkt biedt voor de beroepen waarop de werkzoekende is gepositioneerd;

5° 5° de numerieke autonomie van de werkzoekende;

6° de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt van de werkzoekende;

7° de capaciteiten van de werkzoekende om de haalbaarheid van het actieplan te verzekeren, rekening houdend met de persoonlijke situatie van de werkzoekende, zijn profiel, de geschiktheden of ongeschiktheden waarvoor FOREm een medisch advies heeft en de beschikbare diensten.

Wanneer de werkzoekende een in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende is, wordt het actieplan opgesteld rekening houdend met zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid. Het omvat de autonome stappen van het actief zoeken naar werk.

Wanneer de werkzoekende ver of zeer ver van de arbeidsmarkt staat, geeft FOREm in het actieplan prioriteit aan acties die de grootste belemmeringen voor de werkzoekende kunnen wegnemen en die de kans op duurzame integratie van de werkzoekende op de arbeidsmarkt aanzienlijk verkleinen.

**Art. 35.** § 1. Wanneer de werkzoekende een in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende is, legt de referentieadviseur na afloop van het evaluatiegesprek, bedoeld in artikel 28, of elk follow-upgesprek, bedoeld in artikel 29, het overeenkomstig artikel 34 opgestelde actieplan ter ondertekening aan de werkzoekende voor.

De verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, kan vóór de ondertekening van het actieplan zijn opmerkingen over de inhoud van het actieplan schriftelijk kenbaar maken in het desbetreffende onderdeel van het actieplan. Indien de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende moeilijkheden heeft om zijn opmerkingen op te schrijven, kan de referentieadviseur ze voor hem overschrijven in het daartoe bestemde deel van het actieplan.

Door ondertekening van het actieplan erkent de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, de ontvangst van de inhoud ervan.

Het actieplan wordt in tweevoud opgesteld, gedateerd en ondertekend door de in artikel 2, 13°, verplicht ingeschreven werkzoekende.

Na afloop van het gesprek wordt één exemplaar toegezonden aan de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°. Het andere exemplaar wordt bewaard door FOREm en wordt gekapitaliseerd in het unieke dossier van de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende.

§ 2. Indien de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, weigert het actieplan voor ontvangst te ondertekenen, registreert de referentieadviseur het ontbreken van een handtekening op het actieplan en vermeldt hij in voorkomend geval de reden die de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, daarvoor opgeeft.

De referentieadviseur deelt de verplicht ingeschreven werkzoekende mee dat het actieplan dat hij weigert te ondertekenen voor ontvangstbevestiging hem per aangetekende post zal worden toegezonden en dat de referentieadviseur bij het volgende follow-upgesprek zal toezien op de uitvoering van de acties waarin het per aangetekende post toegezonden actieplan voorziet.

§ 3. Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, weigert mee te werken aan de voorgestelde begeleiding, stelt FOREm hem voor een document te ondertekenen waarmee hij met kennis van zaken verklaart dat hij niet door FOREm wenst te worden begeleid.

FOREm informeert de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, over de gevolgen van de ondertekening van het document met betrekking tot zijn verplichtingen inzake beschikbaarheid op de arbeidsmarkt.

Wanneer de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, het document, bedoeld in het eerste lid, ondertekent, eindigt de begeleiding van de werkzoekende tot de werkzoekende het initiatief neemt om een nieuwe begeleiding bij FOREm aan te vragen.

Wanneer de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, weigert het document, bedoeld in het eerste lid, te ondertekenen en daarbij zijn weigering om mee te werken aan de uitwerking van zijn begeleidingstraject handhaaft, wordt het actieplan, zonder overleg, uitgewerkt door de referentieadviseur.

Het actieplan, bedoeld in het vierde lid, wordt overeenkomstig het eerste lid ter ondertekening voorgelegd aan de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°. Indien de werkzoekende weigert het in het vierde lid bedoelde actieplan te ondertekenen, wordt het overeenkomstig paragraaf 2, tweede lid, toegezonden aan de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende.

#### Afdeling 5. - Coaching- en ondersteuningsgesprek

**Art. 36.** Coaching- en ondersteuningsgesprekken kunnen te allen tijde door FOREm worden georganiseerd, op eigen initiatief of op initiatief van de werkzoekende.

Coaching- en ondersteuningsgesprekken hebben tot doel :

1° het begeleidingsproces goed te laten verlopen, de werkzoekende te ondersteunen en te mobiliseren in zijn begeleidingsproces en in de realisatie van zijn actieplan;

2° de werkzoekende te adviseren bij de uitvoering van zijn begeleiding, met name wat betreft de moeilijkheden die hij ondervindt bij de uitvoering van zijn actieplan;

3° specifieke individuele of groepsondersteuning te verstrekken, met name op het gebied van het zoeken naar werk, zoals het schrijven van een curriculum vitae, het verstrekken van informatie over banen en het voorbereiden van sollicitatiegesprekken.

Coaching- en begeleidingsgesprekken kunnen digitaal, telefonisch of persoonlijk plaatsvinden, volgens de door FOREm bepaalde modaliteiten, afhankelijk van de digitale autonomie van de werkzoekende.

**Art. 37.** Tussen het evaluatiegesprek en het follow-upgesprek en tussen elk follow-upgesprek wordt door de referentieadviseur van de werkzoekende ten minste één coaching- en begeleidingsgesprek georganiseerd.

Binnen de perken van de beschikbare personele middelen organiseert FOREm regelmatigere begeleidings- en follow-upgesprekken voor werkzoekenden die ver van de arbeidsmarkt af staan en in het bijzonder voor werkzoekenden die zeer ver van de arbeidsmarkt af staan.

#### Afdeling 6. – Vrijstellingen.

**Art. 38.** FOREm beoordeelt de relevantie van het opleidings-, studie- of stageproject van de werkzoekende die in het kader van zijn begeleiding een vrijstelling vraagt van de toepassing van de artikelen 51, § 1, tweede lid, 3° tot 6°, 56 en 58 van het koninklijk besluit van 25 november 1991.

**Art. 39.** De evaluatie van de relevantie van het opleidings-, studie- of stageproject, bedoeld in artikel 38, vindt plaats aan de hand van de volgende analysecriteria:

1° de beroepsaspiraties van de werkzoekende en de perceptie van het beroep waarop de hervatting van studies, opleiding of stage gericht is;

2° de door FOREm geobjectiveerde vaardigheden en competenties van de werkzoekende;

3° de eerder door de werkzoekende behaalde diploma's en getuigschriften van studies, opleidingen of werkervaring;

4° eerdere beroepservaringen;

5° de mogelijkheden tot duurzame integratie op de arbeidsmarkt in verband met het project van hervatting van studie, opleiding of stage.

Studies, opleidingen of stages die leiden tot een tekort aan banen of een kritische functie en alternerende opleidingen worden voor de toepassing van het eerste lid, 5°, geacht mogelijkheden te bieden voor duurzame integratie op de arbeidsmarkt.

**Art. 40.** Wanneer FOREm besluit dat de opleiding, de studie of het stageproject relevant is in het kader van coaching en oplossingsgerichte begeleiding, wordt geacht dat onwettigbaar is voldaan aan de voorwaarden voor het verlenen van vrijstellingen van beschikbaarheid die bedoeld zijn in:

- artikel 92, § 1, tweede lid, van het besluit van 25 november 1991;

- artikel 93, § 1, eerste lid, 1°, 4°, 5° en 6° van hetzelfde decreet, op voorwaarde dat de studies worden georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door een gemeenschap;

- artikel 94, § 4, tweede lid, 3°, van hetzelfde besluit;

- artikel 94, § 6, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit.

#### Afdeling 7. - Evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende

##### Onderafdeling 1. - Algemeen

**Art. 41.** § 1. Wanneer de werkzoekende een verplicht ingeschreven werkzoekende is, zoals bedoeld in artikel 2, 13°, beoordeelt de referentieadviseur in het kader van de formatieve evaluatie, bedoeld in artikel 29, § 4, bij elk follow-upgesprek, bedoeld in artikel 29, de naleving van zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde evaluatie wordt uitgevoerd door FOREm, op basis van de gegevens bedoeld in artikel 29, § 3, op basis van de analyse van de vervulling door de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, van zijn actieplan.

Indien de referentieadviseur vaststelt dat de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende alle acties zoals opgenomen in het actieplan heeft voltooid, is het resultaat van de evaluatie van de werkzoekende, bedoeld in het eerste lid, positief.

Wanneer de werkzoekende niet alle acties, zoals voorzien in het actieplan, heeft voltooid, beoordeelt de referentieadviseur de naleving van de actieve beschikbaarheidsverplichtingen van de werkzoekende door rekening te houden met :

1° de uitgevoerde acties, zoals voorzien in het actieplan van de werkzoekende, in voorkomend geval rekening houdend met de door de referentieadviseur als prioritair aangemerkte acties met het oog op de duurzame integratie van de werkzoekende op de arbeidsmarkt ;

2° de door de werkzoekende buiten zijn actieplan ondernomen relevante stappen, met inbegrip van zijn autonome stappen om werk te zoeken, met het oog op zijn duurzame integratie op de arbeidsmarkt.

**Art. 42.** § 1. Het resultaat van de formatieve evaluatie van de actieve beschikbaarheid, bedoeld in artikel 41, wordt door de referentieadviseur vastgesteld en tijdens het follow-upgesprek aan de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, meegedeeld. Het wordt overeenkomstig artikel 43 in het verslag van het onderhoud opgenomen.

§ 2. Indien het resultaat van de formatieve evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), positief is, worden zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen automatisch geacht te zijn vervuld.

Wanneer de werkzoekende een jonge verplicht ingeschreven werkzoekende is, bedoeld in artikel 2, 13°, b), neemt het positieve resultaat van de formatieve evaluatie van zijn actieve beschikbaarheid de vorm aan van een gunstig advies van de referentieadviseur over de naleving door de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, b), van zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen. Het gunstige advies wordt meegedeeld aan de controledienst.

§ 3. Wanneer de referentieadviseur op basis van de begeleiding, overeenkomstig artikel 41, niet zonder meer kan oordelen dat de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, voldoet aan zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, verandert de formatieve evaluatie van zijn actieve beschikbaarheid van een niet-geformaliseerde formatieve evaluatie in een geformaliseerde formatieve evaluatie, overeenkomstig de artikelen 45 tot en met 48.

**Art. 43.** Bij elk follow-upgesprek stelt de referentieadviseur een gespreksverslag op over de formatieve evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°.

De referentieadviseur vermeldt in het in het eerste lid bedoelde gespreksverslag zijn bevindingen over de in de artikelen 41, 45, § 2 of 47, § 2, bedoelde evaluatie in het bijzonder met betrekking tot de uitvoering van het actieplan van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°.

Het gespreksverslag vermeldt het resultaat van de in het eerste lid bedoelde evaluatie, en informeert de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, over de gevolgen van dit resultaat voor het proces van formatieve evaluatie van de naleving van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid.

De in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende wordt er in het gespreksverslag tevens schriftelijk op gewezen dat hij zich moet blijven inspannen om aan zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen te voldoen en dat deze in een later follow-upgesprek zullen worden beoordeeld.

Het in het eerste lid bedoelde gespreksverslag wordt na afloop van het gesprek aan de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende overhandigd en voor ontvangst ondertekend. Indien hij weigert het gespreksverslag te ondertekenen, zendt de referentieadviseur het hem per aangetekende post toe.

**Art. 44.** FOREm stelt de uitbetalingsinstelling, bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 25 november 1991, of de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen, bedoeld in artikel 18 van hetzelfde koninklijk besluit, waarbij de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, in voorkomend geval is aangesloten, in kennis van het overstappen van deze laatste naar een geformaliseerde formatieve evaluatie, alsook van zijn al dan niet voortzetting in een geformaliseerde formatieve evaluatie.

De in lid 1 bedoelde uitwisseling van gegevens vindt plaats overeenkomstig de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

#### Onderafdeling 2. Geformaliseerde formatieve evaluatie

**Art. 45.** § 1. Bij het follow-upgesprek, bedoeld in artikel 41, waarbij de referentieadviseur op basis van de begeleiding, overeenkomstig artikel 41, § 2, niet zonder meer kan oordelen dat de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, voldoet aan zijn in artikel 42, § 3, bedoelde actieve beschikbaarheidsverplichtingen, stelt de referentieadviseur een formeel actieplan op, volgens dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor het actieplan, overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

§ 2. Bij het follow-upgesprek volgend op het follow-upgesprek waarin de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, overgaat naar een geformaliseerde formatieve evaluatie, beoordeelt de referentieadviseur opnieuw de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende.

In afwijking van artikel 31 wordt het in lid 1 bedoelde follow-upgesprek georganiseerd binnen minimaal drie en maximaal vier maanden na het in lid 1 bedoelde follow-upgesprek.

De in lid 1 bedoelde evaluatie wordt uitgevoerd door FOREm, op basis van de informatie bedoeld in artikel 29, § 3, op basis van de analyse van de vervulling door de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, van zijn formeel actieplan, volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 41, § 2, tweede en derde lid.

**Art. 46.** § 1. Het resultaat van de in artikel 45, lid 2, bedoelde evaluatie wordt vastgesteld door de referentieadviseur en opgenomen in het in artikel 43 bedoelde gespreksverslag.

§ 2. Indien het resultaat van de in artikel 45, lid 2, bedoelde evaluatie positief is, worden de in artikel 2, lid 13, bedoelde verplichtingen inzake de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende automatisch geacht te zijn vervuld. Het proces van formatieve evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, wordt voortgezet overeenkomstig artikel 41 in het kader van een niet-geformaliseerde formatieve evaluatie. De referentieadviseur en de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, stellen tijdens het follow-upgesprek bedoeld in artikel 45, § 2, een actieplan op overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde werkzoekende een in artikel 2, 13°, b), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende is, neemt het positieve resultaat, bedoeld in het eerste lid, de vorm aan van een gunstig advies van de referentieadviseur over de vraag of de in artikel 2, 13°, b), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, aan zijn actieve beschikbaarheidsverplichtingen heeft voldaan. Het gunstige advies wordt meegedeeld aan de controledienst.

§ 3. Wanneer de referentieadviseur na de in artikel 45, § 2, bedoelde evaluatie niet zonder meer kan oordelen dat de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, voldoet aan zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, wordt de evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de werkzoekende voortgezet in het kader van een geformaliseerde formatieve evaluatie, overeenkomstig de artikelen 47 en 48.

In afwijking van het eerste lid wordt de evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de werkzoekende, wanneer hij een verplicht ingeschreven werkzoekende is, zoals bedoeld in artikel 2, 13°, b), voortgezet in het kader van een geformaliseerde formatieve evaluatie, overeenkomstig artikel 45 en dit artikel.

**Art. 47. § 1.** Tijdens het follow-upgesprek, bedoeld in artikel 45, § 2, waarin de referentieadviseur op basis van de begeleiding, overeenkomstig artikel 41, § 2, niet zonder meer kan oordelen dat de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende voldoet aan zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, bedoeld in artikel 46, § 3, eerste lid, stelt de referentieadviseur een formeel eindactieplan op, volgens dezelfde modaliteiten als die welke gelden voor het actieplan, overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

§ 2. Tijdens het follow-upgesprek volgend op het in § 1 bedoelde follow-upgesprek beoordeelt de referentieadviseur opnieuw de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende.

In afwijking van artikel 31 wordt het in lid 1 bedoelde follow-upgesprek georganiseerd binnen minimaal drie en maximaal vier maanden na het in lid 1 bedoelde follow-upgesprek.

De in lid 1 bedoelde evaluatie wordt uitgevoerd door FOREm, op basis van de informatie bedoeld in artikel 29, § 3, op grond van de analyse van de vervulling door de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), van zijn formeel actieplan, volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 41, § 2, tweede en derde lid.

**Art. 48. § 1.** Het resultaat van de in artikel 47, § 2, bedoelde evaluatie wordt door de referentieadviseur meegegeeld aan de in artikel 2, punt 13, onder a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende en opgenomen in het in artikel 43 bedoelde gespreksverslag.

§ 2. Wanneer het resultaat van de in artikel 47, lid 2, bedoelde evaluatie positief is, wordt automatisch aangenomen dat aan de in artikel 2, 13°, onder a), bedoelde actieve beschikbaarheidsverplichtingen van de verplicht ingeschreven werkzoekende is voldaan. De evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende wordt voortgezet overeenkomstig artikel 41 in het kader van een niet-geformaliseerde formatieve evaluatie.

De referentieadviseur en de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a) stellen tijdens het follow-upgesprek bedoeld in artikel 47, § 2, een actieplan op overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

§ 3. Wanneer de referentieadviseur na de in artikel 45, § 2, bedoelde evaluatie niet zonder meer kan oordelen dat de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), voldoet aan zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid overeenkomstig het eerste lid, wordt het dossier van de in artikel 2, 13°, a) bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende naar de controledienst gestuurd.

#### Onderafdeling 3. - Verzoek om wijziging van het formeel eindactieplan

**Art. 49. § 1.** Wanneer een formeel eindactieplan is opgesteld, kan de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende binnen vijftien dagen na het opvolgingsgesprek waarin het formeel eindactieplan is overeengekomen, een verzoek tot wijziging van zijn formeel eindactieplan indienen.

Het verzoek tot wijziging wordt door de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), schriftelijk ingediend bij zijn referentieadviseur.

In afwijking van lid 2 kan de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende die moeilijkheden ondervindt met de schriftelijke procedure voor het aanvragen van wijzigingen in het formeel eindactieplan, zijn wijzigingsverzoek binnen de in lid 1 bedoelde termijn mondeling aan zijn referentieadviseur meedelen.

§ 2. Bij de aanvraag van een wijziging als bedoeld in het eerste lid, geeft de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), de redenen aan waarom hij meent dat alle of een deel van de acties waarvoor een wijziging wordt gevraagd, niet aangepast zijn aan zijn situatie of relevantie missen in het kader van zijn begeleidings- en oplossingsgericht begeleidingstraject.

§ 3. Wanneer het verzoek niet binnen de in paragraaf 1 bedoelde termijn wordt ingediend, wordt het verzoek niet-ontvankelijk verklaard.

**Art. 50.** Wanneer het verzoek binnen de in artikel 49, lid 1, bedoelde termijn wordt ingediend, gaat de adviseur na of de door de verplicht ingeschreven werkzoekende aangevoerde elementen als bedoeld in artikel 2, punt 13, onder a), een wijziging van zijn formeel eindactieplan rechtvaardigen.

In het geval van een verzoek uit hoofde van artikel 49 wordt de periode tussen de in artikel 47 bedoelde opvolgingsgesprekken onderbroken tot de kennisgeving van de beslissing over de wijziging van het formeel eindactieplan.

In geval van overeenstemming deelt de referentieadviseur de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende binnen zeven dagen na ontvangst van het verzoek tot wijziging per aangetekend schrijven zijn positieve beslissing mee, alsmede het gewijzigde formele eindactieplan, waarbij hij hem mededeelt dat dit laatste tijdens het volgende vervolgesprek zal worden opgevolgd.

Indien de referentieadviseur het er niet mee eens is, richt hij het verzoek tot wijziging binnen 15 dagen na ontvangst aan de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie van het rechtsgebied waar de referentieadviseur zijn functie uitoefent of aan zijn afgevaardigde.

Binnen dezelfde termijn als bepaald in het vierde lid, brengt de referentieadviseur de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende per aangetekend schrijven op de hoogte van de toezending van zijn aanvraag aan de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde.

De in lid 5 bedoelde mededeling bevat ten minste de volgende informatie:

1° de redenen waarom de referentieadviseur het niet eens is met het verzoek tot wijziging van het formeel eindactieplan;

2° de mogelijkheid voor de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a) om gehoord te worden door de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde alvorens deze beslist over het verzoek tot wijziging;

3° de modaliteiten volgens welke hij de "FOREm" in kennis moet stellen van zijn wens om door de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde te worden gehoord.

**Art. 51.** § 1. In het geval bedoeld in artikel 50, vierde lid, analyseert de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde het verzoek tot wijziging op basis van het schriftelijke dossier dat de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), aan de referentieadviseur heeft toegezonden.

Binnen 14 dagen na de toezending van het verzoek tot wijziging bedoeld in artikel 50, vierde lid, neemt de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde een beslissing en deelt hij deze per aangetekende brief mee aan de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a).

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende binnen 7 dagen na de mededeling bedoeld in artikel 50, vijfde lid, verzoeken te worden gehoord door de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde. In dat geval wordt de in artikel 2, 13°, a) bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende per aangetekende brief opgeroepen voor een onderhoud met de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde, dat ten vroegste op de vijftiende dag na de verzending van de oproeping voor het gehoor wordt gepland. De werkzoekende kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door zijn bewindvoerder of zelf of door een advocaat of een afgevaardigde van een door een werknemersvertegenwoordiging opgerichte particuliere betalingsinstelling.

De adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde neemt een beslissing en deelt deze per aangetekend schrijven mee aan de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, binnen 7 dagen na zijn verhoor.

Indien de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende uiterlijk binnen 5 werkdagen na de hoorzitting niet aanwezig is op de in lid 1 bedoelde hoorzitting, gerechtvaardigd door een geldige reden in de zin van artikel 33, die door FOREm wordt aanvaard, wordt hij per aangetekend schrijven uitgenodigd voor een nieuwe hoorzitting.

Indien de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende binnen 5 werkdagen na de hoorzitting niet aanwezig is op de in lid 1 bedoelde hoorzitting, zonder dat daar een door FOREm aanvaarde reden voor is, wordt hij niet uitgenodigd voor een nieuwe hoorzitting en neemt de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde binnen 7 dagen na de datum van de gemiste hoorzitting een beslissing zonder hem te horen.

Indien de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), na de tweede oproeping per aangetekende brief, bedoeld in het derde lid, niet op de hoorzitting verschijnt, ongeacht of zijn afwezigheid al dan niet gerechtvaardigd is, wordt hij niet opgeroepen voor een nieuwe hoorzitting en neemt de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde een beslissing zonder hem te horen, binnen 7 dagen na de datum van de gemiste hoorzitting.

§ 3. De mededeling van het in paragraaf 1, tweede lid, of in paragraaf 2, tweede, vierde of vijfde lid, bedoelde beslissing omvat de toezending van het formeel eindactieplan, ongewijzigd of gewijzigd ten gevolge van de beslissing van de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie of zijn afgevaardigde.

#### Onderafdeling 4. - Overdracht aan de controledienst en gevolgen voor de begeleiding

**Art. 52.** Het dossier van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), wordt pas na afloop van de in de artikelen 45 tot en met 48 bedoelde formele procedure aan de controledienst toegezonden, teneinde na te gaan of hij actief beschikbaar is.

**Art. 53.** In afwijking van artikel 52, indien de referentieadviseur ten vroegste in de tiende maand van de jaarlijkse beoordelingsperiode van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), na ten minste drie al dan niet opeenvolgende, al dan niet gerechtvaardigde afwezigheden bij het beoordelingsgesprek of de opvolgingsgesprekken vaststelt dat hij niet over voldoende gegevens beschikt om de actieve beschikbaarheid van de werkzoekende te beoordelen, zendt hij het dossier door naar de controledienst.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt een afwezigheid geteld wanneer de in artikel 2, 13°, a) bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende al dan niet terecht afwezig is

In afwijking van het tweede lid wordt slechts één afwezigheid geteld wanneer de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende bij twee opeenvolgende oproepingen al dan niet gemotiveerd afwezig is.

**Art. 54.** § 1. Indien het dossier van de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende overeenkomstig de artikelen 52 en 53 aan de controledienst wordt overgedragen, wordt het proces van evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende voortgezet overeenkomstig de artikelen 41 en 42 in het kader van een niet-geformaliseerde formatieve evaluatie. De referentieadviseur en de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a) stellen tijdens het opvolgingsgesprek bedoeld in artikel 47, § 2, een actieplan op overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

§ 2. Voor de toepassing van het eerste lid, vanaf de toezending van het dossier van de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), aan de controledienst, overeenkomstig de artikelen 52 en 53 en tot de controledienst een positieve evaluatiebeslissing van de actieve beschikbaarheid aan de verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, a), meedeelt of zijn dossier ongeschikt of onontvankelijk verklaart overeenkomstig artikel 16, §§ 2 en 3, van het decreet van 21 december 2022:

1° in afwijking van artikel 42, § 2, eerste lid, in geval van een positieve beoordeling door de referentieadviseur van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a), tijdens de opvolgingsgesprekken na de overdracht van diens dossier aan de controledienst, neemt de positieve beoordeling van de referentieadviseur de vorm aan van een gunstig advies over de naleving door de verplicht ingeschreven werkzoekende bedoeld in artikel 2, 13°, a), van zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid, dat aan de controledienst wordt meegedeeld ;

2° in afwijking van artikel 42, § 3, wanneer de referentieadviseur niet automatisch kan oordelen dat de in artikel 2, 13°, a), bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende zijn verplichtingen inzake actieve beschikbaarheid nakomt tijdens het opvolgingsgesprek na de overdracht van zijn dossier aan de controledienst, blijft de formatieve beoordeling van de actieve beschikbaarheid van de werkzoekende ongeformaliseerd.

## Afdeling 8. - Opschorting van de begeleiding.

**Art. 55.** Deze afdeling is van toepassing op de werkzoekende die noch een verplicht ingeschreven werkzoekende is, bedoeld in artikel 2, 13°, noch een verplicht ingeschreven werkzoekende die onderworpen is aan de verplichting van aangepaste beschikbaarheid.

FOREm kan de ondersteuning van de in lid 1 bedoelde werkzoekende opschorten in de volgende gevallen:

1° de werkzoekende werkt onvoldoende mee aan het door FOREm voorgestelde begeleidingstraject of weigert zich te laten begeleiden;

2° in geval van afwezigheid van de werkzoekende bij het evaluatiegesprek of het opvolgingsgesprek waarvoor hij is opgeroepen, niet gerechtvaardigd door een geldige reden die door FOREm wordt aanvaard binnen de 5 werkdagen na de datum van het gesprek.

**Art. 56. § 1.** In het geval bedoeld in artikel 55, tweede lid, 1°, stelt de "FOREm" de werkzoekende in kennis van een beslissing tot opschorting van de steun onder opschortende voorwaarde en nodigt hij de werkzoekende uit om binnen vijftien dagen schriftelijk zijn argumenten voor te leggen indien hij meent dat de opschorting niet gerechtvaardigd is.

De werkzoekende beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de in lid 1 bedoelde mededeling om zijn argumenten schriftelijk naar voren te brengen of te verzoeken om te worden gehoord door de referentieadviseur.

Na afweging van de eventuele opmerkingen van de werkzoekende, verzameld in hoorzitting of schriftelijk, deelt FOREm zijn beslissing aan de werkzoekende mee.

Indien de werkzoekende binnen de in lid 2 bedoelde termijn geen argumenten aanvoert en niet verzoekt om te worden gehoord, wordt de opschortende voorwaarde van de opschorting van de ondersteuning opgeheven en treedt de opschorting van de ondersteuning van rechtswege in werking.

§ 2. Wanneer de werkzoekende per aangetekende brief wordt opgeroepen voor een gesprek, deelt FOREm de werkzoekende mee dat indien hij/zij niet op het gesprek verschijnt zonder zijn/haar afwezigheid te rechtvaardigen door een geldige reden die door FOREm wordt aanvaard, uiterlijk binnen 5 werkdagen na de datum van het gemiste gesprek, zijn/haar ondersteuning van rechtswege zal worden opgeschort.

**Art. 57.** Wanneer de begeleiding overeenkomstig de artikelen 55 en 56 is geschorst, kan de werkzoekende vanaf de zevende maand na het besluit tot schorsing verzoeken om hervatting van zijn begeleiding door FOREm.

## HOOFDSTUK III. - Samenwerkingsverbanden met de begeleidingspartners

## Afdeling 1. - Gewestelijke commissie

**Art. 58. § 1.** De gewestelijke commissie bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met Werk en Vorming of een vertegenwoordiger van de Minister belast met Werk en een vertegenwoordiger van de Minister belast met Vorming wanneer deze bevoegdheden niet in dezelfde ministeriële portefeuille zijn verenigd;

2° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek, Departement Werk en Beroepsopleiding;

3° vijf vertegenwoordigers van FOREm, waaronder drie vertegenwoordigers van het directoraat-generaal Strategie en twee vertegenwoordigers van het directoraat-generaal Producten en Diensten;

4° een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waalss instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

5° een vertegenwoordiger van de "Structures d'accompagnement à l'Autocréation d'emploi";

6° een vertegenwoordiging van het Onderwijs Sociale Promotie;

7° een vertegenwoordiger van de vereniging zonder winstoogmerk die de buurtregieën verenigt, erkend bij besluit van de Waalse Regering van 17 september 2020;

8° een vertegenwoordiger van het "Agence pour une Vie de Qualité";

9° een vertegenwoordiger van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 13 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

10° een vertegenwoordiger van de Vereniging van de steden en gemeenten, Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

11° een vertegenwoordiger van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 12bis van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

12° een vertegenwoordiger van de Gewestelijke integratiecentra;

13° een vertegenwoordiger van de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening;

14° een vertegenwoordiger van de Federatie van partners voor werk, als vertegenwoordiger van de privé-operatoren voor inschakeling en vorming;

15° een vertegenwoordiger van het Consortium voor de validering van de vaardigheden

16° een vertegenwoordiger van het Waalse net voor armoedebestrijding.

De Minister(s) bevoegd voor Werk en Vorming zijn bevoegd om de samenstelling van de commissie te wijzigen of aan te vullen in het licht van wijzigingen in de decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de in de commissie te vertegenwoordigen leden.

§ 2. De leden worden benoemd door de organisaties die zij vertegenwoordigen. Er worden evenveel plaatsvervangende leden als gewone leden benoemd. De plaatsvervanger heeft alleen zitting bij afwezigheid van het gewone lid dat hij/zij vervangt.

In afwijking van het eerste lid worden, bij gebreke van een overeenkomst tussen de in het eerste paragraaf, eerste lid, bedoelde afzonderlijke rechtspersonen over hun vertegenwoordiging, een gewoon lid en een plaatsvervangend lid benoemd door de Minister bevoegd voor werk, op voorstel van de administratie, na een door deze georganiseerde oproep tot het indienen van blijken van belangstelling.

De gewestelijke commissie kan elke persoon uitnodigen wiens deelname zij relevant acht voor de besproken kwesties. Een plaatsvervangend lid kan deelnemen aan de vergaderingen van de gewestelijke commissie, ondanks de aanwezigheid van het gewone lid, wanneer hij/zij als gast deelneemt vanwege de onderwerpen die tijdens de vergadering worden besproken.

De gewestelijke commissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Minister van werk.

Het secretariaat van de gewestelijke commissie wordt verzorgd door het Directoraat-generaal Strategie, Directie Partnerschapsrelaties van FOREm.

De gewestelijke commissie stelt een huishoudelijk reglement op waarin de werkwijze wordt gepreciseerd, onder meer met betrekking tot het bijeenroepen van vergaderingen, de deelname van genodigden en de procedure voor het vaststellen van de voorafgaande adviezen bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, 2°, van het decreet van 12 november 2021. Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de Minister bevoegd voor werk en vorming of door de Minister bevoegd voor vorming en de Minister bevoegd voor werk wanneer deze bevoegdheden niet in dezelfde ministeriële portefeuille zijn samengebracht.

De gewestelijke commissie komt wanneer nodig, op verzoek van een van haar leden en ten minste acht keer per jaar bijeen.

**Art. 59.** Voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 november 2021, zal de gewestelijke commissie :

1° het overleg tussen FOREm en de partners van de begeleiding organiseren om de voorafgaande adviezen bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, 2°, van het decreet van 12 november 2021 uit te brengen;

2° de subregionale commissies een model voor een jaarlijks actieplan verstrekken en de criteria vaststellen op basis waarvan hij de actieplannen goedkeurt;

3° het minimale gemeenschappelijke kader van het samenwerkingsakkoord bepalen dat op elk grondgebied van de subregionale commissies moet worden uitgevoerd;

4° in overleg met de subregionale commissies de criteria vaststellen die nodig zijn voor de evaluatie van de jaarlijkse actieplannen en bepalen welke informatie deze commissies moeten verstrekken om de evaluatie van de jaarlijkse actieplannen mogelijk te maken;

5° een communicatie- en luisterprocedure ontwikkelen om nuttige informatie te verspreiden en verzoeken van de subregionale commissies verzamelen.

De gewestelijke overlegcommissie voert haar taken uit bij consensus.

In geval van onenigheid tussen de leden van de gewestelijke commissie bij de uitvoering van de opdrachten, bedoeld in het eerste lid, 2° tot en met 4°, zendt de gewestelijke commissie de afwijkende adviezen van de leden van de gewestelijke commissie ter beslissing toe aan de Minister bevoegd voor werk.

#### Afdeling 2. - Subregionale commissies

**Art. 60.** § 1. Er wordt een subregionale commissie georganiseerd voor het grondgebied van elke regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt, hierna "EFE-regio" genoemd, bedoeld in artikel 3, van het samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend onderwijs Vorming Arbeidsmarkt, gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie. Elk subregionaal overlegcomité bestaat uit de volgende leden:

1° vijf vertegenwoordigers van FOREm, waaronder de adjunct-directeur-generaal van de territoriale directie van FOREm die actief is op het territoriaal ambtsgebied van de subregionale commissie of zijn afgevaardigde;

2° een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

3° een vertegenwoordiger van de "Structures d'accompagnement à l'Autocréation d'emploi";

4° een vertegenwoordiging van het Onderwijs Sociale Promotie;

5° een vertegenwoordiger van de buurtregieën die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

6° een vertegenwoordiger van het "Agence pour une Vie de Qualité";

7° een vertegenwoordiger van de centra voor socioprofessionele inschakeling die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

8° een vertegenwoordiger van de Vereniging van de steden en gemeenten, Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

9° een vertegenwoordiger van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

10° een vertegenwoordiger van de gewestelijke centra voor de inschakeling die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

11° een vertegenwoordiger van de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening;

12° een vertegenwoordiger van de partners voor werk, als vertegenwoordiger van de privé-operatoren voor inschakeling en vorming die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

13° een vertegenwoordiger van het Alpha/FLE-platform;

14° een vertegenwoordiger van de CFISPA die actief zijn op het grondgebied van de subregionale commissie;

De Minister(s) bevoegd voor Werk en Vorming worden ertoe gemachtigd de samenstelling van de commissie te wijzigen of aan te vullen ten aanzien van de evolutie van de decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de leden die binnen deze commissie moeten worden vertegenwoordigd.

§ 2. De leden worden benoemd door de organisaties die zij vertegenwoordigen. Er worden evenveel plaatsvervangende leden benoemd als er gewone leden zijn. De plaatsvervanger heeft alleen zitting bij afwezigheid van het gewone lid dat hij/zij vervangt.

In afwijking van het eerste lid worden, bij gebreke van een overeenkomst tussen de in de paragraaf 1, eerste lid, bedoelde afzonderlijke rechtspersonen over hun vertegenwoordiging, een gewoon lid en een plaatsvervangend lid benoemd door de Minister bevoegd voor werk, op voorstel van de administratie, na een door deze georganiseerde oproep tot het indienen van blijken van belangstelling.

De subregionale commissie kan elke persoon uitnodigen wiens deelname zij relevant acht voor de besproken onderwerpen. Een plaatsvervangend lid kan deelnemen aan de vergaderingen van de subregionale commissie, ondanks de aanwezigheid van het gewone lid, wanneer hij/zij deelneemt als gast, met het oog op de onderwerpen die tijdens de vergadering worden besproken.

De subregionale commissie wordt voorgezeten door de adjunct-directeur-generaal van de in paragraaf 1, eerste lid, 1°, bedoelde territoriale directie van FOREm of zijn afgevaardigde. Het secretariaat wordt verzorgd door de territoriale directie van FOREm die actief is op het ambtsgebied van de subregionale commissie, afdeling betrekkingen met de operatoren. De subregionale commissie stelt een huishoudelijk reglement op waarin de werkwijze wordt vastgelegd, met inbegrip van de procedures voor het bijeenroepen van vergaderingen en de deelname van gasten. Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de Minister bevoegd voor werk en vorming of door de Minister bevoegd voor vormingen de Minister bevoegd voor werk wanneer deze bevoegdheden niet in dezelfde ministeriële portefeuille zijn verenigd.

De subregionale commissies komen wanneer nodig, op verzoek van een van hun leden en ten minste viermaal per jaar bijeen.

**Art. 61.** Voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 19, § 1, tweede lid, van het decreet van 12 november 2021, zal iedere subregionale commissie :

1° de uitwisseling en communicatie tussen FOREm en de begeleidingspartners bevorderen om het traject van de werkzoekende vlotter te laten verlopen en de overgang van de ene dienst naar de andere te vergemakkelijken;

2° de wijze waarop FOREm en de partners van de begeleiding zich tot de commissie wenden, organiseren in geval van verschillen in de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst;

3° het kader van het door de gewestelijke commissie voorgestelde samenwerkingsakkoord gebruiken en het aan de plaatselijke realiteit aanpassen;

4° de samenwerking tussen FOREm en de begeleidende partner bepalen:

a) de wijze waarop een eventuele brug tussen de ondersteunende partner en een andere partner of derde wordt georganiseerd;

b) de samenwerkingsmodaliteiten met de diensten voor ondernemingen van FOREm betreffende de gepersonaliseerde verzending van werkaanbiedingen aan een partner en de samenwerking tussen FOREm en de begeleidende partner tijdens een aanwerving;

5° de door de gewestelijke commissie vastgestelde informatie voor de evaluatie van de jaarlijkse actieplannen doorgeven.

#### Afdeling 3. - Operationele dialoog

**Art. 62.** De operationele dialoog, bedoeld in artikel 17, § 3, van het decreet van 12 november 2021, tussen het FOREm en de begeleidingspartner, met name via de FOREm-begeleiders en de andere deelnemers aan het integratietraject van de werkzoekende, heeft betrekking op het in handen nemen van de werkzoekende en het verloop van zijn integratietraject om de kwaliteit van de antwoorden op zijn behoeften te waarborgen.

De operationele dialoog beoogt de verbetering van :

1° de kennis van FOREm over het dienstenaanbod van de begeleidingspartner

2° de kennis van de begeleidingspartner over de rol van FOREm en zijn methoden om de trajecten van de werkzoekenden te beheren;

3° de begeleiding en opvolging van de werkzoekenden, ook na de tussenkomst van de begeleidingspartner;

4° de vlotte uitvoering van de trajecten voor werkzoekenden en de koppeling tussen de fasen ervan.

**Art. 63.** De operationele dialoog wordt georganiseerd in een bilateraal kader tussen de begeleidingspartner en FOREm, volgens de modaliteiten van de operationele dialoog die in de subregionale commissie zijn overeengekomen en in de samenwerkingsovereenkomst zijn vastgelegd.

De operationele dialoog neemt de vorm aan van concrete acties, met name gezamenlijke acties om de situatie van werkzoekenden te onderzoeken, of elke andere actie die de vlotte en geïntegreerde uitvoering van het traject van de werkzoekende bevordert.

#### Afdeling 4. - Samenwerkingsovereenkomst

**Art. 64.** De samenwerkingsovereenkomst omvat de volgende elementen:

1° met betrekking tot de adressering:

a) de verwachte hoeveelheden adresseringen die tussen FOREm en de partner van de begeleiding zijn overeengekomen, met eventuele bijzonderheden die specifiek zijn voor de partner, de betrokken periodes en andere eventuele specifieke elementen;

b) manieren om de onderlinge kennis tussen de begeleidingspartner en de FOREm-begeleiders te verbeteren

c) de minimuminformatie die de begeleidingspartner verwacht wanneer hij de werkzoekende verwijst naar de door hem georganiseerde opvangdiensten, overeenkomstig afdeling 6

2° op het gebied van de opvolging van werkzoekenden die de dienst van de partner integreren:

a) de momenten waarop de begeleiders een stand van zaken verwachten over het traject van de werkzoekende met de partner

b) de inhoud van de verwachte informatie over de achtergrond van de werkzoekende bij de partner, overeenkomstig punt 6

3° de wijze van informatie-uitwisseling, adressering en operationele dialoog



FOREm en de begeleidingspartner zijn verplicht een samenwerkingsovereenkomst te ondertekenen. Indien de partijen aan het eind van het overleg niet tot overeenstemming komen, wordt het geschil in aanwezigheid van de partijen aan een subregionale commissie voorgelegd om tot overeenstemming te komen. Als het meningsverschil blijft bestaan, wordt het geschil voorgelegd aan een gewestelijke commissie.

#### Afdeling 5. - Adressering

**Art. 65.** § 1. FOREm kan de werkzoekende doorverwijzen naar een ondersteunende partner. Het verwijzingsproces is georganiseerd volgens de in de volgende punten genoemde modaliteiten.

FOREm verwijst een werkzoekende naar een informatiesessie, individueel of collectief, bij de partner van de begeleiding, zichtbaar gemaakt in het door FOREm beschikbaar gestelde informatie-uitwisselingsinstrument. De partner van de begeleiding registreert in het door het FOREm ter beschikking gestelde instrument, de informatiesessies en de diensten in verband met zijn dienstenaanbod.

FOREm selecteert samen met de werkzoekende de meest relevante dienst in het licht van zijn profiel, zijn beroepsaspiraties, de analyse van zijn behoeften, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, zijn sociaal-economische omgeving en de realiteit van de arbeidsmarkt.

§ 2. Wanneer FOREm een werkzoekende naar een begeleidingspartner verwijst, ontvangt deze laatste hem en analyseert hij, rekening houdend met de door FOREm verstrekte informatie, de relevantie van de dienst in het kader van het project voor de integratie van de werkzoekende op de arbeidsmarkt.

Na de informatiesessie waarnaar de werkzoekende werd verwezen, geeft de begeleidingspartner via het door FOREm verstrekte instrument de aan- of afwezigheid van de werkzoekende op de informatiesessie door, de informatie met betrekking tot een eventuele andere sessie tijdens welke de mogelijkheid om tot de dienst toe te treden werd geanalyseerd, alsook de informatie over het al dan niet toelaten van de werkzoekende tot de dienst en, in voorkomend geval, de redenen voor de weigering om de werkzoekende toe te laten.

De termijn voor de feedback van de begeleidingspartner wordt overeengekomen in de gewestelijke commissie tussen de partners en FOREm. Indien in de gewestelijke commissie geen overeenstemming wordt bereikt, beslist FOREm over de termijn en vermeldt deze in de samenwerkingsovereenkomst.

§ 3. Tijdens de dienstverlening door de begeleidingspartner blijft FOREm de werkzoekende opvolgen. De begeleidingspartner kan te allen tijde op eigen initiatief contact opnemen met de referentieadviseur.

§ 4. In geval van terugkerende irrelevante verwijzingen door de FOREm of in geval van terugkerende weigering van de begeleidingspartner om de leiding op zich te nemen, wordt de kwestie behandeld tijdens de operationele dialoog tussen de ondersteuningspartner en FOREm of in de subregionale commissie.

Specifieke adresseringsmodaliteiten kunnen tussen FOREm en de begeleidingspartner worden overeengekomen en in de samenwerkingsovereenkomst worden vastgelegd.

#### Afdeling 6. - Communicatie en uitwisseling van informatie

**Art. 66.** De begeleidingspartner deelt de volgende elementen mee, overeenkomstig artikel 21, eerste lid, 4°, van het decreet van 12 november 2021, via het door FOREm ter beschikking gestelde instrument en volgens de met de begeleidingspartner overeengekomen modaliteiten:

- 1° zijn dienstenaanbod ;
- 2° de doelstellingen van de dienstverlening;
- 3° de verwachte resultaten en te leveren dienstverlening;
- 4° de locatie van de dienstverlening;
- 5° de duur van de dienstverlening ;
- 5° de dienstregeling van de dienstverlening ;
- 6° in voorkomend geval, de doelgroepen waarop de dienstverlening betrekking heeft;
- 7° de beschikbaarheid van plaatsen die toegang geven tot de dienstverlening die de begeleidingspartner aanbiedt, inclusief informatiesessies en de actualisering ervan.

**Art. 67.** § 1. Voor elke werkzoekende die door het FOREm wordt doorverwezen of door de begeleidingspartner spontaan in dienst wordt genomen, deelt het FOREm aan de begeleidingspartner de volgende gegevens mee:

- 1° het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;
- 2° namen en voornamen;
- 3° geslacht, adres en geboortedatum wanneer leeftijd een criterium is voor het bepalen van de doelgroep van de begeleidingspartner;
- 4° elk element dat behoort tot de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 4/1, §1, eerste lid, 5°, 7° tot 13°, 18° en 19° van het decreet van 6 mei 1999, voor zover dit noodzakelijk is voor de goede opvang van de werkzoekende door de begeleidingspartner.

Wat de psycho-medico-sociale gegevens betreft, worden alleen gegevens met een impact op het inschakelingstraject van de werkzoekende meegedeeld, overeenkomstig artikel 9, lid 7, van het decreet van 12 november 2021.

De begeleidingspartner bewaart de in lid 1 bedoelde gegevens zo lang als nodig is voor de uitvoering van zijn opdrachten.

§ 2. De begeleidingspartner deelt aan FOREm de volgende gegevens mee:

1° voor de werkzoekende die door het FOREm wordt doorverwezen:

a) het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

b) de aan- of afwezigheid van de werkzoekende op de voorlichtingsbijeenkomst en, in voorkomend geval, de reden van zijn afwezigheid ;

c) de opvolging van de verwijzing, de datum waarop de werkzoekende tot de dienstverlening toetreedt en de verwachte duur van de dienstverlening of, indien hij niet tot de dienstverlening toetreedt, de redenen waarom de begeleidingspartner deze dienstverlening niet relevant acht in het licht van het profiel, de beroepsaspiraties, de behoeftenanalyse, de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, de sociaal-economische omgeving en de realiteit van de arbeidsmarkt van de werkzoekende;

d) aan het einde van de dienst, de evolutie van de situatie van de werkzoekende in verhouding tot zijn afstand tot de arbeidsmarkt, de bereikte resultaten, de verworven nieuwe vaardigheden en, in voorkomend geval, de andere vastgestelde behoeften en de voorgestelde oplossingen om daaraan tegemoet te komen;

e) elk ander element dat volgens de begeleidingspartner gevolgen heeft voor de begeleiding en het begeleidings-traject van de werkzoekende;

2° voor de werkzoekende die spontaan door de begeleidingspartner wordt overgenomen:

a) het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

b) voordat de werkzoekende daadwerkelijk een dienstverlening ontvangt, de ingangsdatum en de duur van de dienstverlening ;

c) de aan- of afwezigheid van de werkzoekende op de dienstverlening en, in voorkomend geval, de reden van zijn afwezigheid ;

d) aan het einde van de dienst, de evolutie van de situatie van de werkzoekende in verhouding tot zijn afstand tot de arbeidsmarkt, de bereikte resultaten, de verworven nieuwe vaardigheden en, in voorkomend geval, de andere vastgestelde behoeften en de voorgestelde oplossingen om daaraan tegemoet te komen;

e) elk ander element dat volgens de begeleidingspartner gevolgen heeft voor de begeleiding en het begeleidings-traject van de werkzoekende;

Voor de toepassing van paragraaf 1, 2°, vormen de individuele of collectieve onthaalsessies die door de begeleidingspartner worden uitgevoerd met de werkzoekende die hem spontaan heeft benaderd, geen dienstverlening.

Met uitzondering van de gegevens bedoeld in lid 1, 1°, b) en 2°, c), zijn de door de begeleidingspartner aan FOREm meegeede gegevens uitsluitend bestemd voor de verbetering van de begeleiding van de werkzoekende, met uitsluiting van de controle op zijn beschikbaarheid.

De wijze van informatie-uitwisseling wordt binnen de regionale commissie overeengekomen en in de samenwerkingsovereenkomsten vastgelegd.

#### HOOFDSTUK IV. - Tussenkomst van derden

##### Afdeling 1. - Algemene bepalingen inzake mededelingen en uitwisseling van informatie

**Art. 68.** § 1. Voor elke werkzoekende die door FOREm wordt doorverwezen of in overleg met de operator wordt geselecteerd, voor de acties die deze laatste uitvoert in het kader van afdeling 2 van dit hoofdstuk of afdeling 5 van hoofdstuk 2 van het decreet van 6 mei 1999, deelt FOREm aan de operator de volgende gegevens mee:

1° het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

2° namen en voornamen;

3° geslacht, adres en geboortedatum wanneer leeftijd een criterium is voor het bepalen van de doelgroep van de operator;

4° elk element dat behoort tot de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 4/1, §1, eerste lid, 5°, 7° tot 13°, 18° en 19° van het decreet van 6 mei 1999, voor zover dit noodzakelijk is voor de goede opvang van de werkzoekende door de operator.

Wat de psycho-medico-sociale gegevens betreft, worden alleen gegevens met een impact op het inschakelings-traject van de werkzoekende meegeedeeld, overeenkomstig artikel 9, lid 7, van het decreet van 12 november 2021.

De operator bewaart de in lid 1 bedoelde gegevens zo lang als nodig is voor de uitvoering van zijn opdrachten.

§ 2. Het FOREm zorgt ervoor dat de derde partij de volgende gegevens meedeelt:

Voor elke werkzoekende die door FOREm wordt doorverwezen of in overleg met de operator wordt geselecteerd, voor de acties die deze laatste uitvoert in het kader van afdeling 2 van dit hoofdstuk of afdeling 5 van hoofdstuk 2 van het decreet van 6 mei 1999:

a) het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

b) de aan- of afwezigheid van de werkzoekende bij het individuele kennismakingsgesprek en, in voorkomend geval, de reden van zijn afwezigheid ;

c) de opvolging van de adressering of de gecoördineerde selectie in het kader van een dialoog tussen de ondernemer en FOREm, de datum van indiensttreding van de werkzoekende en de verwachte duur van de dienst of, indien geen indiensttreding plaatsvindt, de redenen waarom de werkzoekende niet in aanmerking komt voor de gesubsidieerde actie en voor het publiek dat voor deze actie in aanmerking komt, zoals bepaald in de oproep tot het indienen van projecten ;

d) aan het einde van de dienst, de evolutie van de situatie van de werkzoekende in verhouding tot zijn afstand tot de arbeidsmarkt, de bereikte resultaten, de verworven nieuwe vaardigheden en, in voorkomend geval, de andere vastgestelde behoeften en de voorgestelde manieren om daaraan tegemoet te komen;

e) elk ander element dat volgens de operator gevolgen heeft voor de begeleiding en het begeleidingstraject van de werkzoekende;

2° voor elke werkzoekende die door de operator spontaan wordt aangeworven in het kader van afdeling 2 van dit hoofdstuk of afdeling 5 van hoofdstuk 2 van het decreet van 6 mei 1999:

a) het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de werkzoekende niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

b) spontane opname en, vooraf, de datum van opname van de werkzoekende en de verwachte duur ;

c) de aan- of afwezigheid van de werkzoekende op de dienstverlening en, in voorkomend geval, de reden van zijn afwezigheid ;

d) aan het einde van de dienst, de evolutie van de situatie van de werkzoekende in verhouding tot zijn afstand tot de arbeidsmarkt, de bereikte resultaten, de verworven nieuwe vaardigheden en, in voorkomend geval, de andere vastgestelde behoeften en de voorgestelde oplossingen om daaraan tegemoet te komen;

e) elk ander element dat volgens de operator gevolgen heeft voor de begeleiding en het begeleidingstraject van de werkzoekende;

Voor de toepassing van paragraaf 1, 2°, vormen de individuele of collectieve onthaalsessies die door de begeleidingspartner worden uitgevoerd met de werkzoekende die hem spontaan heeft benaderd, geen dienstverlening.

Met uitzondering van de gegevens bedoeld in lid 1, 1°, b) en 2°, c), zijn de door de operator aan FOREM meegeede gegevens uitsluitend bestemd voor de verbetering van de begeleiding van de werkzoekende, met uitsluiting van de controle op zijn beschikbaarheid.

§ 3. Het gebruik van het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de werkzoekenden door de operatoren gebeurt enkel met het oog op de eenduidige identificatie van de werkzoekenden bij de uitwisseling van gegevens met FOREM in het kader van de overname door de operatoren van werkzoekenden die genieten van begeleidingsacties bij deze operatoren.

#### Afdeling 2 - Subsidiëring van dienstverlening voor niet-werkende werkzoekenden

**Art. 69.** De subsidie toegekend door FOREM krachtens artikel 7bis/1 van het decreet van 6 mei 1999 en artikel 23 van het decreet van 12 november 2021 ondersteunt financieel uitsluitend de realisatie van een actie die betrekking heeft op de coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en die voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° ze vindt plaats op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2° ze is bestemd voor niet-werkende werkzoekenden;

3° ze is gratis voor werkzoekenden

4° het voorziet in een behoefte waarin het bestaande dienstenaanbod in de EFE-regio waar het plaatsvindt in kwalitatieve, kwantitatieve of geografische zin niet voorziet;

5° ze geeft uitvoering aan de richtsnoeren die zijn vastgesteld in de oproep tot het indienen van projecten die FOREM overeenkomstig artikel 72 lanceert;

6° ze is een aanvulling op de gebruikelijke activiteiten van de operator;

7° ze is niet begonnen op de datum van het besluit tot toekenning van de subsidie.

**Art. 70. § 1.** De subsidie kan worden toegekend aan een begeleidingspartner waarvan de erkenning niet is geschorst, alsook aan elke andere natuurlijke of rechtspersoon die als hoofd- of nevenactiviteit een socioprofessionele integratieactiviteit verricht die aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° hij beschikt over een bedrijfseenheid die gelegen is in het Franse taalgebied;

2° hij voldoet aan de voorwaarden waaraan het verlenen van de inschakelingsdienst door het reglement van de arbeidsbemiddelingsbureaus is onderworpen;

3° zij beschikt over de nodige personele en materiële middelen om de actie uit te voeren;

4° hij beschikt over stabiele en voldoende financieringsbronnen om zijn activiteit gedurende de periode waarin de actie wordt uitgevoerd, in stand te houden en aan de financiering ervan deel te nemen;

5° hij bevindt zich niet in een situatie van samenloop van schuldeisers of enige andere situatie die de verwezenlijking van de vordering in gevaar kan brengen;

6° hij is geen achterstallige belastingen of sociale zekerheid verschuldigd;

7° hij heeft geen specifieke administratieve of strafrechtelijke antecedenten bij het gebruik van subsidies.

Aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden, met uitzondering van 2°, moet vóór de aanvraag en gedurende de gehele looptijd van het programma zijn voldaan.

De in lid 1, 2°, bedoelde voorwaarde moet vervuld zijn vóór het begin van de te subsidiëren actie en moet gedurende de gehele looptijd van het programma vervuld zijn.

§ 1. In afwijking van lid 1 kan de subsidie niet worden toegekend :

1° aan juridisch onderscheiden instellingen als bedoeld in artikel 7bis, § 3, van het decreet van 6 mei 1999;

2° aan operatoren waarvan de financiering onderworpen is aan een wettelijke regeling die onverenigbaar is met die welke door dit hoofdstuk wordt georganiseerd.

**Art. 71. § 1.** Het bedrag van de aan FOREm gevraagde subsidie voor alle door dezelfde operator uitgevoerde acties mag niet meer bedragen dan twintig procent van het inkomen van de operator voor een aantal jaren dat gelijk is aan de duur van het programma of voor een kortere periode indien de operator minder dan de duur van het programma actief is geweest.

Aan deze voorwaarde moet vóór de aanvraag, gedurende de in punt 1 genoemde referentieperiode, zijn voldaan en dit moet zo blijven gedurende de gehele programmeringsperiode.

*§ 2. De subsidie wordt slechts toegekend op voorwaarde dat de actie waarvoor zij wordt aangevraagd niet geheel of gedeeltelijk wordt gefinancierd door een andere projectsubsidie, met uitzondering van subsidies die slechts een bepaald soort uitgaven dekken, mits deze in de aanvraag uitdrukkelijk en nauwkeurig worden vermeld.*

§ 3. Het totale bedrag van de door één operator aangevraagde subsidies voor alle acties in dezelfde EFE-regio mag het in de oproep tot het indienen van projecten voor dit bekken vastgestelde plafond niet overschrijden. Anders wordt de toekenning van alle gevraagde subsidies geweigerd.

**Art. 72. § 1.** Volgens een periodiciteit die niet korter dan één jaar en niet langer dan drie jaar mag zijn, lanceert FOREm één of meer oproepen tot het indienen van actieprojecten die specifiek gericht zijn op de bevrediging van de behoeften van werkzoekenden, die met name door de Regering zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 16, § 2, van het decreet van 12 november 2021.1.

Een oproep tot het indienen van projecten kan betrekking hebben op een globaal gebied of op een gebied dat beperkt is tot bepaalde doelgroepen, bepaalde soorten acties of bepaalde behoeften.

§ 2. In elke oproep tot het indienen van projecten wordt vermeld :

- 1° het beoogde publiek;
- 2° de aard en de intensiteit van de belemmeringen voor de duurzame integratie van het betrokken publiek;
- 3° de aard en de doelstellingen van de door de subsidie gestimuleerde acties;
- 4° de verdeling per EFE-regio van de in 3° bedoelde elementen, indien van toepassing;
- 5° of de actie in partnerschap kan worden uitgevoerd;
- 6° de toegestane organisatie, zoals het bestaan van stages, de planning van de sessies, de individuele of collectieve opvang van de werkzoekende;
- 7° de periode waarin de acties moeten plaatsvinden;
- 8° de periode waarin de uitgaven moeten worden gedaan om door de subsidie te worden gedekt;
- 9° indien van toepassing, het aantal plaatsen dat de operator aan FOREm ter beschikking stelt in het platform voor informatie-uitwisseling;
- 10° het in artikel 71, §3, bedoelde maximum voor elk van de EFE-regios;
- 11° de datum van betaling van elke tranche van de jaarlijkse subsidie.

Het in artikel 71, lid 3, bedoelde maximum is bedoeld om de diversiteit van de acties in dezelfde regio te waarborgen. Het kan variëren naar gelang van het relatieve belang van het door FOREm aan elk bekken toegewezen budget, in verhouding tot het aantal niet-werkende werkzoekenden dat er woont ten opzichte van het totale aantal niet-werkende werkzoekenden in het Waalse Gewest.

§ 3. De oproep tot het indienen van projecten mag de in de artikelen 69 tot en met 71 vastgestelde voorwaarden voor de toekenning van subsidies niet wijzigen.

**Art. 73. § 1.** De subsidieaanvraag wordt bij FOREm ingediend door middel van een formulier waarvan het model door FOREm wordt vastgesteld. Het formulier wordt elektronisch teruggestuurd, volgens de door het FOREm vastgestelde modaliteiten.

§ 2. Ten eerste gaat FOREm na of aan de in de artikelen 69 tot en met 71 bedoelde voorwaarden voor het verlenen van de subsidie is voldaan.

Indien aan een van deze voorwaarden niet wordt voldaan, weigert FOREm de subsidie. Hij stelt de aanvrager in kennis van zijn beslissing en de redenen daarvoor.

Het vervullen van de subsidievoorwaarden schept geen recht op de subsidie.

§ 3 FOREm zet de behandeling van de aanvraag voort met een grondige analyse van het project en zijn discretionaire beoordeling aan de hand van de volgende criteria:

- 1° de samenhang van het project, dat wil zeggen de geschiktheid van de gebruikte middelen, de nagestreefde doelstellingen, de doelgroep en de verwachte resultaten;
- 2° de relevantie van het project in de EFE-regio waar de actie plaatsvindt, d.w.z. de toegevoegde waarde van het project, de aansluiting bij andere inschakelingsactoren, de verankering in het sociaal-economische weefsel en de complementariteit met het bestaande dienstenaanbod.

De beoordeling van het FOREm wordt geformuleerd volgens een beoordelingssysteem dat het in de oproep tot het indienen van projecten publiceert.

De projecten zijn gerangschikt in volgorde van afnemende totale waardering.

§ 4. In een derde stap bepaalt FOREm het bedrag van de subsidie als volgt:

- 1° de in de aanvraag vermelde kosten worden eerst in aanmerking genomen overeenkomstig het tweede lid;
- 2° dit bedrag wordt aangepast aan de beschikbare begroting overeenkomstig het derde en volgende lid.

Het totale bedrag van de in de aanvraag vermelde kosten wordt overeenkomstig artikel 70, lid 2, verminderd met eventuele subsidies voor een bepaald soort uitgaven.

Wanneer blijkt dat het totaal van de gevraagde bedragen voor alle projecten die voldoen aan de in de artikelen 69 tot en met 71 gestelde voorwaarden hoger is dan de totale begroting die aan de oproep tot het indienen van projecten is toegewezen, kan FOREm de voor deze projecten gevraagde bedragen die een maximale kostprijs per deelnemer of per uur overschrijden, verlagen.

Deze maximumkosten worden vastgesteld aan de hand van een statistische methode, zoals de mediaan van de kosten, de standaardafwijking of een andere objectieve methode.

FOREm kiest de maximale kosten die het mogelijk maken het grootste aantal acties te subsidiëren en de diversiteit ervan te waarborgen. Zo nodig kan hij de maximumkosten niet of hoger toepassen op de gevraagde bedragen voor de uitvoering van acties met objectieve kenmerken die hogere kosten onvermijdelijk maken volgens de modaliteiten van de oproep tot het indienen van projecten, met name individuele in plaats van collectieve steun of intensievere trajecten.

§ 5. FOREm beslist over de subsidie volgens de rangorde van de projecten en, indien nodig, totdat het begrotingskrediet per soort actie en per EFE-regio is uitgeput.

De toekenning leidt niet tot het sluiten van een overeenkomst. De beslissing van FOREm wordt ter kennis gebracht van de aanvrager en vermeldt :

- 1° de goedkeuring van het project;
- 2° het aantal sessies en deelnemers;
- 3° het bedrag van de subsidie ;
- 4° de wijze waarop de subsidie wordt betaald.

§6. Het staat de begunstigde van de subsidie vrij deze te aanvaarden of te weigeren. Hij stelt FOREm op de hoogte van zijn/haar standpunt door het specifieke formulier dat bij het subsidiebesluit is gevoegd, terug te sturen.

Wanneer de subsidie wordt geweigerd, trekt FOREm de verleende beschikking in. Hij kan het aldus beschikbaar gekomen krediet om overeenkomstig § 5 tot een nieuwe subsidie te beslissen.

**Art. 74.** De subsidie wordt betaald in één of meer jaarlijkse tranches, afhankelijk van de duur van de programmeringsperiode.

De oproep tot het indienen van projecten vermeldt de termijn voor elke tranche.

De betalingen worden volledig verricht op het credit van de operator alleen, met uitsluiting van elke tussenpersoon of partner en van een overnemer buiten het kader van artikel 76, § 4.

**Art. 75.** § 1. De actie wordt uitgevoerd onder de exclusieve verantwoordelijkheid van de operator. Het wordt uitgevoerd door de operator zelf, tenzij de oproep tot het indienen van voorstellen een partnerschap toestaat.

Onverminderd de leden 2 tot en met 5 voert de operator de actie onafhankelijk van FOREm uit. Het staat hem vrij zich te allen tijde uit de actie terug te trekken.

§ 2. De actie wordt uitgevoerd overeenkomstig :

- 1° de toekenningsvoorwaarden voor de in artikel 69 bedoelde actie;
- 2° de algemene voorwaarden van de paragrafen 3 en 4;
- 3° de algemene voorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten;
- 4° de specifieke voorwaarden die door het project zijn vastgesteld en in de toekenningsbeslissing zijn opgenomen

Niet-naleving van de in het eerste lid bedoelde gebruiksvoorwaarden leidt tot verlaging van het subsidiebedrag en tot onmiddellijke terugbetaling van het onverschuldigde deel.

§ 3. De subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de begunstigde gedurende de gehele programmeringsperiode de in dit paragraaf vastgestelde voorwaarden naleeft:

1° de actie wordt uitgevoerd in lokalen die voorbehouden zijn voor beroepsmatig gebruik en door de operator of zijn partners ter beschikking worden gesteld;

2° de promotie van de actie wordt met name verzekerd door de zichtbaarheid ervan via het platform voor informatie-uitwisseling van het FOREm in samenwerking met de Carrefour Emploi Formation Orientation en door de steun van de Carrefours Emploi Formation Orientation, de Maisons de l'Emploi en de adviseurs van het FOREm, binnen de grenzen van hun respectieve opdrachten en hun mogelijkheden ;

3° de projectoperator ontvangt en registreert de werkzoekenden die door het FOREm naar het project worden verwezen, in het kader van een doorverwijzing of volgens de selectiemodaliteiten voorzien in de projectoproep; in alle gevallen moet de projectoperator aan het FOREm feedback geven over deze ontvangst;

4° de projectoperator laat FOREm een opleidingscontract opstellen voor alle deelnemers, draagt bij tot de administratieve opvolging van deze contracten en geeft feedback over de actie;

5 hij voldoet aan de toepasselijke bepalingen van het Algemeen reglement over de bescherming van de arbeid, welzijn preventie en veiligheid op het werk;

6° in elke promotie van de acties, alsook in de informatie aan de pers, radio en televisie en alle andere media, zal de operator de steun van FOREm vermelden.

§ 4. De operator verstrekt FOREm de in artikel 68, § 2, bedoelde informatie.

§ 5. De naleving van de in dit artikel vastgestelde regels is een voorwaarde voor het recht van de begunstigde om het reeds betaalde gedeelte van de geraamde subsidie te behouden of betaling van het saldo te verkrijgen.

**Art. 76.** § 1. De subsidie mag uitsluitend worden gebruikt ter dekking van de kosten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de actie en mag niet direct of indirect voor andere activiteiten worden gebruikt.

Het bedrag van de subsidie mag niet hoger zijn dan de door de begunstigde aangetoonde in aanmerking komende kosten.

§ 2. De subsidie mag geen uitgaven dekken die onder een andere subsidie vallen, ongeacht de omvang van de subsidie en de datum waarop zij is toegekend.

§ 1. De subsidie mag niet worden gebruikt als Belgisch overheidsaandeel in het kader van Europese cofinanciering.

§ 4. Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de overdracht van universele vorderingen, kan FOREm instemmen met de overdracht, om niet of onder bezwarende titel, van een subsidievordering, op voorwaarde dat deze verrichting de verwezenlijking van de gesubsidieerde actie niet in gevaar brengt.

**Art. 77.** Onverminderd artikel 76 wordt het toegekende subsidiebedrag verlaagd indien de voorwaarden voor de uitvoering van de actie niet overeenkomstig paragraaf 2 zijn vervuld.

Het bedrag van de subsidie mag in geen geval hoger liggen dan de kosten van de uitvoering van de actie; het eventuele saldo komt ten laste van de begunstigde of wordt gedekt door andere bijdragen dan de subsidie.

§ 2. Wanneer de actie door de wil van de operator niet binnen de programmeringsperiode wordt uitgevoerd, wordt de subsidie volledig ingetrokken.

Wanneer de uitvoering van de actie door de schuld van de operator wordt gestaakt, wordt het subsidiebedrag verlaagd tot de uit hoofde van artikel 76 in aanmerking komende uitgaven die rechtstreeks betrekking hebben op de voltooide modules, met uitsluiting van de kosten die vóór of na de feitelijke levering van de diensten zijn gemaakt, met name de kosten voor ontwerp of voorbereiding.

Wanneer de uitvoering van de actie geheel of gedeeltelijk onmogelijk wordt gemaakt door gebeurtenissen waarvoor de operator niet verantwoordelijk is, wordt het bedrag van de subsidie beperkt tot het totale bedrag van de in aanmerking komende uitgaven die de operator uit hoofde van artikel 76 heeft gedaan:

1° tot de datum waarop de actie is uitgevoerd, als het gaat om uitgaven die niet specifiek betrekking hebben op de actie, zoals algemene kosten;

2° tot de vroegste datum waarop de operator de rechtsgrond voor de uitgaven kan wegnemen, wanneer het gaat om uitgaven die de operator specifiek voor de uitvoering van de actie heeft gedaan.

§ 3. Het bedrag van de subsidie is inclusief eventuele belastingen.

De subsidie is een financiële bijstand ten belope van het bedrag en houdt geen bijkomende materiële steun in.

#### HOOFDSTUK V. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 78.** In artikel 91 van het koninklijk besluit van 25 november 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “, behalve indien de lessen hoofdzakelijk op zaterdag of na 17 uur worden gegeven” opgeheven;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De werkloze volgt regelmatig de opleiding gedurende de gehele periode van vrijstelling. Het FOREm kan de vrijstelling intrekken wanneer blijkt dat de werkloze de opleidingsactiviteiten niet regelmatig volgt”.

**Art. 79.** § 1 In artikel 92, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “, behalve indien de lessen hoofdzakelijk op zaterdag of na 17 uur worden gegeven” opgeheven;

2° tussen het tweede lid en het vroegere derde lid, thans vierde lid, wordt een nieuw derde lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“De vrijstelling wordt alleen verleend indien de opleiding ten minste vier weken duurt en aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° ze heeft een minimum gemiddeld weekvolume van 16 uur, georganiseerd van maandag tot vrijdag voor 18 uur;

2° ze heeft een minimum gemiddeld weekvolume van 24 uur, ongeacht de organisatie van de opleiding;

3° het voormalige derde lid, dat het vierde lid is geworden, wordt vervangen als volgt:

Voor de toepassing van paragraaf 3, 1°, in het geval van een deeltijdse werknemer met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering ontvangt waarvan de in artikel 131bis, § 2, van het koninklijk besluit bedoelde referentie-uitkering een inschakelingsuitkering is, mag de gemiddelde wekelijkse omvang niet minder bedragen dan acht uur, georganiseerd van maandag tot vrijdag vóór 18 uur, of twaalf uur, ongeacht de organisatie van de studies of de opleiding.”;

4° het voormalige vierde lid, dat het vijfde lid is geworden, wordt vervangen als volgt:

“In afwijking van de in lid 2 bedoelde voorwaarden heeft de werkloze bij de aanvang van zijn opleiding waarin om vrijstelling wordt verzocht, slechts recht op een uitkering als volledig werkloze, indien deze opleiding hem voorbereidt op beroepen waarin een aanzienlijk tekort aan arbeidskrachten bestaat. De lijst van opleidingen die tot deze beroepen leiden, wordt jaarlijks door FOREm vastgesteld. De lijst zoals die bestaat op de datum van het begin van de opleiding wordt in aanmerking genomen.

5° in het vroegere zesde lid, thans zevende lid, worden de woorden “werkloosheidsbureau” vervangen door het woord “FOREm”.

§ 2. In artikel 92, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede en het derde lid worden vervangen door wat volgt:

“De werkloze volgt regelmatig de opleiding gedurende de gehele periode van vrijstelling. FOREm kan de vrijstelling intrekken wanneer blijkt dat de werkloze de opleidingsactiviteiten niet regelmatig volgt”. FOREm heeft het recht om rechtstreeks van de operator van de opleiding een bewijs van deelname te verkrijgen. Bij gebreke daarvan kan FOREm dit aan de werkloze vragen”;

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

“Tenzij een vrijstelling wordt verleend door het FOREm, op gemotiveerd verzoek van de werkloze, kan hij slechts eenmaal van de vrijstelling genieten.”.

**Art. 80.** § 1. In artikel 93, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt punt 2° vervangen als volgt:

“ 2° de studies:

a) moeten minimaal 27 ECTS-studiepunten omvatten, georganiseerd van maandag tot en met vrijdag vóór 18.00 uur of 40 ECTS-studiepunten ongeacht de organisatie van de studies;

b) of een gemiddeld weekvolume hebben van 16 uur georganiseerd van maandag tot vrijdag vóór 18 uur of 24 uur per week ongeacht de organisatie van de studies.”;

2° in het eerste lid, punt 4°, worden de woorden “De directeur kan daartoe het advies van de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling inwinnen” opgeheven;

3° in het eerste lid, punt 6°, worden de woorden “De lijst van deze beroepen wordt vastgesteld door de Rijksdienst” vervangen door de woorden “De lijst van de studies die tot deze beroepen leiden wordt jaarlijks opgesteld door FOREm; er wordt rekening gehouden met de lijst zoals die bestaat op de datum van aanvang van de studies”.

4° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“Voor de toepassing van het eerste lid, punt 1°, in het geval van een deeltijdse werknemer met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering ontvangt waarvan de in artikel 131bis, § 2, van het koninklijk besluit bedoelde referentie-uitkering een inschakelingsuitkering is, mag de gemiddelde wekelijkse omvang niet minder bedragen dan acht uur, georganiseerd van maandag tot vrijdag vóór 18 uur, of twaalf uur, ongeacht de organisatie van de studies of de opleiding.”;

5° in het vierde lid, worden de woorden “werkloosheidsbureau” vervangen door het woord “FOREm”.

§ 2. In artikel 93, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De werkloze volgt regelmatig de opleiding gedurende de gehele periode van vrijstelling. FOREm kan de vrijstelling intrekken wanneer blijkt dat de werkloze de opleidingsactiviteiten niet regelmatig volgt.”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Tenzij een vrijstelling wordt verleend door het FOREm, op gemotiveerd verzoek van de werkloze, kan hij slechts eenmaal van de vrijstelling genieten.”.

**Art. 81.** § 1. In artikel 94, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “directeur” wordt vervangen door het “FOREm”;

(b) de woorden “op discretionaire wijze” worden ingevoegd tussen de woorden “beslist” en “inzonderheid”;

c) de woorden “De directeur kan daartoe het advies van de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling inwinnen” worden opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven ;

3° in het vroegere lid 3, thans lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “het eerste en het tweede lid” worden vervangen door de woorden “het eerste lid”;

b) punt 1° wordt vervangen als volgt :

“1° de gemiddelde wekelijkse omvang van de studie of opleiding is minder dan 16 uur, georganiseerd van maandag tot en met vrijdag vóór 18 uur, of minder dan 24 uur, ongeacht de organisatie van de studie of opleiding”;

c) het lid wordt aangevuld met de punten 4°, 5° en 6°, luidend als volgt:

“4° indien de studie of opleiding minder dan 4 weken duurt ;

5° wanneer de studie of opleiding langer duurt dan 9 maanden, indien de werkloze gedurende de twee jaar voorafgaand aan het begin van de studie of opleiding niet ten minste 312 uitkeringen als volledig werkloze heeft ontvangen;

6° indien het gaat om een alternerende opleiding als bedoeld in artikel 27, 16°.”;

4° tussen het vroegere lid 2 en het vroegere lid 3, thans lid 2, worden drie nieuwe leden ingevoegd, die als volgt luiden:

Voor de toepassing van paragraaf 3, 1°, in het geval van een deeltijdse werknemer met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering ontvangt waarvan de in artikel 131bis, § 2, van het koninklijk besluit bedoelde referentie-uitkering een inschakelingsuitkering is, mag de gemiddelde wekelijkse omvang niet minder bedragen dan acht uur, georganiseerd van maandag tot vrijdag vóór 18 uur, of twaalf uur, ongeacht de organisatie van de studies of de opleiding.”.

Lid 2, 5°, is niet van toepassing op studies of opleidingen die leiden tot beroepen waarin een aanzienlijk tekort aan arbeidskrachten bestaat. De lijst van studies en opleidingen die tot deze beroepen leiden, wordt jaarlijks door FOREm opgesteld. Er wordt rekening gehouden met de lijst zoals die bestaat op de datum waarop de studie of opleiding begint.

In afwijking van het eerste lid en lid 2, 5°, en onverminderd de andere bepalingen van deze paragraaf, wordt het in het eerste lid bedoelde verzoek om vrijstelling automatisch aanvaard wanneer de opleiding of studie als relevant is beoordeeld overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.”;

5° in het vroegere vijfde lid, thans zevende lid, worden de woorden “werkloosheidsbureau” vervangen door het woord “FOREm”.

§ 2 Artikel 94, § 2, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

“De werkloze dient gedurende de gehele periode van vrijstelling regelmatig de opleiding te volgen. FOREm kan de vrijstelling intrekken als blijkt dat de werkloze de studie- of opleidingsactiviteiten niet regelmatig volgt. FOREm heeft het recht om rechtstreeks van de operator van de opleiding of het onderwijs een bewijs van deelname te verkrijgen. Anders kan FOREm het aan de werkloze vragen.”.

§ 3. In artikel 93, § 4, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt punt 1° vervangen als volgt:

“1° in een centrum voor socioprofessionele inschakeling erkend krachtens het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling.”;

2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 1° en 2° worden vervangen als volgt:

“1° de werkloze is bij de aanvang van de opleiding minstens 18 jaar;

2° de werkloze is bij de aanvang van de opleiding ingeschreven als werkzoekende;";

b) punt 4° wordt opgeheven ;

3° de leden 3 en 4 en worden opgeheven;

4° in lid 5, thans lid 3, worden de woorden "3e en 4e lid" vervangen door de woorden "lid 2, 1° en 4°, en lid 6,".

§ 4. In artikel 94, § 5, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 3 en 4 en worden opgeheven;

4° in lid 5, thans lid 3, worden de woorden "derde en vierde lid" vervangen door de woorden "lid 2, 1° en 4°, en lid 6, en van § 2".

§ 2. In artikel 93, § 6, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "die verbonden is door een leerovereenkomst zoals bedoeld in artikel 27, 15°," vervangen door de woorden "die een alternerende opleiding volgt";

2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 1° en 2° worden vervangen als volgt:

"1° hetzij bij het begin van de alternerende opleiding in de twee jaar voorafgaand aan het begin van de alternerende opleiding ten minste 156 uitkeringen hebben ontvangen;

2° hetzij een alternerende opleiding volgen die voorbereidt op beroepen waarin een aanzienlijk tekort aan arbeidskrachten bestaat en op het ogenblik van de aanvang van de opleiding waarvoor vrijstelling wordt gevraagd, recht hebben op uitkeringen als volledig werkloze. De lijst van opleidingen die tot deze beroepen leiden, wordt jaarlijks door FOREm vastgesteld.";

b) in punt 3° wordt "de leerovereenkomst" vervangen door "de alternerende opleiding" en wordt "inzake leerovereenkomst" vervangen door "inzake alternerende opleiding";

3° in lid 3 worden de woorden "de leerovereenkomst" vervangen door de woorden "de alternerende opleiding";

4° het vierde lid wordt vervangen als volgt: "Onverminderd de toekenning van de in lid 1 bedoelde vrijstelling kunnen alternerende opleidingen worden gevolgd met behoud van uitkering zonder vrijstelling van beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt, zonder dat een individuele beslissing wordt genomen.";

4° in lid 5, worden de woorden "derde en vierde lid" vervangen door de woorden "lid 2, 1° en 4°, en lid 6, en van §2";

6° in lid 5 worden de woorden "inzake leerovereenkomsten" vervangen door de woorden "inzake alternerende opleiding";

7° in lid 6 worden de woorden "de leerovereenkomst" vervangen door de woorden "de in het kader van de alternerende opleiding gesloten overeenkomst";

**Art. 82.** Het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling wordt opgeheven.

**Art. 83.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 tot uitvoering van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling wordt opgeheven.

**Art. 84.** Het besluit van de Waalse Regering van 23 april 1998 tot goedkeuring van de boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREm" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) en op de T-Service Intérim wordt opgeheven.

**Art. 85.** Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, wordt aangevuld met een derde en een vierde lid, luidend als volgt:

"De opleidingsovereenkomst kan worden ondertekend met de hand, langs elektronische weg of op een andere wijze waarop elke partij zich identificeert en haar wil kenbaar maakt."

#### HOOFDSTUK VI. - Inwerkingtreddings- en overgangsbepalingen

**Art. 86.** Het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden treedt als volgt in werking:

1° de hoofdstukken 1 en 2 treden in werking op 1 januari 2022.

2° hoofdstuk 3 treedt in werking:

a) op 1 juli 2022 voor iedere werkzoekende die op 30 juni 2022 niet was ingeschreven als verplicht ingeschreven werkzoekende, als bedoeld in artikel 2, punt 13;

b) voor personen die op 30 juni 2022 verplicht ingeschreven werkzoekenden waren, bedoeld in artikel 2, 13°, en voor wie op 30 juni 2022 een procedure ter controle van hun actieve beschikbaarheid loopt, vanaf :

- vanaf de dag na de eerste beoordeling van de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, volgens de procedures die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

- of vanaf de dag na de afsluiting van de lopende procedure voor de controle op de actieve beschikbaarheid, ingevolge een beslissing tot niet in aanmerking komen van de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, volgens de procedures die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

c) voor personen die op 30 juni 2022 geen verplicht ingeschreven werkzoekenden waren, bedoeld in artikel 2, 13°, en die zich na 30 juni 2022 opnieuw inschrijven als verplicht ingeschreven werkzoekenden, bedoeld in artikel 2, 13°, zonder dat deze herinschrijving een nieuwe Eurostat-datum genereert in de zin van artikel 16, § 4, tweede lid, van het Regeringsdecreet van 21 december 2021, vanaf :

- vanaf de dag na de eerste evaluatie van de actieve beschikbaarheid van de in artikel 2, 13°, bedoelde verplicht ingeschreven werkzoekende, volgens de procedures die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van het decreet van 12 november 2021;



- vanaf de dag na de afsluiting van de lopende procedure van actieve beschikbaarheidscontrole, ten gevolge van een beslissing tot niet in aanmerking komen van de betrokken verplicht ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 2, 13°, volgens de procedures die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van het decreet van 12 november 2021;

3° in afwijking van 2°, treedt artikel 14 van het besluit van 12 november 2021 in werking op 1 januari 2023;

4° Hoofdstuk 4 treedt in werking op 1 juli 2022, met uitzondering van afdeling 2, die als volgt in werking treedt :

a) de bepalingen betreffende de commissie voor gewestelijk overleg treden in werking op 1 september 2022;

b) de bepalingen betreffende de subregionale overlegcomités treden in werking op 1 januari 2023;

c) de overige bepalingen van afdeling 2 treden voor het FOREm en elke betrokken partner van de begeleiding in werking vanaf het sluiten van de medewerkings- of samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 19, §1, derde of vijfde lid, van het decreet van 12 november 2021 en uiterlijk op 31 december 2023;

5° hoofdstuk 5 treedt in werking op 1 januari 2022, met uitzondering van de artikelen 36 tot en met 40, die in werking treden op 1 mei 2022, en artikel 41, dat in werking treedt onder dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor hoofdstuk 3 van het decreet van 12 november 2021, vermeld in 2° ;

6° hoofdstuk 6 treedt in werking:

a) op 1 januari 2022 voor artikel 42 van het decreet van 12 november 2021 ;

b) op 1 september 2022 voor de artikelen 43 tot en met 48 van het decreet van 12 november 2021;

c) op 1 juli 2022 voor de artikelen 49 tot en met 54 van het decreet van 12 november 2021;

7° Artikel 55 van het decreet van 12 november 2021 treedt in werking op 1 januari 2023.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, b) en c), begint, wanneer de in lid 1, 2°, b) of c), bedoelde beoordeling negatief is, de formatieve beoordeling van de actieve beschikbaarheid van de ingeschreven werkzoekende, bedoeld in artikel 1, 13°, a), volgens de procedures van artikel 53.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 4°, c), blijven de lopende samenwerkingsovereenkomsten gesloten bij krachtens het decreet van 12 januari 2012 van kracht totdat de medewerkings- of samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 19, § 1, derde of vijfde lid, van het decreet van 12 november 2021 tussen de betrokken partijen wordt ondertekend, met uitzondering van de bepalingen betreffende de verwerking van gegevens die in strijd zijn met de bepalingen van de artikelen 16 en 17 van het decreet van 12 november 2021.

**Art. 87.** Het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling en het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012 tot uitvoering van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling blijven uitwerking hebben:

1° voor begeleide werkzoekenden ingeschreven op 30 juni 2022, tot hoofdstuk 3 van het decreet van 12 november 2021 van toepassing is op deze personen overeenkomstig artikel 86, eerste lid, 2° ;

2° voor het samenwerkingsmechanisme met de operatoren tot de inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van het decreet van 12 november 2021 overeenkomstig artikel 86, eerste lid, 4°.

**Art. 88.** Dit besluit treedt als volgt in werking:

1° hoofdstuk 1 treedt in werking op 1 juli 2022;

2° hoofdstuk 2, met uitzondering van afdeling 6, dat in werking treedt op 1 januari 2023; voor elk verzoek om vrijstelling dat betrekking heeft op een opleiding, stage of studie die begint na 31 december 2022, treedt in werking volgens dezelfde procedures als die welke gelden voor de inwerkingtreding van hoofdstuk 3 van het decreet van 12 november 2022, overeenkomstig artikel 86, eerste lid, 2°;

3° Hoofdstuk 3 treedt in werking op dezelfde wijze als afdeling 2 van hoofdstuk 4 van het decreet van 12 november, overeenkomstig artikel 86, eerste lid, punt 4°;

4° hoofdstuk 4 treedt in werking op 1 juli 2022;

5° hoofdstuk 5 treedt in werking op 1 juli 2022, met uitzondering van de artikelen 78 tot en met 81, die in werking treden op 1 januari 2023 voor elk verzoek om vrijstelling in verband met een opleiding, stage of studie dat na 31 december 2022 wordt ingediend.

Voor paragraaf 1, 4°, is hoofdstuk 4 niet van toepassing op oproepen voor projecten die in het kader van coaching en oplossingsgerichte ondersteuning door FOREm vóór 1 juli 2022 worden gelanceerd.

Voor de werkzoekende, bedoeld in artikel 86, eerste lid, 2°, b) of c), geldt voor de toepassing van dit besluit de beoordeling waarna hij overgaat op coaching en oplossingsgerichte begeleiding als een nieuwe inschrijving.

**Art. 89.** De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE